

IRL *journal d'expressions libertaires* 48

INFORMATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES

DECEMBRE 1982 - JANVIER 1983 - 10F



L-1501-48-10 F

LES MAITRES RESTENT

SOMMAIRE

IRL vous intéresse	page 3
affaire CORAL	pages 4, 5 et 35
l'expulsion des Femmes Immigrées	pages 6, 7
lutte contre la conscription	pages 8 et 9
Drôme : terres inoccupées	page 10
Alain Aurenche, chanteur	pages 11 à 13
avis de lecture	pages 14 à 16
la répression en Italie	pages 16 à 17
ESTINFO : rubrique sur les pays de l'Est	pages 17 à 18
pour l'anarchisme	pages 19 à 24
l'anarchie est une violence d'amour	page 25
la FAI est optimiste	pages 26 à 27
pessimiste mais	pages 27 à 29
un travail nécessaire	pages 29 à 30
des livres pour l'utopie	page 31
tradition « à la page »	pages 32, 33, 35
Comiso contre les CRUISES	pages 34 à 35



I.R.L.

journal d'expressions libertaires

Directeur de publication :

Alain Thévenet

Commission paritaire : 55270

Imprimé par :

Les Ateliers d'Impression Presse Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau 69001 LYON

Rédaction et administration :

IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON

IRL- Rédaction Parisienne :

c/o Max Nettlau
15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Conception graphique et réalisation :
Atelier de Création Libertaire

Abonnement :

5 numéros (1 an) : 50 F

10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien :

10 numéros (2 ans) : 130 F et plus

Diffusion militante :

5 exemplaires pendant 5 numéros : 200 F

Pour vos versements :

IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTEZ : Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance ; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

rapidos

Coup d'œil sur le monde

La franchise, c'est parfois un trait des dirigeants américains. Le porte-parole de la Maison Blanche a confirmé officiellement que la CIA finance des groupes hostiles au gouvernement du Nicaragua. Il a également reconnu que le gouvernement des Etats Unis soutient des opérations militaires clandestines contre le Nicaragua depuis le Honduras.

Mauritanie : la famine menace ce pays à cause de conditions météorologiques défavorables cette année, c'est ce qu'a fait savoir le gouvernement mauritanien en lançant un appel à la communauté internationale.

Ainsi la Mauritanie a besoin de 9.000 tonnes de beurre. La Communauté Européenne doit, quant à elle, faire face à un problème grave : elle ne sait pas trop quoi faire d'un stock de 400.000 tonnes de beurre..

Un métier qui rapporte : dénonciateur de basse police. D'après Le Monde du 31/10, un indicateur a reçu 40.000 francs à titre de récompense, pour avoir permis à la Direction Nationale des Enquêtes Douanières (DNED), de réaliser une prise d'une centaine de kilos de hash.

Protégeons la police : effectivement les policiers vivent dans un climat d'insécurité permanent.

Debut octobre, près d'Orléans, lors d'incidents à l'issue d'un bal, un jeune homme a été sérieusement blessé à coups de matraque par un policier.

La justice s'est alors fourvoyée : au lieu d'inculper la victime comme c'est l'habitude, le juge d'instruction, Mme Gailly, a inculqué le policier frappeur, pour coups et blessures avec arme. C'est là une bavure judiciaire, car un policier est par principe au dessus de tout soupçon, et de toute façon, il doit être couvert ainsi que l'a rappelé il n'y a pas si longtemps, le ministre de la police, Gaston Deferre.

Pour réparer cette bavure de la justice, le lendemain de l'inculpation qu'elle a prononcée, Mme Gailly trouvait le pare-brise de sa voiture barbouillé de rouge, et, lors d'un meeting policier à Lyon, le secrétaire du syndicat des commandants et officiers de police s'en est pris au juge.

Car il est encore des magistrats qui n'ont pas compris que la justice doit être un simple auxiliaire de police.

Patrice

IZTOK

revue libertaire sur les pays de l'Est

Un numéro hors série (septembre 1982) d'Iztok vient de paraître. Il est centré sur l'expérience de deux membres de la revue à Radio Libertaire, Radio Solidarność, au Comité Paraschiv et à Iztok.

Il est composé d'entrevues (avec Vladimir BORISSOV sur le SMOT et ses conceptions du syndicalisme libre, Alexandru DANCIU sur le problème tzigane à l'Est, Paul GOMA sur l'histoire passée de la Roumanie et sur son expérience personnelle, Karol MOSZELEWSKI sur le marxisme et Solidarność, Maximilien RUBEL sur Marx et le marxisme à l'Est et Lubomir SOCHOR sur la manière dont les événements polonais ont été ressentis en Tchécoslovaquie.

Il est composé aussi d'article et de documents constituant de mini-dossier (sur la répercussion en Chine des événements polonais, sur la Pologne et l'analyse des 16 mois de Solidarité avec un document d'un groupe de gauche avec une aile anarchiste, sur Vasile PARASCHIV reprenant l'un de ses textes sur le syndicalisme et les actions faites en sa faveur.

Ce numéro de 64 pages est disponible auprès de la revue au prix de 15 francs et dans certaines librairies.

Iztok, 26 rue Piat, 75020 Paris. Abonnement 4 numéro (y compris les numéros spéciaux quand il y en a) : 40 francs ; abonnement de soutien : 80 francs ou plus ; chèques à l'ordre d'Iztok.

Le 14 octobre 1982

ANTHOLOGIE DE LA REVUE
NOIR ET ROUGE
EDITIONS ACRATIE

D'avril 1956 à juin 1970, 14 années de mouvement anarchiste vu par 46 numéros d'une revue qui aborda bien des sujets : MARXISME, NATIONALISME, ORGANISATION ANARCHISTE, PARLEMENTARISME, LUTTES DE LIBERATION NATIONALES etc...

Une position originale dans le mouvement libertaire français : ni synthésiste ni plate formiste mais simplement anarchiste-communiste. De nombreux textes à méditer encore maintenant. Un soucis de réflexion et de remise en cause. Ce livre coédité avec Spartacus, et servi à ses abonnés, sera en vente 65 F dans le commerce. Vous pouvez le commander avec une remise 25 % sur le prix de vente (port compris), en écrivant à :

ACRATIE BP 25 40300 PEYREHORADE
(chèques à l'ordre d'Acratie)

Au mouvement anarchiste français,
Au mouvement anarchiste international,

Suite à l'attentat qui a détruit totalement la librairie IMAGINE le 19 décembre 1981, et devant les difficultés financières et matérielles rencontrées jusqu'à ce jour, la librairie IMAGINE suspend - provisoirement - toutes ses activités. Elle est donc fermée au public et ne remplit plus son rôle de diffusion de la presse libertaire.

Nous vous demandons, face à cette situation de suspendre tous vos envois et correspondances en direction de la librairie.

Salutations

Le collectif IMAGINE
Paris le 29/11/1982/

Le groupe A.M. JACOB de la FEDERATION ANARCHISTE vient d'éditer un calendrier, (13 pages, papier glacé, format 30x40 en 2 couleurs : rouge et noir) un choix de 12 premières pages du Monde Libertaire, organe de la Fédération Anarchiste depuis bientôt 30 ans.

Il est disponible à la librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris au prix de 20 F. l'unité (prévoir 5 F. de port).

Decembre 73 - janvier 74, sortie du numéro d'IRL; décembre 82 - janvier 83 le numéro 48 arrive, un peu plus épais que les précédents, comme pour fêter à la fois un neuvième anniversaire et le passage à une année nouvelle peut-être plus « glorieuse » que la précédente. Ce numéro 48 sort, presque jour pour jour, deux mois après la parution du numéro 47 : pari tenu d'une réelle périodicité bimestrielle ? Nous l'espérons mais effectivement, il aurait été plus judicieux de remettre nos montres à zéro et d'avoir sorti ce numéro début décembre. Il n'en a pas été possible : nous avons reçu les articles trop tard et en très grand nombre. C'est pour cela que nous vous proposons un numéro à 36 pages, toujours pour le même prix (10 francs. Malheureusement, nous nous sommes vus obligés de laisser de côté un article de 6 pages sur la chronologie détaillée des événements du Liban, article écrit par deux copains du SAT : qu'ils nous en excusent (*)).

Une autre nouveauté de ce numéro 48 c'est l'introduction du papier recyclé sur proposition d'AIPN, notre imprimerie, l'intérieur d'IRL paraîtra donc plus « gris » mais, pour compenser cela, nous avons décidé d'imprimer la couverture sur un papier « blanc » peut épais (90 grammes couché pour les spécialistes). Tout cela à des prix fort intéressants qui feront que ce numéro ne coûtera pas plus cher que les précédents.

Nous finirons par un rapide compte-rendu financier. Nous tenons à cette « transparence » des comptes d'IRL afin que tous ceux qui sont intéressés puissent savoir où IRL en est. C'est pour cela que nous continuerons, à chaque numéro, à vous faire connaître l'état des caisses d'IRL !

Il semblerait, mais encore faudrait-il pour en être sûrs, attendre plusieurs

numéros, qu'IRL amorce une lente, mais sensible, remontée. Le numéro 47, qui pourtant avait vu son prix passer de 7 à 10 francs, a été bien vendu, du moins sur Lyon et Paris. Pour ce qui est d'une explication sur la diffusion à Paris, (et l'augmentation du nombre des abonnés de la région parisienne), on peut la relier au travail important qu'effectue la rédaction parisienne, tant au niveau de la diffusion et de la publicité, qu'au niveau de la rédaction des articles. La rédaction parisienne d'IRL ne cesse de s'accroître (alors qu'à Lyon nous sommes plutôt en stagnation, avec, pourtant, un travail technique qui augmente sans cesse) et a surtout multiplié les initiatives pour développer la diffusion sur Paris : émission sur Radio Libertaire, réunion avec les lecteurs... Et cette émission à Radio Libertaire, où nos camarades parisiens ont pu longuement parler d'IRL et du mouvement libertaire lyonnais, a dû largement contribuer à élargir notre audience sur Paris et la région parisienne. Nous espérons que cette expérience radiophonique n'en restera pas là et que Radio Libertaire invitera souvent nos camarades à développer leurs idées à l'antenne.

Tout ça pour dire que, après la parution du numéro 47, nous avons reçu 20 nouveaux abonnements (13 pour 1 an, 7 pour 2 ans) et 8 réabonnements (4 pour 1 an, 4 pour 2 ans), et que nous avons en caisse 2 500 francs (le numéro 47 étant déjà entièrement payé (**)) encore un effort....

(*) Pour ceux qui désireraient avoir connaissance de cet article, il leur suffit de nous écrire, avec un timbre pour la réponse : nous leur enverrons la photocopie.

(**) Pour tempérer un peu cet enthousiasme, il faut signaler que nous avons encore 7 800 F de dette, dont 2 800 à court terme, auprès d'un de nos camarades.

Depuis juin, IRL (Informations, Réflexions Libertaires) souhaitait rencontrer ses lecteurs parisiens. La date du 6 novembre fut annoncée à l'assemblée générale annuelle et proposée dans le numéro 47. Le jour dit nous nous sommes donc retrouvés une bonne vingtaine dont une majorité de lecteurs récents. La discussion alla son train et nous permit de redéfinir ce qui, depuis neuf ans, fait la spécificité d'IRL au sein de la presse anarchiste.

IRL est le moyen d'expression d'individus ou plus rarement de groupes d'individus parlant en leur nom propre. Les débats contradictoires sont donc non seulement possibles mais souhaités. Plus qu'un organe de propagande, IRL se veut un lien d'information, d'interrogation de réflexion où les idées progressent en se confrontant.

Les textes sont le fruit d'un réseau de copains qui dépasse largement les quelques rédacteurs attitrés. Certains papiers sont suscités, d'autres arrivent spontanément mais pour l'essentiel donnent une vision « de l'intérieur » en rapport avec le vécu ou les préoccupations des lecteurs. (Voir par exemple les contributions au dossier Anarchisme dans les années '80)

A IRL pas de sujet tabou, tout peut être abordé, de la pédophilie à la restructuration capitaliste dans la sidérurgie en passant par le nationalisme ou les punks. Seuls le sectarisme et les polémiques stériles n'ont pas droit de cité. La diversité des moyens d'expression est également à l'honneur. Poèmes, analyses, reportages, B.D., interviews, etc., se co-toient allègrement, justifiant le sous-titre, « Journal d'expressions libertaires » avec expression au pluriel.

A IRL Lyon, une des fiertés c'est de réaliser le journal de bout en bout (seule l'impression est confiée à des professionnels, qui ne font aucun tarif préférentiel !). A Lyon la séparation intellectuel-manuel du plomb dans l'aile. IRL, ils l'écrivent, le composent le maquette, le montent, l'encartent, le diffusent et le gèrent.

A Paris nous ferions bien de même si nous pouvions disposer d'une composition. Oui, c'est un appel ! Et nous en ferons un autre en nous adressant aux lecteurs parisiens. Prenez contact avec nous (nouvelle adresse : IRL chez Max Nettlau, 25 rue Gracieuse 75005 Paris), renversez la barrière lecteurs/rédacteurs en participant (même de façon minime ou ponctuelle) aux activités d'IRL. Nous ne sommes pas un petit club fermé propriétaire d'un canard. Au contraire, nous pensons que le développement nécessaire d'IRL ne se fera que par une plus grande participation de tous. Alors à vous avec nous de jouer.

Et. Consort

(1) Je signe cet article car c'est un point de vue et j'emploie le « nous » car je ne suis pas seul à le partager sur Paris.

LE CADEAU D'IRL !



En ces périodes fastes de crise économique, IRL a décidé de ne pas sombrer dans la morosité et le défaitisme. Nous vous proposons donc une offre mirifique qui n'en est pas moins vraie. Regardez plutôt :

INTERROGATIONS SUR L'AUTOGESTION ; Atelier de Création Libertaire, 1979, 108 pages 18,5 x 27,5, nombreuses illustrations
..... 18 F

L'IMAGINAIRE SUBVERSIF ; Atelier de Création Libertaire de Lyon et Noir de Genève, 1982, 194 pages 14 x 21
..... 60 F

Un abonnement de 2 ans pour IRL (10 numéros)
..... 90 F

Total..... 168 F

Avec un chèque de 150 francs, nous vous offrons le lot. Qui ira dire après ça que les gens d'IRL sont des pingres !

IRL VOUS INTERESSE ?

«L'AFFAIRE DU CORAL»

Au-delà du soutien immédiat à des gens qui essaient de vivre d'autres rapports humains, face à une machine judiciaire manifestement incapable de comprendre quoi que ce soit à ce type de problèmes et à une campagne de presse avide de croustillant, il se pose des problèmes de fond. Par exemple, sur la possibilité ou non de lieux de vie qui échappent à une problématique politique, ou à la possibilité de relations amoureuses dans de tels lieux, ou sur la pédophilie.

Plutôt que de parler sommairement de tout ça, nous avons préféré, dans ce numéro, affirmer notre soutien inconditionnel et proposer pour le prochain un débat sur ce problème et sur d'autres que peuvent soulever cette affaire. Nous comptons également travailler sur cela à travers des articles, interviews, etc... Donc, que ceux qui sont intéressés, ont des témoignages à apporter, des opinions à formuler, nous écrivent.

Nous publions seulement une interview des avocats qui nous est parvenue de Montpellier et le texte du tract national.

Nota: aujourd'hui le 7/12/82, les inculpés incarcérés le sont toujours !!! Pour tout contact adressez-vous au CORAL 30470 AIMARGUES tel. (66) 88 00 12.

Interview de François Roux l'un des avocats des inculpés du Coral

Toutes les accusations portées à l'origine l'ont été par un certain Jean Claude Krief. Nous pensons que ces accusations sont tout simplement mensongères. Jean Claude Krief est inculpé de faux usage de faux pour le procès verbal qui est à l'origine de cette affaire et dans lequel il dénonce un vaste réseau de pédophiles. On peut légitimement penser que l'on défend des gens qui ont été calomniés, diffamés.

Autre point, on a dit qu'il y aurait des photos pornographiques. Nous protestons avec la plus vive énergie contre cette affirmation : il n'y a aucune photo pornographique à la charge de notre client : Claude Sigala, Jean Noël Bardy, Alain Capello.

Donc pas de photos non plus. Il resterait le témoignage des enfants. J'en appelle à tous les éducateurs, tous les instituteurs, tous les enseignants et je leur demande s'il ne leur est jamais arrivé dans leur vie professionnelle d'être accusés par des enfants des mêmes faits que ceux dont on accuse Claude Sigala, et ce par des enfants « normaux ».

Je renvoie au film de Cayatte, dans lequel joue si bien Jacques Brel, « Les risques du métier ». C'est connu et archiconnu, alors qu'en est-il d'enfants dits « handicapés » ? Est-ce que l'on ne doit pas prendre avec prudence de telles accusations venant d'enfants qui sont précisément des enfants à problèmes ? Cela ne signifie pas que les accusations portées quelques fois, pas dans ce cas-là mais dans d'autres cas, n'ont pas été vraies est vérifiées.

Mais je dis que, avant toute chose dans cette affaire, avant de déclencher la campagne de presse, la campagne de calomnie de délation que l'on a cru devoir engager, il aurait fallu se poser des questions sur qui sont les accusateurs, pourquoi accusent-ils ?

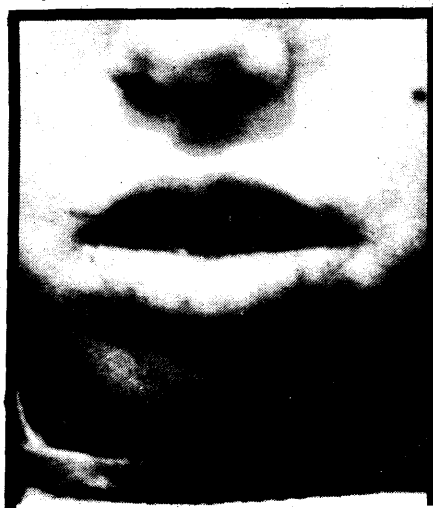
Il y a le problème du risque. Les lieux de vie en général vivent en état de risque permanent, dans les lieux de vie on prend le risque de l'affectivité. Il est certainement moins risqué d'administrer quotidiennement à des enfants valium et neuroleptiques pour les calmer, plutôt que de les prendre à bras le corps avec leurs problèmes et essayer de leur donner de l'affection, voir de l'amour. C'est là le débat de fond.

Il faudra parler à propos des lieux de vie, comme des autres institutions d'ailleurs, de la sexualité des enfants. On a mis longtemps à se pencher sur la sexualité des prisonniers, puis il y a eu ce beau livre qui s'appelle : « La Guillotine du sexe ».

Peut-on m'expliquer pourquoi les enfants que l'on dit handicapés n'auraient pas de sexualité ?

En outre il s'agit d'enfants qui peut être plus que d'autres on besoin de relations affectives et nombre de leurs problèmes sont nés de ce qu'ils ont ressenti comme un manque de relations affectives. Affectivité plus sexualité c'est un mélange détonnant et plein de risques pour celui adulte ou éducateur qui décide de consacrer sa vie, parce que dans les « lieux de vie » c'est vraiment sa vie, à vivre avec ces enfants.

Est-ce que l'on préfère prendre le risque de l'institution fermée ou est-ce



que l'on prend le risque du lieu ouvert ?

Et puisque nous sommes dans ce domaine on peut rappeler que dans cette affaire il y a quelqu'un qui a « avoué ». Il s'agit de Noël Bardy qui a reconnu avoir eu des relations avec un mineur. Contrairement à ce que l'on a prétendu je dois dire d'une part que ce n'est pas un mineur de moins de 15 ans puisqu'il s'agit d'un garçon de 16 ans, d'autre part que cela n'a rien de sordide ; il s'agit d'une relation affective, voir amoureuse entre ce mineur et un éducateur. En toute état de cause ce n'est pas un viol comme on a cru pouvoir le dire ; ce n'était pas, ce n'est pas dans les « lieux de vie », sauf dérapage toujours possible, ce n'est pas la domination, la possession de l'enfant objet tel que l'on a pu le laisser penser au début de cette affaire en parlant de photos pornographiques.

Non, dans les lieux de vie on n'a rien à voir avec tout cela. Uniquement des relations d'amour entre les êtres. Ceci Claude Sigala l'a dit et répété à plusieurs reprises.

Disons à ses détracteurs, et il en a beaucoup, pensez ce que vous voulez, mettez ce que vous voulez derrière le mot amour.

On peut aller plus loin d'ailleurs, des psychiatres posent la question de savoir si tous les éducateurs qui s'occupent d'enfant ne sont pas des pédophiles refoulés ; on pourrait poser la question jusqu'au bout et la poser pour les enseignants, la poser pour tout le monde.

Voilà les questions auxquelles il aurait fallu réfléchir avant de porter des accusations surtout lorsqu'elles sont purement et simplement inventées, lorsqu'elles sont calomnieuses, lorsqu'elles portent atteinte à l'honneur et au travail des personnes qui depuis des années se dévouent auprès des enfants ; des personnes qui ont obtenu et les parents le savent bien, des résultats qu'ailleurs on n'aurait jamais pu obtenir.

Montpellier le 28/10/82

LA CALOMNIE AU SERVICE DE QUI ?

(mise au point des responsables du Coral)

Le 18 Octobre 82 étaient inculpés 3 membres du lieu de vie «LE CORAL» d'AIMARGUES (Gard) après cinq jours de secret absolu. Aussitôt, la presse s'empara de l'affaire titrant «Les Ballets Bleus du Gard» Qu'en est-il au juste ?

QU'EST CE QUE LE CORAL

C'est un lieu qui accueille des jeunes en difficulté. Il correspond à une demande importante, à laquelle les établissements classiques, de par leur structure, ne peuvent répondre. Bon nombre de parents nous confient leurs enfants, enfermés, souvent depuis longtemps, dans des institutions (hôpitaux psychiatrique, foyers, prisons...)

Des juges pour enfants nous confient des jeunes qu'ils n'arrivent pas à «caser».

40 LIEUX ET 150 ENFANTS

Tous ces lieux d'accueil sont regroupés au sein d'une association : Le Collectif Réseau Alternative (C.R.A.)

La diversité des lieux de vie permet d'offrir aux jeunes un éventail d'activités très large. Entre les différents lieux du C.R.A. la circulation des jeunes est possible. Pas d'activités imposées : nous choisissons de voir l'enfant s'épanouir par rapport à sa propre personnalité.

Cette multiplicité permet à certains de trouver leur place dans la société et, éventuellement, un emploi ; synonyme d'autonomie financière. Elle permet à d'autres de vivre leurs différences dans un contexte qui l'accepte et la respecte.

Les réunions mensuelles du CRA permettent réflexions et critiques constructives, issues du vécu de chaque enfant. Notre travail est une réponse à la détresse humaine et à la différence. Les lieux de vie proposent à l'administration une voie supplémentaire.

LES PARENTS

Lieux de transition, nous tenons à ce que les enfants ne soient pas coupés de leur milieu d'origine : une réunion mensuelle aide les parents à mieux comprendre et à accepter la différence de leur enfant et à la vivre avec eux.

Le soutien total que les parents nous apportent aujourd'hui, leur volonté de continuer à nous laisser leurs enfants en un tel moment, prouve leur confiance, issue de leur connaissance de notre fonctionnement.

Le Coral a toujours eu un désir de transparence et d'ouverture.

TRANSPARENCE

Nous revendiquons la possibilité d'être contrôlés à tout moment par des gens

impliqués dans le vécu de l'enfant : Parents, Juges, Direction des Affaires Sanitaires et Sociales, à l'origine du placement.

La décision de la D.D.A.S.S. du Gard de maintenir les enfants au Coral prouve bien que ces contrôles sont effectifs.

OUVERTURE

Aux personnes qui cherchent, elles aussi, une réponse active à ces graves problèmes sociaux.

A des dizaines d'éducateurs et d'éducatrices en formation qui viennent chez nous faire un stage de plusieurs mois.

A des travailleurs sociaux, des étudiants, des chercheurs de plusieurs pays.

Aux personnes qui nous confient les enfants.

Depuis 6 ans, cette ouverture permanente, dans un cadre clairement défini, a permis la création de nombreux lieux de vie.

LES RISQUES DU METIER

VIVRE AVEC des accueillis aux problèmes graves,

VIVRE AVEC des enfants dont la différence est flagrante,

OUI, nous prenons des risques : Risques d'accidents, de vols, d'affabulations, de violence, d'escroquerie,...

Risques de notre pratique, risques de la vie.

Permettez nous de les assumer, Aidez-nous à les assumer !

UNE ARME A DOUBLE TRANCHANT

Cette ouverture, condition indispensable de l'enrichissement de notre expérience, n'est pas compatible avec un contrôle total des motivations de tous ceux qui viennent s'informer, nous aider, apprendre. L'actualité prouve que des personnes mal intentionnées ou déséquilibrées peuvent venir perturber la vie d'un lieu et jeter le discrédit sur notre travail.

UNE REPONSE DEFINITIVE AUX CALOMNIES SUR LA PEDOPHILIE AU CORAL ET DANS LES LIEUX DE VIE

Il est hors de question pour un permanent d'un lieu de vie d'utiliser une quelconque détresse affective dans le but d'assumer ses propres désirs, S'il s'avérait que de tels faits se soient produits, il s'agirait d'erreurs graves à examiner cas par cas, et non d'une pratique «thérapeutique» revendiquée par le C.R.A.

Nous revendiquons par contre la tendresse indispensable à l'équilibre de tout être humain.

S'il y a eu acte répréhensible, nous comprenons que la justice suive son cours NORMALEMENT, mais l'ampleur exceptionnelle donnée à une «affaire» qui serait habituellement traitée comme un fait divers, nous interroge.

UNE CABALE POLITIQUE ?

Pourquoi à partir d'une délation aussi fragile, une campagne de presse aussi ignoble et d'une telle envergure se développe ?

S'agit-il seulement de journalistes avides de sensationnel ?

Cherche-t-on un prétexte pour salir un ensemble d'alternatives novatrices ?

Cherche-t-on à atteindre le gouvernement sur le point d'officialiser l'expérience des lieux de vie (une circulaire ministérielle devait le concrétiser) ?

L'AURORE titrait le 22/10/82 : «Vos enfants en danger. La gauche cherche à innocenter les rapports sexuels adultes-mineurs».

Nous nous demandons si cet amalgame entre le Coral et un éventuel réseau national de pédophilie, fabriqué par certains médias, ne vise pas simplement à donner l'image d'une France de gauche décadente et laxiste en période pré-électorale ?

Nous vous posons la question : Est-ce qu'en France en 1982, la société ne tolère pas d'autre solution pour les enfants en difficulté que l'enfermement derrière les murs d'une prison ou d'un hôpital ?

aidez nous à continuer il faut 10,100,1000 lieux de vie !

SOUTIEN FINANCIER

Chèques à l'ordre de : Association des amis du Coral, à envoyer au Coral, 30470 Aimargues

SOUTIEN ACTIF

Rejoignez les comités de soutien au Coral et aux lieux de vie ou créez-en un : COMITE DEFENSE CENTRALISATEUR : «LE CORAL» 30470 AIMARGUES, tél. (66) 88.00.12

Comité de soutien de Lyon aux inculpés du Coral et aux lieux de vie
Permanences au CEP - (7) 837 42 77
44, rue St Georges - LYON 5ème
CCP : Bruno Héral 1884 65 B Lyon
(mention CORAL)

L'expulsion des femmes immigrées

Malgré la reconnaissance du droit d'association, les immigrés sont les premières victimes de la crise économique qui pour les besoins de la cause réanime les sentiments racistes. La politique qui fait venir l'immigré (la droite) est la même qui le fait repartir (la gauche). A la non régularisation des « sans-papiers » (dont certains sont en train de faire une grève de la faim depuis octobre), à la reconduction aux frontières, à l'interdiction de séjour à des maghrébins en possession de leurs papiers, à l'imposition des visas aux pays sud-américains, s'ajoute l'expulsion des femmes immigrées, venues dans le cadre du regroupement familial. Le migrant est cet homme robot, cette main-d'œuvre célibataire et tournante sans affectivité, ni attaches. Marginaliser dans la perspective du retour ou assimiler dans le cadre de l'homogénéisation. Voilà ce que nous impose le pouvoir.

1) Sécurité ou humanisme

Parallèlement à une pratique de plus en plus courante d'interdiction de séjour des Maghrébins sur le territoire français, les autorités se lancent dans une chasse aux immigrés qui se traduit actuellement par la décision de refoulement d'une vingtaine de femmes algériennes venue dans le cadre des regroupements familiaux. En effet, les organisations de soutien aux travailleurs immigrés viennent d'être alertées par des femmes menacées de refoulement

faute d'avoir un « logement adapté ».

La sécurité est le prétexte le plus couramment utilisé pour mettre en application une politique raciste et autoritaire. Ainsi le gouvernement de gauche fidèle en cela à son prédécesseur et au nom de la lutte contre le terrorisme, interdit le droit de séjour aux Maghrébins. Certaines mairies refusent de délivrer des certificats d'hébergement à des immigrés installés en France depuis longtemps et qui veulent accueillir leur famille. Dans le discours semi-officiel, tout Arabe est un délinquant et par conséquent terroriste en puissance. L'agression israélienne au Liban aidant.

Le début de régularisation amorcé au moment de la prise du pouvoir par

la gauche s'inscrit dans un réflexe social-démocrate longuement démontré au moment des mouvements de libération nationale des pays colonisés : donner l'illusion de défendre les opprimés d'une nation en écrasant ceux d'autres nations... Le but de la régularisation était de redéfinir avec plus de précisions - en propageant la chimère d'un Etat progressiste - les délimitations entre les « ayant-droit » et les « autres » en assimilant les sans-papiers au danger public. La méthode employée est : faire bénéficier une minorité d'une légalité - d'ailleurs toute précaire puisque les cartes de travail délivrées sont non renouvelables automatiquement chaque année - en refoulant la majorité dans l'illégalité. Ce qui justifiera ensuite une politique sur-répressive vis-à-vis des clandestins ».



Si la lutte contre la délinquance et le terrorisme sert d'alibi pour refuser le droit de séjour à une population de jeunes immigrés, le pouvoir évoque des raisons humanitaires pour refouler des femmes qui sont venues rejoindre leur famille en France. On croirait bien à sa philanthropie si à côté il n'y avait pas 2 millions de chômeurs inscrits, des jeunes sans perspectives, et des Français sans abris. Par ailleurs, on ne comprend pas cette logique humanitaire qui veut séparer la femme du mari et des enfants en l'expédiant dans l'autre partie de la Méditerranée.

2) Produire migrant et réprimer français

En réalité ce faux paternalisme cache mal les agissements d'un homo economicus doublé d'un homo raciste. Pour les besoins des élections municipales et afin de grignoter quelques places à la droite, la gauche a besoin de montrer qu'elle réprime « français ». Et qui ? Des femmes maghrébines assujetties dans leur pays d'origine. Le fait qu'elles ne disposent pas dans leur majorité d'un travail rémunéré et que leur activité au sein du ménage passe inaperçue suffit pour les refouler. C'est donc la difficulté de leur intégration dans le circuit économique en état de crise qui explique ces mesures répressives.

Il est évident que si la femme a peu de chance de se faire régulariser dans le cadre des regroupements familiaux, elle n'en a aucune si elle se révolte contre son mari et quitte le « foyer conjugal ». D'où le cercle vicieux de la dépendance.

On sait bien, derrière le prétexte d'ordre humanitaire (logement inadéquat) l'aspect fascisant de la gauche comme de la droite dans la façon d'impliquer les gens dans une crise qui les dépasse : qui sont les responsables de la crise du logement si crise il y a, et pourquoi le pouvoir ne s'apitoie-t-il pas sur le sort réservé à des milliers de Français et de Françaises ? Il est évident, à partir de ces remarques préliminaires, que l'Etat ne cherche qu'à décourager le flux des immigrés et qu'à améliorer une image de marque parallèlement à d'autres mesures en faveur des patrons (abolition de l'échelle mobile des salaires - déblocage des prix...).

Pour mieux comprendre les pratiques du pouvoir vis-à-vis de l'immigré(e), il est impératif de les analyser en fonction du monde du travail. La raison d'être de l'étranger, que ce soit pour l'Etat, pour une majorité de l'opinion publique, et même pour les travailleurs eux-mêmes, est le travail. Le fait que « l'autre » constitue une main d'œuvre disponible et docile, prête à se salir dans les métiers les plus ingrats, légitime sa présence physique. Le droit à la différence n'est reconnu que lorsqu'il rend esclaves ceux qui sont différents. Le droit à la résidence vient comme une compensation à une présence rentabilisée au profit d'une population qui a le droit de vie et de mort sur son territoire.

Comme le travail au ménage n'est pas considéré comme nécessairement utile à l'économie du pays, la femme immigrée est en état d'infraction permanente à sa condition d'immigrée et à la loi. Cette loi s'efforce alors de la définir à partir du concept de la famille. La réglementation sur les regroupements familiaux en est une illustration. Son application restrictive et les rares cas régularisés favorablement dans ce cadre montrent qu'elle fonctionne plutôt comme occultation des contradictions existant entre ceux qui ont le droit de rester parce qu'ils sont utiles et les au-

Résumé des circulaires 112 et 49 du 27/02/1967 et 31/01/1969 sur le regroupement des familles algériennes :

- C'est au mari de faire la demande de regroupement à la mairie, en présentant tous les papiers nécessaires avec une description de son logement.

- La préfecture fait un premier contrôle où au moins 5 cas de refus sont envisagés, dont : le refus de la venue des familles qui font « l'objet de renseignements défavorables », « quand la colonie algérienne est déjà importante », « quand il y a pénurie de logements dans la commune où la famille veut s'installer, même si elle a déjà trouvé un logement »...

- S'il y a acceptation, la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale entreprend un deuxième contrôle qui consiste à vérifier les conditions de logement des immigrés, on refuse la venue de la famille « si le logement est en bidonville ou en chambre meublée, s'il est dans un quartier à rénover, s'il est petit pour l'attribution de l'allocation logement, s'il n'est pas conforme aux règles de l'hygiène publique ».

En même temps, cette direction exige un contrat de location pour une longue durée et procède à une vérification des ressources de l'immigré. Celles qui doivent être attribuées au logement ne doivent pas excéder les 15 %.

- Une dernière vérification est faite par la préfecture, pour savoir si la famille s'est bien installée dans le logement déclaré par le travailleur.

tres. Il n'est pas dans ces conditions étrange, dans la logique étatique, de refouler un corps considéré comme parasitaire. Mais le fictif respect du libéralisme situe le problème en dehors de la rentabilité économique en prétextant que le refoulement se justifie par l'incapacité de ces femmes de trouver des logements adaptés. Dans un entretien accordé en août 1982 au collectif SOS Refoulement, le ministère de la Solidarité Nationale déclare qu'il « ne peut pas fermer les yeux sur les conditions défectueuses de séjour car (il) veut garantir le droit à l'école, au logement

et aux prestations familiales ». Mais lorsque « SOS refoulement » lui précise que les normes exigées pour le logement sont loin d'être celles dont bénéficient les ménages français, il ne cache pas ses intentions de vouloir mettre fin à l'immigration familiale par la régularisation.

Dans cette affaire, la femme immigrée subit une double falsification : d'une part, l'Etat la considère responsable de ce refoulement en évoquant l'inadaptation du logement, et d'autre part il la classe parmi les inactifs. Concernant le premier point, alors que les propriétaires refusent de louer des appartements aux immigrés et que les mairies parlent de crise du logement, nous assistons dans le même temps, à une prolifération des résidences secondaires et aux expulsions répétées des squatters. Tout cela dans une ambiance de 700 millions de centimes accordés à des bureaux d'études fantômes, derrière une prestigieuse opération de rénovation de 6.000 logements parisiens. Qui est, après ces faits, responsable des logements inadaptés ? Les mairies, les préfectures et l'Etat, ou le travailleur immigré ?

3) L'immigré robot et la réglementation par le regroupement familial

Dans cette décision de refoulement apparaît la dégradation fascisante du législateur, et derrière lui, de ceux qui gouvernent : l'immigré pour eux est cet être sans passé, sans sentiments et sans attaches. Il est perçu comme un amas de muscles, dépourvu de passion et d'amour. L'épouse - sans qui le renouvellement de la force de travail et la relative stabilité psychologique du travailleur ne sont pas évidents - est chassée de son monde. Dans un état de crise, on le croit capable de se priver de l'essentiel, c'est toujours à l'ouvrier de payer (!). Les êtres fragiles n'ont qu'à partir rejoindre leur femme dans leur pays d'origine. C'est la logique nazie dans tous ses éclats : travaille ou crève !

Et le dindon de la farce ! La femme. L'Occident a beau verser des larmes de crocodile pour déplorer sa condition d'esclave dans le Tiers-Monde, le jour où elle le rejoint, tout un arsenal de lois et de décisions de refoulement est dressé pour mettre fin à sa présence.

Certaines organisations d'immigrés se lancent dans la recherche de logements pour quelques femmes, afin d'éviter qu'elles soient refoulées. Cette action ne peut bénéficier - si elle se concrétise - qu'à une minorité de femmes. En même temps le ménage qui arrive à décrocher un logement obéissant aux normes imposées par la loi, se trouve financièrement ruiné par les dépenses de l'habitat.

Pour cela, nous estimons que la solution passe par la contestation de la réglementation sur le regroupement familial, l'affirmation du droit de chacun de vivre là où il veut et de circuler librement. Autrement dit, l'abolition du statut d'immigré en tant que main-d'œuvre, et l'égalité de droit et de fait de tous les individus.

Abdel

CONTRE LA CONSCRIPTION

Face au service national, plusieurs attitudes peuvent exister. Pour nous, nous pensons qu'il est indispensable de mener une lutte collective pour affirmer notre antimilitarisme. Cet article a pour but d'expliquer notre démarche, les choix et les revendications que nous avons fait.

OBJECTION COLLECTIVE
c/o CEP
44 rue St Georges 69005 Lyon
réunion tous les mardis à 19h

DES REFORMES, PEUCHERES !

Avant d'expliquer notre démarche, (et peut-être convaincre), nous allons faire un rapide résumé de la situation actuelle. Depuis le 10 mai, nous nous trouvons dans une situation que l'on peut qualifier d'«exceptionnelle». Tous les objecteurs ayant eu leur demande de statut refusée et donc étant dans une position d'insoumission ont été placés en appel différé. En clair, et grâce à un décret ministériel, le gouvernement a fait le choix de ne pas poursuivre tous ceux qui se trouvaient dans l'illégalité, en attendant la future loi sur l'objection de conscience qui sera votée au printemps ou automne prochain. Cette «clémence» vise aussi les insoumis totaux; car, si les «anciens amnistiés» ont reçu un nouvel ordre de route, en règle générale les autorités ont une attitude assez bienveillante (sauf cas assez rare: exemple de Richard LAURENT). Peut-on expliquer l'attitude du gouvernement par la volonté de ne pas se mouiller actuellement? Que des pressions existent? Qu'il n'a pas pris de décisions, partagé entre deux tendances? Qu'il a d'autres chats à fouetter pour l'instant? Qu'il a peur d'une certaine agitation avant les municipales? En tout cas, nous ne pouvons que constater le fait.

Un changement est donc attendu, et c'est surtout la future loi sur l'objection qui sera notre propos, bien que conscients de l'importance de la loi d'orientation militaire dans sa globalité. On vous épargnera les péripéties (déclarations, commission consultative sur l'objection, etc...) et nous vous résumerons ce que sera probablement la future loi. Il n'est pas certain, que ce qui suit, corresponde exactement à la future loi, mais tout le laisse penser.

Après l'arrivée au pouvoir du Parti que l'on sait, la loi se devait d'être en accord avec les principes de la nouvelle démocratie: l'interdiction de publicité sur l'objection de conscience (art. L50) sera donc supprimée. Vous pourrez donc vous informer...sur demande individuelle de votre part à la mairie de votre domicile! (Mais si vous en faites la demande, c'est que vous êtes déjà branché!?...quelque chose doit nous échapper). Précisons pour exemple que Charles Hernu appliquait déjà ce procédé à Villeurbanne.

Le deuxième point concerne le délai. A l'heure actuelle on ne peut faire sa

demande que pendant un seul mois dans sa vie. La gôche va multiplier les efforts et le délai passera, la rose au poing, à deux mois. On le voit la liberté n'a plus de limites. Les réservistes auront aussi la possibilité de faire une demande. Quand aux appelés effectuant leur service militaire, pas question de faire une demande, mille millions de milles hernu!

Quand à la réforme du service civil, sa durée baissera à 16 ou 18 mois au lieu des 24 actuels. C'est l'élargissement des affectations qui sera la véritable nouveauté. Alors qu'il a encore peu de temps, l'objecteur n'avait que trois «malheureuses» possibilités (dont la célèbre ONF), son choix pourra se faire entre plusieurs centaines d'associations. Celles-ci auront donc le plaisir d'accueillir de la main d'oeuvre docile et bon marché. Main d'oeuvre qui risque d'être en constante augmentation attirée par un service plus cool et intéressant. Attention, salariés de ces associations, à cette concurrence déloyale.

Mais on se permet d'attirer plus particulièrement votre attention, sur la transformation la plus radicale et la plus révolutionnaire, d'un appareil des plus liberticides: nous avons dénommé «l'épouvantable et abjecte» Commission Juridictionnelle, épouvantail de longue date des objecteurs, qui juge nos consciences, et décide d'accorder ou pas le statut. Elle va disparaître et sera remplacée par ... une Juridictionnelle Commission. Malgré les premiers bruits de suppression, il n'est actuellement question que de simples aménagements. L'éventail des raisons invoquées pour obtenir le statut sera élargie mais fort heureusement pas jusqu'aux motivations d'ordre politique... ouf on a eu chaud pour la démocratie.

On s'en aperçoit la prochaine loi risque d'être d'un libéralisme très modéré. Son essence sera toujours autoritaire: maintien d'une commission de contrôle et affectations, larges mais obligatoires. L'esprit est encore à sanctionner les objecteurs.

C'est dans ce nouveau cadre que va se situer la résistance à la militarisation. La lutte collective contre le service national et en particulier celle des objecteurs existe depuis longtemps. Cette lutte a permis des acquis non négligeables: loi sur l'objection en 63, jugement des objecteurs par des tribunaux civils et

non plus militaires,...Elle a aussi permis un développement des idées antimilitaristes. Ce qui est loin d'être le plus négligeable.

Les premières demandes collectives de statut (envoi d'une lettre stéréotypée) datent de 72. C'était la démarche opération 20: OP20, pour dénoncer l'arbitraire de la C.J. La lutte avait permis de faire accepter ce type de demande pendant deux ans (selon la loi la demande ne peut être qu'individuelle). Mais à partir de 78, la C.J. les rejettent de nouveau. La lutte OP20 par la suite s'essouffle. Tourmenté par ses contradictions et la priorité à une lutte totalement juridique (la lettre type a été changée moult et moult fois, collectif d'avocats parisiens pour suivre les caprices de la C.J. et du Conseil d'Etat)... elle n'a plus actuellement d'unité collective.

C'est à ce moment-là, après une scission au cours de la dernière assemblée générale OP20, en octobre 81, que se crée l'OBJECTION COLLECTIVE.

LE POURQUOI ET LE COMMENT

C'est à partir d'une critique et d'une analyse de l'OP20 qu'est élaboré la démarche Objection Collective. Nous maintenons l'envoi d'une lettre stéréotypée comme moyen de dénonciation de la C.J. Mais l'évolution de la situation nous a amené à refuser de justifier nos motivations. Nous ne tolérons pas qu'une commission, ou qui que ce soit, juge nos opinions. Dans le but de dénoncer son arbitraire et dans la volonté politique d'obtenir sa suppression, nous pensons qu'un affrontement direct avec cette expression du pouvoir politique est indispensable. Justifier ses motivations représente une acceptation tacite de cette commission. Notre objection est d'ordre politique. C'est aussi un refus de se faire sanctionner pour délit d'opinion. Pour obtenir la suppression de tout organisme de contrôle, l'objection pour tous et à tout moment, nous devons assumer certainement une insoumission de fait. Ce sera à nous d'établir un rapport de force pour éviter la pénalisation.

L'autre différence fondamentale avec l'OP20, est notre volonté de clareté politique. Le regroupement se fait autour d'une plateforme idéologique: lutte contre l'embrigadement, y compris celui du service civil, et, tactique de l'objection-

Lettre type objection collective

«En raison de mes convictions profondes dont je ne reconnais à personne le droit d'en juger la sincérité et le bien fondé, je me déclare objecteur de conscience. Je tiens donc à bénéficier des dispositions de la loi n°71 424 relatif à l'objection de conscience».

insoumission. Nous faisons le choix d'être un mouvement à caractère politique avec des revendications précises.

Ce n'est pas parce que les affectations seront diversifiées que cela changera le rôle du service civil. Non seulement celui-ci sert de caution au service militaire mais en plus il est le lieu privilégié de l'exploitation étatique. Nous refusons d'être de la main d'oeuvre bon marché, docile, exploitée. Nous refu-

sons le bénévolat. A l'heure où des milliers de personnes sont sans emploi, nous refusons de prendre la place d'un travailleur potentiel. Si on peut rendre un service à la population, c'est bien celui de dénoncer le militarisme, véritable gaspilleur de vies humaines et de richesses publiques.

On est nullement tributaire de faire un service civil pour ne pas défavoriser les autres appelés. L'égalité de tous devant le service national est un mythe. Au contraire, à l'image de la société, le service national véhicule les mêmes inégalités sociales et les mêmes valeurs morales.

Nous prenons donc position pour :

- refuser le bénévolat
- refuser de prendre la place d'un travailleur
- abolition de tout règlement disciplinaire
- Et bien sûr nous exigeons la libération de tous les réfractaires à la militarisation emprisonnés.

PLATEFORME

a) Nous refusons le service national

Quelque soit la forme que peut prendre le service national (militaire, civil, aide technique, coopération) il est un des lieux privilégiés où l'on veut nous apprendre :

- la soumission et l'obéissance au quotidien (discipline et hiérarchie)
- la démerde individuelle au détriment de la solidarité
- la phalocratie
- le nationalisme

b) Nous faisons le choix tactique de l'objection insoumission

Depuis que la lutte des objecteurs existe, elle a permis par le rapport de force d'obtenir des acquis juridiques (loi de 63, tribunaux civils,...) et des répliques organisées (objection collective, insoumission aux affectations autoritaires). Cette lutte a également permis une large popularisation des idées et de la lutte antimilitariste.

C'est pour cela que l'élargissement du droit à l'objection, notamment par la suppression de la Commission Juridictionnelle, des affectations autoritaires et de tout règlement disciplinaire pour les objecteurs, est notre axe de lutte dans la perspective de l'abolition de la conscription civile et militaire. Si nous demandons le statut d'objecteur, ce n'est pas pour remplacer l'obligation de faire un service armé par celle de faire un service civil, mais pour obtenir des acquis supplémentaires en utilisant le terrain juridique. Cela ne signifie pas que notre lutte se cristallise sur ce terrain, mais que l'évolution juridique sera le reflet du rapport de force que nous aurons instauré par notre combat.

Le service civil est un secteur du service national et il l'accrédite. De plus il représente une menace permanente pour les droits des travailleurs en mettant à la disposition du gouvernement une main d'oeuvre gratuite et soumise à la hiérarchie.

C'est notre activité antimilitariste (lutte contre la guerre, contre la militarisation de la société, contre l'embrigadement, les ventes d'armes,...) qui est d'intérêt général et non pas le service civil.

Nous sommes solidaires des autres formes de lutte contre le service national et l'armée, notamment vis à vis des insoumis, pour combattre ensemble les juridictions chargées de nous réprimer.

Nous appelons à un refus collectif de tout service dans le cadre de la Défense Nationale. Nous pensons que dans le contexte actuel l'objection est une stratégie qui réunit les conditions d'organisation et de résistance à la pénalisation, ainsi qu'à l'individualisme par l'action collective et les acquis des luttes antérieures.

Nos revendications sont :

- arrêt des poursuites pour tous les réfractaires et la libération des emprisonnés
- suppression de toute commission de contrôle des objecteurs
- droit à l'objection sans justification et à tout moment
- suppression des affectations autoritaires
- suppression de toute forme de pénalisation des objecteurs (interdictions professionnelles, citations devant les tribunaux,...)

CONCERT DE SOUTIEN OBJECTION COLLECTIVE

au CCO 39 rue Courteline Villeurbanne le Vendredi 21 Janvier 83.

de 19h à 20h30: tables de presse.

débat: «pourquoi l'objection collective».

de 20h30 à 23h30: spectacle CHANSONS, JAZZ, ROCK.

entrée: 20F

QUAND L'HISTOIRE SE REPETE

A l'heure où la gauche montre son véritable visage militariste, notre choix est avant tout d'opposer un acte politique à la militarisation. Notre démarche est donc globale. Nous ne nous étendons pas sur les raisons multipliées de faire ou de développer tout acte antimilitariste (symbiose armée-éducation, 7ème sous-marin nucléaire, renforcement de la gendarmerie, etc...). Notre propos est d'insister sur l'importance d'un refus collectif de la conscription. Après le vote de la loi, quel mouvement apportera par ses actes une contestation à la politique toujours plus militariste du Pouvoir ?

Nous pensons qu'il est toujours aussi important de rester un mouvement revendicatif.

C'est notre principal différence avec les insoumis totaux. Nous avons des revendications. Mais c'est notre action politique, de formation d'un rapport de force en vue d'atténuer la répression qui nous permettra de les obtenir. Notre but est de développer le refus de la conscription.

Accepter aussi un service civil ne peut remettre en cause cet embrigadement. Pour exemple nous pouvons nous référer à la situation des autres pays européens. L'augmentation des objecteurs acceptant le service civil ne permet pas une contestation antimilitariste. La réalité du mouvement antimilitariste en France doit aussi pris en compte. Celui-ci ne peut pas faire l'impasse de la conscription. Bien sûr, le développement des autres formes de lutte est souhaitable et ne sera que bénéfique. Mais notre choix, en tant qu'appelés, et que nous pensons primordial, est d'appeler à la désobéissance.

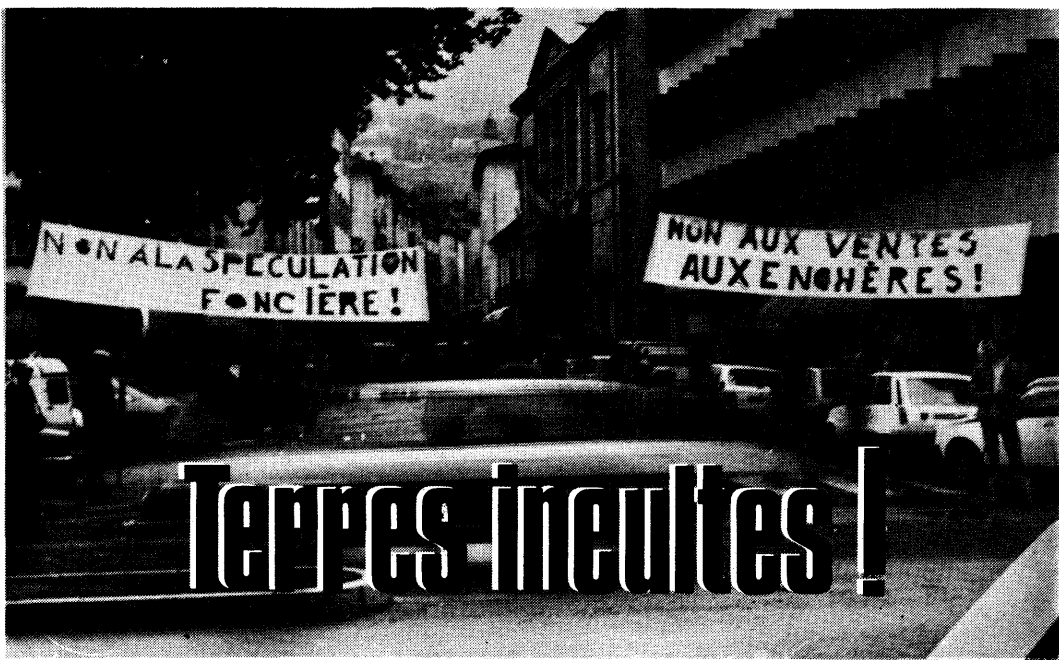
La création d'une coordination antimilitariste nationale est un point très positif. Mais la lutte antimilitariste n'existera que si des personnes continuent à désobéir par des actes et collectivement. Pour nous, seule notre lutte pourra nous faire avancer vers toujours plus de libertés.

soutien financier à envoyer:

OBJECTION COLLECTIVE
BP 35 69550 Amplepuis
CCP n° 4 260 04 au nom de J.F. VRAND

OBJECTIONS

bulletin de liaison antimilitariste
BP 117 07101 Annonay cédex



Les Sagnes, c'est une propriété agricole de moyenne montagne, inculte depuis 20 ans. Un couple de jeunes agriculteurs, Gérard et Marianne, s'y est installé depuis 2 ans avec l'appui du conseil municipal du village, Beaumont en Diois.

Dès le début de leur installation, Gérard et Marianne engagent une procédure de récupération des terres incultes conformément à la loi (art. 39 du Code Rural).

En décembre 81, le Préfet de la Drome déclare les terres « incultes et récupérables » et en mai 82, l'autorisation d'exploiter est accordée par le Tribunal Paritaire des Baux Ruraux de DIE.

Les propriétaires, des négociants en vins de la région de Draguignan, décident de vendre la propriété, avant que les jeunes agriculteurs ne réussissent à obtenir un bail. Ils peuvent ainsi vendre au prix fort (mise à prix de 800 000 F) une propriété agricole qui comme outil de travail ne vaut pas plus de 350 000F.

Cette mise à prix écarte d'office tous les agriculteurs car elle entraîne une situation d'endettement insoutenable pour eux.

C'est le problème plus général du foncier qui est posé ici. En effet, l'endettement contracté pour acheter une propriété agricole de moyenne montagne n'a plus aucun rapport avec la productivité de la terre. Ici s'opposent deux droits : le droit de propriété face au droit au travail.

La vente aux enchères des Sagnes, annoncée pour le 20/7/82 est reportée une première fois au 16/9/82 puis au 4/11/82. A chaque fois des agriculteurs drômois se mobilisent et descendent à Draguignan pour empêcher la vente. Le jeudi 4 novembre, devant la détermination des agriculteurs soutenus par des représentants des syndicats agricoles, le Tribunal ne pouvant réaliser la vente, se retira. Un représentant des forces de l'ordre, jouant le rôle de médiateur, assura à l'assistance que la vente était remise à une date ultérieure. Les agriculteurs commencèrent à évacuer la salle. C'est alors que le juge réapparut et re-

commença aussitôt la vente. Devant cette tromperie, les agriculteurs regagnèrent la salle. Le président ordonna l'évacuation par les forces de l'ordre et c'est alors qu'il y eut un affrontement au cours duquel le nez d'un commissaire de police se cassa.

A la suite de cela, Claude Veyret, délégué syndical, fut interpellé et conduit à la prison des Baumettes.

Un Comité de Soutien s'est aussitôt constitué et travaille avec les syndicats agricoles.

Le 13 novembre, 450 personnes manifestent à DIE pour exiger la libération de Claude, l'arrêt des ventes aux enchères des terres agricoles et une réelle application de la loi sur les terres incultes.

Quelques jours plus tard, 70 personnes envoient au juge d'instruction une demande de co-inculpation.

Le 18 novembre, 5 personnes se suspendent au clocher de la cathédrale de DIE et y accrochent des banderoles : « libérez Claude Veyret » et « Non aux ventes aux enchères des terres agricoles ». Ils redescendent au bout de 5 heures d'occupation.

Le 23 novembre, une vingtaine de personnes occupe la Direction Départementale de l'Agriculture à Valence. Le lendemain, c'est au tour de la Chambre d'Agriculture d'être occupée. C'est ce jour-là que nous apprenons la date du procès de Claude : le 26 à Draguignan, soit trois jours plus tard.

120 personnes venues en car se retrouvent devant le Palais de Justice le jour du procès. Des colonnes de CRS en tenue de combat paradent aux abords du tribunal. Les entrées sont filtrées et seule une quarantaine de personnes peut assister à l'audience. Celle-ci se déroule sans incident, elle dure trois heures. Puis vient le jugement : 8 mois dont 4 mois de prison ferme. Il faut bien dire que la dureté de ce jugement nous a pris au dépourvu, d'autant plus que le procès était mal préparé quant au soutien. Beaucoup de passivité.

Où en sommes-nous ?

Une demande de mise en liberté conditionnelle a été faite par Claude et

son avocat. Des membres du syndicat et du comité de soutien ont demandé une interview à Badinter. Ceci peut aboutir si une agitation est maintenue autour de l'emprisonnement de Claude et du problème des terres incultes (*).

A l'heure actuelle, nous préparons l'organisation d'une fête de soutien à Claude qui se déroulera à DIE le 19 décembre.

L'argent récolté lors de cette fête servira notamment à payer les transports pour aller à Draguignan lors de la prochaine tentative de vente aux enchères des Sagnes, qui ne sera jamais que la quatrième.

D'autre part, si vous croisez au détour d'un chemin caillouteux, un petit chèque spécial cadeaux Bonux en train de traverser dans les passages cloutés, vous pouvez l'envoyer au comité de soutien en le libellant à l'ordre de :

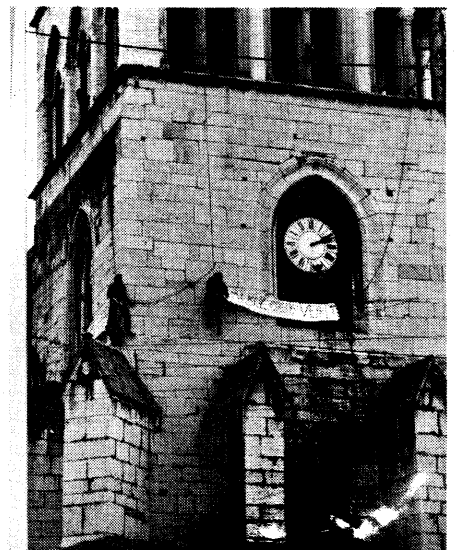
Odile Reveillault, 2 rue du tambour
26150 DIE

Si vous désirez venir à la fête de soutien, vous pourrez avoir tous les renseignements en téléphonant aux numéros suivants : (16/75) 21.73.74

(16/75) 22.19.91

Bidochon, Pantagruel et Barramine
du comité de soutien

(*) Il faut savoir qu'il y en a 10 000 hectares dans la Drôme.



ALAIN AURENCHÉ

Le 28 juin, Radio Libertaire, organisait un gala à Bobino. Au programme, un inconnu, Alain Aurenche. Une présence sur scène, des textes forts, violents ou humoristiques. Qui ne laissent pas indifférents, en tout cas... Nous avons aimé. Plus tard, nous avons revu Alain Aurenche à l'Espace Gaîté. Et cette fois, nous l'avons contacté pour faire plus ample connaissance...

- Je dis à la fin d'une chanson, que je ne suis pas pour un engagement politique au sens étroit du terme. Parce qu'un artiste (le mot m'embête un peu, mais enfin...) ne peut laisser libre cours à ses sentiments que s'il est dégagé de toute attache politique précise. Je ne me reconnait pas d'étiquette politique. Je ne me considère donc pas comme un chanteur engagé d'un parti ou d'une tendance, ou un « chanteur à gages ». Je n'ai pas de conseils à donner, de mots d'ordre ou de messages à apporter. Mais tout le monde fait de la politique. Même Annie Cordy, quand elle chante « Tata yoyo »... Mettre dans la tête des gens des histoires cucu, les abrutir à longueur de journée avec de la soupe, les maintenir dans une espèce de sirup en leur disant : tout va bien, tout est rose, tout est beau... c'est politique. Dans la mesure où j'essaie d'exprimer par mes chansons ce qui me dérange, de voir si d'autres personnes partagent mes inquiétudes, mes interrogations, je peux donc me sentir politiquement engagé, au sens large du terme...

C'est dans la mouvance libertaire que je me sens le plus à l'aise. De là à dire que je me sens anarchiste, je ne sais pas. Peut-être, peut-être pas. Je ne connais pas suffisamment les grands penseurs anarchistes...

- Tu chantes depuis longtemps ?
- Quatre ans en janvier.
- Qu'est-ce que tu faisais avant ?
- Du théâtre, pendant six ans. Puis technicien de cinéma - assistant-réalisateur - durant huit années.
- Comment es-tu arrivé à la chanson ?
- C'est une très vieille envie. J'ai mis vingt ans à la satisfaire, mais cette attente n'a pas été inutile. Je pense qu'il vaut mieux avoir vécu ou vu vivre les choses pour les raconter. Mis à part les Rimbaud, qui vivent comme des dingues et pour qui, à vingt ans, tout est fini, on ne connaît généralement pas certaines situations à cet âge là. Moi, je suis quelqu'un à maturation lente. Il faut que je comprenne bien les choses pour en parler. Et de toute façon je ne traite que les sujets dont je suis sûr. Par exemple, je n'irai pas écrire une chanson sur le

Liban aujourd'hui, c'est un tel imbroglio ! Il faudrait effectuer un travail de journaliste sur les cinq dernières années pour arriver à faire une chanson valable sur ce qui se passe là-bas. Ce n'est pas possible...

- Sur l'Amérique Latine, c'est davantage possible ?

- Tu penses à « Donde estan » ? Oui. C'est une chanson exhaustive, de rappel. Elle peut s'appliquer à l'Est comme à l'Ouest. Des gens qui - parce qu'ils ont envie d'être libres - sont torturés et assassinés, ou qui disparaissent, on en trouve partout. Il y a trois ans, j'ai fait la connaissance de musiciens qui arrivaient d'Argentine. Ils avaient réussi à sortir de taule et à venir en France. Ils m'ont raconté leur périple. J'ai eu envie d'écrire une chanson sur ce sujet, simplement parce qu'il faut en parler. Même quand on a de faibles moyens, il faut rappeler aux gens que ce genre d'histoire arrive aujourd'hui encore. Quelque fois, il suffit de 3 ou 4 paroles restées dans leur tête pour qu'ils se mobilisent. La chanson est un excellent véhicule. Elle est toujours un peu manichéenne : on ne peut pas à la fois défendre un propos, en faire l'anti-thèse et puis la synthèse. On est forcément de parti pris par rapport au sujet traité.

- Pourquoi chantes-tu ?

- La scène est une espèce de palliatif aux soirées en groupe que je n'aime pas. Elle permet de raconter des choses à des tas de gens, de les rejoindre. Même si elle recelle - peut-être - une part d'exhibitionnisme, cette démarche correspond quelque part à une quête, une recherche des autres. Pas forcément au niveau du quotidien, de l'individu, mais plutôt d'un ensemble d'individus, pour voir si la conception qu'on se fait de l'existence est partagée ou si l'on est tout seul. Façon de se rassurer, parce qu'on n'est jamais tout seul.

- C'est un peu à sens unique, non ?

- Non. Quand je faisais du théâtre, on recherchait beaucoup la participation du public, à une époque. On faisait monter les gens sur la scène, on leur donnait des gadgets pour faire du bruit, les comédiens descendaient dans la salle, et dialo-

MISERERE POUR MESSIRE DE RAIS

Paroles Alain Aurenche
Musique Alain Aurenche Alain Breheret

Prélati
Vas chercher cet enfant
Si bel et si gracieux
Rétribue largement
Les géniteurs soucieux
Et leur dis
Qu'ils n'aient point de soucis
Il sera fort choyé
En notre seigneurie

Mais, mort Dieu
A Rouen tes prélats
Ont rôti la pucelle
Et je suis encore là
A bâtir tes chapelles
Où j'épuise mon or
A glorifier le ciel
Et je clame et j'implore
Et mon vin tourne en fiel
Au milieu de ces fastes.
Le chien quand il a faim
Retourne à son vomit
J'en appelle à tes saints
A la vierge Marie
« Gardez Gilles de Rais
Que les tourments dévastent
Je vais recommencer »
Lucifer m'a étreint
Les flammes du brasier
Se tordent à mes reins

Viens, petit
Il ne faut point trembler
Nous te dévétissons
Pour te mieux caresser
Tendre chair en frissons
Mon joli
Tu seras notre page
Nous allons bien t'aimer
O ! Délectable ouvrage

Mais, mort Dieu
Cet agneau éventré
Me donne par son sang
La cire qui va sceller
Le pacte avec Satan
Je le lui tends souillé
Dans son âme et son corps
Que mon pal à fouillé
Comme le groin du porc
Fouge au fond de son auge
Il me doit l'alchimie
Qui fera ma fortune
Et l'immortelle vie
J'ai déchiré la lune
Avec mes frères les loupes
Dans les bois de Tiffauges
En des hurlements fous
Que vienne le malin !
Et mes gens à genoux
Se signent de la main...

Vas, Henriot
Cacher en terre chrétienne
Ce ventre dépoché
Avant que le jour vienne
Le jour est indiscret
Dis, en vrai
Lequel est le mieux fait
Que je l'embrasse encore
De tous ces chefs tranchés

Mais, mort Dieu
Je suis la créature
Quand j'interromps le cours
De la triste nature
Qui flétrit sans amour
Leur fragile beauté
Alors que tu les livres
Au temps qui les défait
Et dont je les délivre
Par furieuse tendresse.
Jeanne avait dans ses voix
Le délicieux présage
Des bannières du bon droit
Aux immondes carnages.
Elle est sainte fiéffée
Me léguant des ivresses
Où je me suis damné
Mais par ton fils en croix
Que tu as fait clouer
Suis-je donc pire que toi

Viens, Blanchet
Entends-tu ce mendiant
C'est la voix d'un archange
Vas quérir cet enfant
Qu'on l'habille et qu'il mange
Mon bûcher
Sera sa cathédrale
Qu'il y chante à ma mort
Jusqu'à mon dernier râle

Miserere
Pour Messire de Rais...

guaient avec le public... La belle affaire ! Eux, ils avaient répété leur texte pendant deux mois ; en face, les gens étaient pris par surprise... La vraie participation du public, je pense qu'elle est dans son écoute. S'il éprouve la même émotion à écouter que tu l'as à faire passer un truc.

Le talent, à mon avis, c'est la faculté qu'ont certains individus de faire partager leur émotion. Ils ne sont pas plus intelligents ou meilleurs que les autres. J'ai connu au théâtre des gens très bêtes qui sont de merveilleux comédiens. Ils arrivent à communiquer l'émotion d'un texte sans même en avoir compris toutes les finesses... Certaines personnes, dès qu'elles disent quelque chose tu as envie de les écouter, ça passe. Elles font pleurer toute une salle sans verser une larme. D'autres qui te racontent la mort de leur mère ou de leur fils en sanglotant... te font éclater de rire, ça ne passe pas. On ne sait pas à quoi ça tient.

- Pourquoi as-tu écrit une chanson sur Gilles De Rais ?

- Ah ! Parce que quelque part - pour plusieurs raisons - ce personnage m'interpelle. D'abord, dans l'amour poussé au paroxysme, il y a selon moi toujours une envie de s'appropriier l'autre, de se l'intégrer complètement. La morale judéo-chrétienne, la répression font que les gens se contraignent à certaines attitudes sociales. Mais on s'aperçoit que si on laissait les gens libres de s'exprimer jusqu'au bout, aujourd'hui encore, comme s'expriment les fous, leur désir resurgirait. Dans un asile psychiatrique, on voit bien que les barrières des tabous ont cédé. Certains comportements sont inadmissibles pour notre société, qui tend à supprimer les génies comme les monstres, afin de parvenir à une espèce d'égalisation. Chez Gilles De Rais, il y a à la fois le génie et le monstre. Maréchal de France, il était un des puissants de son temps, sûr de l'impunité. Si on les assurait de la même impunité, nombre de gens agiraient de manière aussi « dingue ». Parce que le mysticisme, le côté soudard, le désir pédérastique, tout ça se trouve dans l'individu, je pense. De plus, le crime individuel - Untel a tué sa femme, ses enfants... - soulève toujours des montagens de protestations, alors que le crime collectif, la guerre, ne fait pas de titre plus gros dans la presse, et ça c'est grave. On fait tout un plat avec la mort de la princesse Grace, alors qu'à côté, des choses infiniment plus importantes ont droit à des entre-filets. G. de Rais est tombé pour des histoires de meurtres, mais le fond de l'affaire était politique : c'était une question de territoire qu'il était en train de vendre et que le duc de Bretagne voulait. Sans cela, il aurait pu continuer à tuer des petits garçons pendant des années, personne aurait osé lever le petit doigt contre lui...

Son mysticisme aussi m'intéressait : ce type attend quelque chose - qui ne vient pas - de Dieu. Alors, il s'adresse au diable. Il est ruiné. Des tas de gens gravitent autour de lui. Le prélat qu'il

a fait venir d'Italie lui assure que par ses invocations au démon, il obtiendra la pierre philosophale. Il est très tourmenté : il veut bien tuer, offrir un bras ou une tête au diable, mais il commence à craquer quand on lui demande d'offrir une âme.

LE QUICHOTTE*

Paroles Alain AURENCHÉ
Musique A AURENCHÉ Alain BRÉHERET

Tu me dis, toi
Que ce sont des moulins
Plantés paisiblement
En haut de la colline
Tu me dis, toi
Que ce sont des moulins
Que ma vue est bouffonne
De les croire menaçant
Et que je déraisonne
Et tu me crois souffrant
Je te dis, moi
Que ce sont des géants
Qu'ils tiennent par la main
Le malheur et la ruine
Celui-ci avec les bras en croix
N'est-ce pas un prélat
Prêchant autour des guerres
Pour vendre après l'enfer
D'incertains paradis
Aux pauvres gens meurtris ?

Tu me dis, toi
Que ce sont des moulins
Qui tournent sous le vent
Pour de blanches farines
Tu me dis, toi
Que ce sont des moulins
Parce que tu ne veux pas
Voir le péril en face,
Que l'idée d'un combat
Te tire des grimaces.
Je te dis, moi
Que ce sont des géants
Et qu'ils mangent le pain
Des gueux qu'ils assassinent
Celui-là n'est-ce pas un guerrier
Un grand sabre passé
Dans sa sous-ventrière
Qui pour les cimetières
Vient faucher sa moisson
D'amour et de chansons ?

Tu me dis, toi
Que ce sont des moulins
Qui grincent en s'éveillant
A la brise marine
Tu me dis, toi
Que ce sont des moulins
Que la mousse à leurs flanc
Nous montre que ses pierres
Sont là depuis longtemps
Immobiles et fières
Je te dis, moi
Que ce sont des géants
Qu'ils rient en complotant
La sueur des usines
Celui-là, vert comme une colique
C'est bien un politique
Dont les discours glorieux
Déguisent aux miséreux
Le pouvoir du plus grand
Qui ruisselle d'argent

Tu me dis, toi
Que l'averse illumine
De reflets, les toitures
Que ce sont des moulins
Je te dis, moi
Que c'est de forfaitures
Qu'ils tiennent leur argent
Que ce sont des géants
Et que notre chemin
Passe par la colline
Tu me dis, toi
Que je suis un Quichotte
Mais que serai-je d'autre ?
Sinon
Chanteur à gage

Je dis également dans ma chanson, que ce type là a sans doute pris le goût du meurtre pendant ses campagne avec Jeanne d'Arc. D'un côté, les Anglais pillent, dévastent les provinces françaises. Et de l'autre, les troupes françaises en font autant. Elles vivent sur le paysan,

violent, pillent, tuent. C'est tout à fait normal. Ainsi, un maréchal de France peut passer des mois à violer, piller etc. La guerre excuse tout. Personne ne songe à dire : Tient, il a violé, sodomisé 200 ou 300 garçons ou filles pendant ses campagnes. Mais à partir du moment où il fait la même chose chez lui, c'est un scandale, un crime particulier... Aujourd'hui, tu fais crever 500 personnes en balançant une bombe au napalm sur un village. Bof ! Par contre, si dans une maison pour enfants handicapés, une petite odeur de scandale se fait sentir - on a pris des photos de Machin... - la presse en parle pendant deux semaines. C'est cette forme de malhonnêteté que j'essaie de cerner. Je crois que le grand public se laisse mener par quelques slogans, déversés sans arrêt, qui donnent de l'importance à certaines choses, pour mieux occulter les faits qui dérangent le pouvoir. Enfin, les gens veulent qu'un meurtrier soit supprimé, parce que c'est une façon d'exorciser le désir de meurtre qu'ils peuvent renfermer en eux. Beaucoup sont contre la suppression de la peine de mort pour cette raison ; le fait de supprimer le meurtrier les conforte, leur sert de garde-fou vis-à-vis d'eux-mêmes.

- Oui. On châtie toujours plus fort ce qu'on désire profondément faire...

- Si ça suscite de violentes réactions, c'est parce que personne n'est assuré d'être incapable d'un tel acte. L'exemplarité de la vengeance sociale exercée envers un tel acte - il a fait ça, crac ! On lui a coupé la tête - sécurise les gens : elle intervient contre leurs propres fantasmes. Mais une société qui tue de sang froid un individu, même s'il a commis un crime atroce, est également criminelle.

- Tout à l'heure, tu parlais de l'appropriation de l'autre dans l'amour. On retrouve cette appropriation à travers la morale sociale...

- Oui, mais je parlais de l'appropriation au niveau du désir. Même quand tu es bien avec quelqu'un, que tu fais l'amour, que tu atteins l'orgasme avec lui, il y a toujours - enfin, moi je ressens souvent cela - un moment où tu as l'impression que quelque chose t'es inaccessible. Même dans un orgasme simultané. Les hommes aux meurs tribales bouffient le cœur de leur ennemis pour avoir leur force... Dans l'acte d'amour, je pense que, au profond de nous, on aurait envie d'aller jusqu'au bout. D'ailleurs, si on réfléchit bien : qu'est-ce que le désir ? Pourquoi le désir envers un autre ? Parce que, quelque part, il y a des qualités, un comportement, un grain de peau, qui attirent... Cette attirance signifie qu'on voudrait l'avoir, en être pourvu. Si on pousse la chose au paroxysme, hors des contraintes morales et sociales qui se sont greffées là-dessus, on arrive au meurtre.

- C'est une conception. Je ne sais pas si le fin du fin de la possession est de tuer...

- Je te parle d'un paroxysme... Ça se voit à des étapes beaucoup plus atté-

nuées dans pas mal de comportements. Certaines personnes ne peuvent pas faire autrement que de détruire, sinon physiquement, du moins intellectuellement, moralement ceux qu'elles aiment. Parce qu'il leur est insupportable de ne pas les avoir en eux complètement.

- Je ne pense pas que ce soit absolu...

- Tu as raison. Il y a du vrai et du faux dans ce que je dis. C'est forcément schématique, parce que cela mériterait de plus longs développements... Mais je pense que cette pulsion existe dans l'individu. D'ailleurs, quand tu fais l'amour, s'il n'y a pas à la base une certaine pulsion sadique, eh bien ! Tu ne bandes pas... Le désir de pénétration, c'est déjà une pulsion sadique, chez le mec.

- Je ne l'affirmerais pas... Spontanément, cette idée n'éveille pas grand chose en moi. Je pense qu'il existe des tas de comportements différents. (Comme certaines personnes se défendent en attaquant, et d'autres en se refermant sur elles-mêmes).

- Bien sûr. C'est un cocktail : la pulsion physique, la tendresse, tout ça est mêlé en fait...

- Tu as des accents de Brel et de Ferré dans tes textes...

- S'il n'y avait pas eu des gens comme eux, qui m'ont fait rire et chialer, je n'aurais peut-être jamais eu envie de monter sur scène. Il existe des « familles », dans la chanson. Disons que je suis un petit bâtard de la leur...

- On pourrait affirmer la même chose de Lavilliers par rapport à Ferré.

- Oui. Avant que les gens accèdent à une certaine notoriété, on a toujours besoin de les situer par rapport à quelqu'un de connu. Quand Ferré a commencé, les gens s'exclamaient : c'est Montéhus ! Brel à ses débuts, avec « Il peut pleuvoir sur les trottoirs des grands boulevards... » fait penser à Trénet. Après, cela n'a plus rien à voir. Picasso disait un truc très juste : « On copie, on copie, et le jour où on rate sa copie, on fait son chef d'œuvre ». Personne n'est né d'une génération spontanée. Seuls les crétins du show-biz s'imaginent avoir découvert la perle rare, absolument originale. Cela leur permet - étant crétins de la pointe des cheveux à la plante des pieds - de copier à 40 ou 50 exemplaires des trucs rock ou disco... S'ils sortaient un peu, ils s'apercevraient que leurs trucs, ils ont déjà été fait x fois. Certains me disent : « Ton style de chanson, c'est dépassé... Il fallait faire ça il y a 20 ans ». Alors, eux qui balancent sans arrêt du rock (le rock, c'est ma jeunesse, mes 15 ans) sont 25 ans en arrière ! Ils n'ont rien inventé depuis. Si, ils ont été piquer les rythmes jamaïcains, sud-américains... Bientôt, ils vont attaquer les rythmes africains. (Le disco, à côté, c'est de la bibine : boum, boum-boum, boum, boum-boum... ça rentre facilement, évidemment, il n'y a pas de questions à se poser). Et puis, quand la mode sera passée et qu'on commencera à moins vendre, on renverra tous ces rythmes d'où ils viennent. Et deux ou trois générations n'auront plus l'occasion

LA TRISTESSE DU LOUBARD TOUT SEUL DEVANT SON CORPS, LE SOIR AU FOND DES DRAPS

Paroles : Alain AURENCHÉ
Musique : Philippe SISSMANN

Ah ! qui donc connaîtra
La profonde tristesse
Ah ! qui compatira
A l'atroce détresse
Qui surgit et s'empare
Du malheureux loubard
S'apercevant soudain
A l'heure des caresses
Qu'il n'a que ses deux poings

Le mec rentre, le soir
Tout seul dans sa chambrette
Quitte son blouson noir
Tout bardé de chainettes
Qui le faisait "armoïre"
A renfort d'épaulettes
Plante dans son miroir
Sa carrure fluette

Ah ! qui pourra savoir
Comment, par quelle magie
La terreur des boulevards
Le cogneur sans merci
Rouleur de mécanique
Qui tant et tant s'applique
A vouloir être un homme
Grand tombeur de "Ladies"
N'est plus qu'un pauvre môme

Qui tisse ses bouclettes
D'un "crasseux" gris et gras
En banane coquette
Lustrée de Gomina
Puis mesure sa défaite
Devant le résultat
Sans "Santiag's" en chaussettes
Y a plus de fier-à-bras

Ah ! qui donc comprendra
Le besoin de tendresse
De celui qui fera
Demain, tanguer sa caisse
Pour faire peur au bourgeois
Qui saura, qui verra,
Qui dira la tristesse
Qui s'empare du loubard
A l'heure des caresses
Tout seul devant son corps
Et le cœur aux abois
Le soir au fond des draps.



d'écouter un rythme jamaïcain ou sud-américain.

- Tu vis de la chanson ?

- Qu'est-ce qu'on appelle vivre ? Si tu regardes ici, tu te dis : « Ça a l'air sympa, il n'habite pas dans un taudis... » Mais en fait, cet aménagement date des splendeurs du cinéma, de l'époque où je gagnais très bien ma vie, où j'étais payé au mois. Aucun problème. Depuis, Je suis comme un zoziau sur la branche... Devine combien j'ai gagné à l'Espacé-Gaïté pendant 15 jours ? 150 F. Si on arrivait à tourner, à faire mettons 5/6 cachetons par mois, on vivrait comme un O.S. On gagnerait le SMIC. Mais dire que des gens qui sont à mon niveau vivent de leur métier, ce n'est pas vrai. Ou alors, ils habitent dans une chambre de bonne (et encore, ça coûte cher !) et ils mangent deux sandwiches par jour en buvant un demi.

En fait, si on n'a pas accès aux médias, l'information ne circule pas. Comment veux-tu qu'un détaillant demande un disque de moi s'il ne l'a jamais entendu à la radio ou à la télé ? Par les radios libres - Radio Libertaire par exemple - l'information passe et on se rend compte qu'il existe un public pour ce genre de textes. « Publico » a commandé plusieurs fois une trentaine de disques qui se sont vendus. Mais au niveau des grands médias, il y a une volonté délibérée de ne pas permettre à une certaine chanson française de s'exprimer. Parce qu'elle dit quelque chose et que de ce fait elle dérange. Il vaut mieux que les gens soient devant leur télé que dans une salle de spectacle. On ne sait jamais ce que les chanteurs peu connus vont faire. Avant, on les appelait « rive gauche » : ils étaient dans les cabarets, les chiants les emmerdants. Rive droite, on se marrait, c'était la gaudriole. En fait, les vrais maîtres des programmes, ce sont les annonceurs publicitaires, « obligés » de prendre des locomotives parce que sinon leur émission va être supprimée, disent-ils.

Je ne joue pas les martyrs : 95 % des gens qui chantent sont ignorés de la même façon. Quelques uns parviennent (après combien d'années ?) à être connus. Tachan, au bout de 17 ans, passe à Bobino. Il a droit à 3 minutes sur FR3-Ile-de-France. C'est tout.

- Et encore, il a eu un sérieux coup de pouce au lendemain des présidentielles...

- Les gens actuellement acoquinés avec les socialistes travaillent. Il y a toujours une fête du PS quelque part. Même chose avec le PC... Comme dit Léo, « il faut être d'une caste, d'un parti ou du Tout-Paris ! »

Vanina et Consort

Radio-Libertaire

Du lundi au samedi de 6 à 24 h

sur 89,5 MHz

(Radio de la FA émettant
sur Paris et proche région)

G. Orwell

« **L**a première chose qu'on demande à un mur est qu'il tienne debout. S'il tient debout, c'est un bon mur et la question de son utilité est indépendante. Et pourtant le meilleur mur du monde mérite d'être abattu si c'est celui d'un camp de concentration. »

G. Orwell

Peu de romans bénéficient d'une estime aussi profonde que « 1984 » dans le mouvement anarchiste. Peu de témoignages ont été aussi honnêtes et brillants que « Hommage à la Catalogne » (1) en un temps où seule la « vérité » communiste avait droit de cité dans les milieux de gauche. Peu de textes romanesques ont été aussi clairs sur le mécanisme de la déviation autoritaire d'une révolution que « La Ferme des animaux ». Georges Orwell, ne serait-ce que par ces œuvres, joue un rôle particulier dans ce que l'on pourrait appeler la « culture libertaire ». Il ne s'agit pas de récupérer Orwell pour l'anarchisme, mais de rappeler sa place particulière dans la lutte anti-autoritaire.

Une occasion en est donnée par la parution continue, depuis 1981, des œuvres d'Orwell aux éditions Champ Libre, initiative remarquable tant étaient grandes les carences de l'édition française en la matière, et par la parution de la biographie de Bernard Crick chez Balland. (2)

Crick a réalisé son ouvrage avec l'idée d'« aller de l'œuvre à l'homme », démarche logique pour la biographie d'un homme qui s'était très tôt fixé pour but de devenir écrivain. Je pointerai donc, dans ce qui suit, les étapes les plus significatives de la vie d'Orwell, en renvoyant au livre de Crick (et bien sûr aux œuvres d'Orwell) pour plus de détails.

Après être passé par une Grande Ecole où il montra cynisme et répulsion envers les études, Orwell fut policier durant 5 ans en Birmanie. Il retira de cette expérience le dégoût du colonialisme et le désir de partager concrètement la vie des plus opprimés. (J'é comprenais que non seulement je devais fuir l'impérialisme, mais aussi toute forme de domination de l'homme par l'homme. Je voulais m'immerger, descendre parmi les opprimés, être l'un d'eux et de leur côté contre les tyrans ». Ainsi va-t-il vivre 3 ans à Paris et Londres, parmi les plus pauvres, dans le lumpen prolétariat, sans concessions à une vie plus confortable. Après un bref emploi de libraire, Orwell effectue un reportage sur le milieu ouvrier, puis c'est la révolution espagnole, la « révélation » : « A la fin de 1935, je n'avais toujours pas réussi à me décider

pour de bon. La guerre d'Espagne et certains événements de 1936 - 37 renversèrent la situation et je sus alors où je me situais. Tout ce que j'ai fait de sérieux depuis 1936 a été écrit, directement ou indirectement, contre le totalitarisme et pour le socialisme démocratique tel que je le vois ». Les péripéties d'Orwell en Espagne sont connues (son engagement dans une milice du POUM, sa participation aux combats de mai 1937 à Barcelone, etc...). La révolution espagnole est pour lui l'apothéose de son voyage à l'intérieur de la réalité capitaliste, Orwell a connu et vécu les aspects les plus durs de la lutte des classes, et partagé, armes à la main, l'espoir du peuple espagnol d'en finir avec l'oppression. La deuxième guerre mondiale met à l'épreuve ses toutes nouvelles convictions politiques, son pacifisme se désagrège avec l'annonce du pacte germano-soviétique. Les deux totalitarismes réunis rendent inévitables, pense-t-il, la participation à la guerre, le choix d'un camp. Cette participation, marquée par la frustration tant elle sera illusoire, se fait sous le signe de l'anti-fascisme, l'espoir d'une révolution et du patriotisme ; les deux premiers termes sont liés dans l'esprit d'Orwell : « Après ce que j'ai vu en Espagne, j'en suis arrivé à la conclusion qu'il est futile d'être « antifasciste » tout en cherchant à conserver le capitalisme. Le fascisme n'est après tout que le développement du capitalisme, et, la démocratie la plus modérée, comme on dit, est capable de tourner au fascisme à la première morsure ». Orwell donne une très lucide définition du patriotisme : « C'est un dévouement à quelque chose qui change mais qui est ressenti comme étant mystiquement le même ». Les 5 ans qui séparent la fin de la guerre de sa mort sont marqués par son combat littéraire et pratique contre le totalitarisme et pour la liberté.

Le livre de Crick relie, sans éclat mais de manière honnête, la vie, l'œuvre et la pensée politique d'Orwell. La réflexion d'Orwell sur le pouvoir et le socialisme a toute la pertinence d'un homme qui s'est engagé du côté des opprimés et a vécu leur vie et leur révolte. Citons encore Orwell sur l'utopie et la profondeur que doit atteindre toute révolution : « Le « paradis terrestre » n'a jamais été réalisé, mais l'idée n'en semble jamais périr, malgré la facilité avec laquelle les hommes politiques de toutes couleurs peuvent la détrôner. »

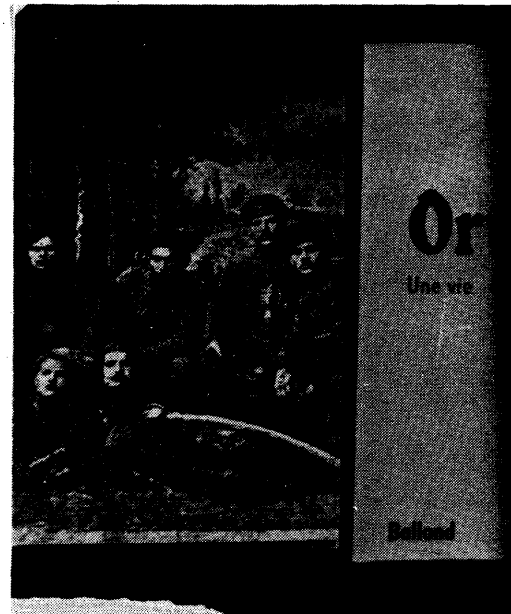
Ce qui sous-entend que l'on peut faire quelque chose avec la nature humaine et que celle-ci est capable de se développer à l'infini. Cette foi a été la principale force agissante du mouvement socialiste, les sectes clandestines qui préparèrent le terrain à la révolution russe incluses, et l'on pourrait af-

Le cosaque

Alexandre Skirda, Nestor Makhno, le cosaque de l'anarchie, édité par l'auteur, 1982, 476 pages, 170 F. (pour les commandes : Librairie « La Gryffe », 5 rue Sébastien Gryphe 69007 Lyon, REVAN B.P. 273, 75525 Paris cédex 11.

Les ouvrages précédents de A. Skirda nous ont habitués à la qualité et à l'objectivité : *Les anarchistes dans la révolution russe*, *Les anarchistes et les soviets*, *Kronstadt 1921 Prolétariat contre bolchévisme*, tous de 1972 épuisés, *J.M. Makhaïski, le socialisme des intellectuels*, au Seuil 1979.

Maintenant Skirda apparaît également comme un excellent historien qui dévoile tout aussi bien la trame générale



firmier que les utopistes, à présent une minorité éparpillée, sont les vrais défenseurs de la tradition socialiste. « La plupart des révolutionnaires sont des Tories (3) potentiels, car ils croient que l'on peut tout modifier dans le bon sens en changeant la forme de la société ; qu'une fois ce changement effectué, comme parfois cela arrive, il n'est pas nécessaire d'en faire d'autres. Dickens n'a pas ce genre de grossièreté mentale. L'impression de son mécontentement est la marque de sa pérennité. Ce n'est pas contre telle ou telle institution qu'il s'est insurgé, mais, comme l'a défini Chesterton, contre « une expression sur le visage humain ». Une bonne partie d'Orwell est là, dans cette réflexion sans illusion sur la liberté et sa relation au socialisme, et les staliniens ne s'y sont pas trompés, le venin d'Isaac Deutscher le montre :

de la révolution soviétique que l'activité détaillée du mouvement makhnoviste, tout en synthétisant énormément afin de condenser un ouvrage : - le mouvement makhnoviste, - la personnalité de Makhno, - un bilan critique et des documents.

Bien que l'ouvrage de Pierre Archinoff sur le mouvement makhnoviste ou celui de Voline *La révolution inconnue* soient un peu épuisés ou difficiles à trouver, Skirda n'en donne pas de citations pour se concentrer sur des documents inédits. Il utilise notamment des sources soviétiques peu courantes même en URSS et se livre à travers elles à un travail de dépistage de l'activité militaire exceptionnelle des makhnovistes en Crimée en octobre-novembre 1920.

Makhno fut indubitablement un génie militaire : « l'aphorisme affirmant que l'art de la guerre n'est pas entièrement contenu dans les livres et qu'une tête

bien faite est souvent préférable s'applique on ne peut mieux au commandant de l'armée insurrectionnelle Nestor Makhno. (...) Il a tenu compte fort justement de la force morale du combattant en s'efforçant d'introduire la désorganisation mortelle au sein de notre armée rouge. Il a tenté de séparer la tête du cœur en faisant largement savoir qu'il amnistiait les simples soldats et ne fusillait impitoyablement que les commandants et les commissaires (...). Makhno évalue excellentement le charisme du commandant, en jetant dans la balance militaire sa dernière réserve : lui-même. C'est lui personnellement qui sort ses troupes de toutes les situations périlleuses... ». Cette opinion d'un officier soviétique en 1921 est claire (pages 288, 289).

Et pourtant, Makhno fut affublé d'une série de défauts par ses ennemis, et un bon nombre fut repris par des anarchistes. Skirda démontre que ce furent des calomnies en confrontant les témoignages libertaires et même soviétiques (souvent justes, après les pires perfidies pour garder le pouvoir... compensation ou autojustification psychologique ?).

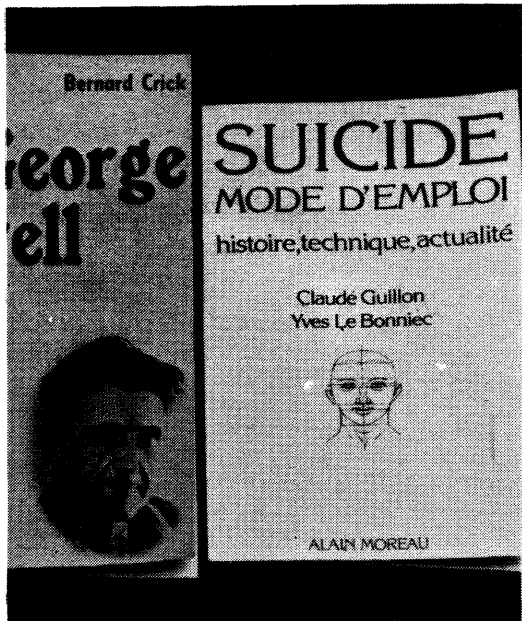
L'ouvrage est vraiment riche et indispensable, pas seulement pour Makhno,

mais grâce à un héros plus grand et inépuisable : le peuple de la région de Gouliaï Polie, de l'Ukraine et de l'URSS en générale. Les habitants de cette région vivant en communisme libertaire entre novembre 1918 et juin 1919, puis écrasés et réprimés par les Blancs, reprenant le communisme libertaire en octobre 1919, ensuite écrasés et réprimés par les bolchéviques cette fois en janvier 1920, réinstaurant les soviets libres en novembre 1920, et définitivement réprimés par les bolchéviques depuis décembre 1920.

Comment Makhno et ses partisans auraient-ils pu tenir de 1919 à août 1921, et même 1923, sans l'aide généreuse, si risquée, du peuple convenu de la justesse de leur action ?

La documentation, la pratique des makhnovistes, que Skirda nous restitue montre l'incroyable efficacité de l'union étroite entre la libre création économique et la liberté de pensée et d'expression. Pratique visible plus tard dans l'Espagne de 1936/39 et la Pologne de 1980/81, mais moins clairement exprimée.

Martin



« Le matérialisme dialectique lui avait toujours été trop difficile à comprendre... A s'interroger ainsi à propos des Purges, son esprit fut troublé par leur caractère irrationnel... Abandonnant le rationalisme, il tendit de plus en plus à voir la réalité à travers les verres sombres d'un pessimisme presque mystique... Au fond d'Orwell, il y avait un anarchiste naïf ; à ses yeux, tout mouvement politique trahissait sa raison d'être au moment où il acquérait une raison d'Etat ». (« L'Assommoir » n.2, édition Plasma).

Nestor Parian

- (1) Livre connu aussi sous le titre : « Catalogue libre »
- (2) « Georges Orwell, une vie de Bernard Crick, ed. Balland, 500 p. 95 Frs.
- (3) Conservateurs anglais

Suicide et vous

La quasi totalité des journaux français ont consacré un ou plusieurs articles à « suicide mode d'emploi » (un millier d'articles environ). Hormis deux revues parallèles (*l'Impatient* et *Bankallement* votre) personne n'a jugé utile ou intéressant de recueillir le point de vue des auteurs. Les journalistes français veulent bien noircir du papier sur le « livre scandale » mais ne tiennent pas à nous donner la parole. L'auto-interview qu'on lira ci-dessous est inédite à ces jours. Nous en avons repris les idées directrices dans la post-face à la troisième édition de notre ouvrage paru à la rentrée 1982.

Claude Guillon - Yves Le Bonniec

- Apportez-vous avec votre **Suicide mode d'emploi** autre chose qu'un mode d'emploi de la misère ?

- Outre ce que le curieux y découvrira d'informations inédites, notre ouvrage prétend justement contribuer à définir l'emploi de la misère à sa propre liquidation. Il s'agit bien de faire une arme du suicide que bien peu savent « porter à la boutonnière ».

Il y a dans tous les mécanismes psychiques induits par la misère des réserves fantastiques d'énergie que nous nous proposons de retourner contre l'Etat. La tâche a été entreprise ici et là pour la maladie (cf le S.P.K. allemand) et la folie. Tout restait à faire concernant le suicide. Répétons pour ne plus y revenir que nous n'incitons pas au suicide mais à la subversion. Dépourvus de compétences scientifiques et théologiques, nous ignorons à partir de quand il serait « compréhensible » ou « excusable » de

passer à l'acte, renonçant à la lutte par lassitude ou désinvolture. Nous jugeons de notre devoir de fournir aux humains de notre parti les moyens les plus appropriés de la « mort douce » qu'ils estiment avoir mérité.

- L'Etat ne peut-il se féliciter de voir mis à portée de tous l'auto-élimination des indésirables ?

- Les révolutionnaires négligent habituellement de considérer leur situation concrète de mortels pour réfléchir au renversement de l'ordre social existant. Le fait biologique de la durée de vie humaine est bornée pèse d'un poids qu'ils ignorent sur tous leurs actes et ceux de leurs semblables.

- Vous allez nous parler de condition humaine ?

- Il y a bien une condition humaine. Naître sans l'avoir voulu, être condamné à mort, voilà qui n'est pas de peu

Répression en Italie

d'influence sur notre manière de penser et d'agir. Tout se trouve compliqué du fait de la métaphysique bourgeoise à monopoliser l'étude de ces questions. Il ne s'en suit pas, comme on le croit souvent, qu'elles soient bourgeoises par essence. Nous prétendons contribuer avec Suicide mode d'emploi, à la constitution d'un appareil critique susceptible de réoccuper ce champ de la pensée. Si l'Etat croit s'en réjouir il se trompe.

- Cette thèse est sous-jacente mais non développée dans votre ouvrage. Pourquoi ?

- Ce livre est écrit pour être lu par le plus grand nombre. C'est son impact réel qui nous intéresse, non la diffusion mondaine d'une nouvelle thèse sur le monde.

- Ne pensez-vous que l'on peut vous reprocher à bon droit la légèreté avec laquelle vous rejetez l'hypothèse d'un effet incitatif ?

- Si nous avons su écrire le livre dont la lecture incite à mourir ceux qui à l'instant ne voulaient plus vivre, il ne nous faudra pas plus de deux semaines pour nous rendre maître de la planète. Passons. Mourir est aussi un droit pour chaque individu. Que l'exercice de ce droit par tel ou telle nous plonge dans la peine est une autre affaire. Que tant de gens désirent quitter ce monde peut se compter, si l'on veut, au nombre des motifs de l'abattre. Il y en a bien d'autres. C'est la totalité de ce monde, de ce qu'on y dit et y subit, qui est scandaleux. Nous nous refusons à privilégier le suicide dans l'indignation, ce qui dissimule le plus souvent un point de vue purement moral.

- Les jeunes adolescents ne posent-ils pas un problème particulier ?

- La situation des enfants et des adolescents n'est particulière qu'en tant que ce monde ne leur reconnaît même pas les «droits» consentis aux adultes. Nous leur avons proposé quelques outils de combat dans un précédent ouvrage (Ni vieux, ni maîtres, guide à l'usage des 10-18 ans, Ed A. Moreau, 1979). Il est vain d'attendre de nous aujourd'hui que nous les traitions en public mineur.

- Vous écrivez dans votre introduction qu'à la veille d'un possible massacre planétaire, le droit au suicide prend une actualité nouvelle.

- On a souligné justement que la pensée scientifique et singulièrement la pensée atomique, ne sait plus que débattre des moyens d'ajourner l'inévitable. « Ainsi le vieux slogan, « la révolution ou la mort » n'est plus l'expression lyrique de la conscience révoltée, c'est le dernier mot de la pensée scientifique de notre siècle » (Debord. Sanguinetti). En d'autres termes, l'époque nous contraint à choisir le parti du prolétariat, de ceux qui n'ont à perdre que des chaînes et un monde à gagner. Encore faut-il choisir vite, avant que la scepticémie nucléaire n'ait détruit tous les possibles du monde.

Mélina collabore à la revue Anarchismo et à la maison d'édition du même nom. De passage à Paris cet été, elle nous a parlé de la répression politique en Italie et des problèmes rencontrés par le mouvement anarchiste dans ce pays.

D'abord, elle nous a raconté le grand meeting de Bologne, où environ 200.000 personnes étaient présentes en 1977 :

« Les anarchistes et les stalinien s'opposaient beaucoup. Ils ne pouvaient tenir le même discours. Au sein même du mouvement anarchiste, l'existence d'un groupe clandestin armé, « Action Révolutionnaire », alimentait aussi de nombreux débats. Certains disaient à propos de la manif qui devait se dérouler le dernier jour : il faut faire attention à ne pas créer d'affrontement. Et d'autres : il faut couvrir les copains qui seront mêlés à des bagarres... Classique !

A la manif, les anars, qui se trouvaient à côté des autonomes, étaient les plus nombreux. Sur la place principale de la ville, une organisation fasciste avait obtenu l'autorisation de manifester à 50 m de notre cortège : les flics faisaient barrage entre elle et nous. Il y a eu des moments difficiles.. Ce meeting a constitué une victoire pour le pouvoir national.. La municipalité, communiste depuis la Résistance, avait envoyé les flics hors de la ville, sur toutes les routes qui y mènent, pour donner une image démocratique d'elle-même à toute l'Italie et montrer qu'un pouvoir de gauche pouvait accepter une démarche révolutionnaire.

Jusqu'au meeting de Bologne, il n'était question que d'affrontement, de lutte des classes. Après, beaucoup de gens se sont dépolitisés, sont passés à la drogue. Le mouvement - pas seulement les anarchistes - a commencé à régresser ».

Ensuite, Mélina nous a expliqué les différentes composantes du mouvement anarchiste italien :

« A côté des groupes réalisant un travail de contre-information, Action Révolutionnaire effectuait des actions armées. La différence entre les stals (les Brigades rouges ou Prima linea) et les anarchistes d'AR, c'est que les premiers manifestent au nom du prolétariat, alors que les autres agissent pour eux-mêmes et pour répondre à une répression (par exemple, en visant le médecin qui avait laissé mourir un copain arrêté pendant une manif)...

Anarchismo a toujours publié les communiqués des uns et des autres. Sans pour autant être d'accord avec leur position. C'est ce qui nous a sauvés, d'une certaine façon, quand nous avons été arrêtés en 1980. On nous accusait d'avoir commis des vols, des enlèvements et d'appartenir à Action Révolutionnaire... Tout ça parce que nous avions publié certains de ses tracts. Mais juste après, nous avions sorti un livre du groupe « Insurrection » de Milan, qui critiquait la démarche des clandestins. De plus, Alfredo Bonanno avait exprimé dans la revue notre position sur la lutte armée : nous ne sommes pas contre, elle est nécessaire en période révolutionnaire. Cependant, nous refusons

qu'une minorité s'arroge le droit d'agir ainsi. Pour nous, elle devient forcément autoritaire... Ces différents textes nous ont permis de sortir de prison après trois mois et demi de détention.

Aujourd'hui, environ 75 anarchistes sont incarcérés : certains ont revendiqué leur appartenance à Action Révolutionnaire, d'autres non. De toute façon, ça ne change rien : quiconque de nos jours bouge en Italie se retrouve en prison. La répression est totale.

Ainsi, après avoir tiré un tract sur la torture, nous avons été perquisitionnés. Nous en avons réalisé un autre, sur des carabinieri qui agissent de concert avec les fascistes. Nous ne faisons que reprendre ce que les journaux avaient dit. Trois ou quatre jours après, les carabinieri sont venus chez nous sous prétexte que nous détenions de la drogue. En fait, ils savaient très bien que nous n'en avions pas. Mais ils ont pris tous les tracts et le matériel qu'ils ont trouvé et nous avons été inculpés.

Cela montre bien qu'il n'est plus possible de faire de la contre-information. On peut dire que l'Etat est exploiteur. Mais on ne peut donner d'exemple, approfondir l'analyse. L'histoire d'Orazio, au mois de mars dernier, le montre bien. Ce copain de Catagne, déserteur, ne voulait pas passer sa vie dans la clandestinité. Alors, il s'est dit : au lieu d'attendre que l'armée vienne un matin me tirer du lit, utilisons mon arrestation pour faire de la propagande antimilitariste...

Avec des copains de Lotta Continua, de la Libre Objection de Conscience, du Parti Radical et du Parti Communiste Internationaliste notre groupe a organisé une réunion antimilitariste dans un cinéma. La veille, Orazio a annoncé cette rencontre au journaliste, au cours d'une conférence de presse. Il a expliqué pourquoi il était contre l'armée et ne voulait pas effectuer son service. Un journal lui a consacré sa « une » avec une grande photo. Le titre : « Je suis déserteur et je m'en vante » et le sous-titre : « Je suis déserteur et je ne m'en repends pas » reprenaient une chanson publicitaire pour des biscuits qu'on entend partout en Italie !

Le même jour, A. Bonanno, avec des avocats du Parti Radical et du Parti Communiste Internationaliste est allé voir la police politique. Il l'a prévenue qu'Orazio se constituerait prisonnier après l'Assemblée Générale... Le lendemain matin, le cinéma était encerclé par l'armée catanaise, la police politique, etc. Le chef de la police a prétendu que ses hommes étaient également à l'intérieur du cinéma pour éviter que les fascistes ne viennent y

déposer une bombe. Nous lui avons répliqué que nous nous chargions nous mêmes de notre sécurité et nous lui avons demandé de sortir avec ses troupes, ce qu'il a fait après bien des discussions. Toutes les télévisions de Catalogne, des reporters et environ 200 personnes se trouvaient là. Quand Orazio est arrivé, deux types l'ont entraîné au-dehors. On est parti le récupérer. Tout le monde criait que c'était un coup des fascistes et la confusion régnait. Puis on a compris qu'il avait été arrêté ainsi qu'un objecteur. Nous avons organisé une manif antimilitariste. Avant sa dispersion, A. Bonanno et d'autres copains ont été arrêtés par l'armée et gardés jusqu'au soir. Six jours après, nous avons tous été inculpés, et aujourd'hui, nous sommes en liberté provisoire ».

Pour Mélina, le mouvement de contre information doit chercher à « reprendre des espaces pour travailler et faire quelque chose » : « Avant, nous publions beaucoup de revues, de journaux et de livres. A présent, nous devons recommencer comme en 1967, essayer d'analyser, de clarifier la situation ».

De son côté, le mouvement de la lutte armée est « tombé, c'est clair » et il faut comprendre pourquoi :

« Auparavant, après chaque action armée, les « criminels et assassins » pouvaient faire passer dans la presse leurs communiqués. Depuis l'enlèvement de Moro, ce n'est plus possible. Le blocage de l'information, identique à celui qui existait sous le fascisme, apparaît total. Par exemple, quand les B.R. ont enlevé Cirillo, le responsable des victimes à Naples du tremblement de terre, les journaux ont caché que c'était une personne importante.

Après la séquestration de Durso (membre de la Démocratie Chrétienne de Catalogne), les B.R. ont demandé la fermeture de la prison de l'Asinara véritable camp de concentration, et la publication de leur tract. Eh bien ! La presse a refusé. La répression est devenue très forte. Une nouvelle loi a accordé des remises de peine à ceux qui renient la lutte armée et dénoncent leurs camarades. Certains inculpés ont parlé et ont fait emprisonner d'autres personnes...

En même temps, la CIA est intervenue et les tortures ont commencé. Avant, ce genre de traitement était réservé aux « droit commun ». (A côté de chez moi, par exemple, habitait un homme arrêté pour vol : on lui avait cassé trois côtes et deux doigts pour lui faire dire le nom de son complice...). L'existence d'un mouvement au-dehors empêchait par contre la torture des « politiques ». Maintenant, ce mouvement a presque disparu, beaucoup de gens ont été arrêtés - même ceux qui avaient fait de la lutte armée voici plusieurs années. On peut donc torturer en toute impunité...

Je crois que l'enlèvement de Moro a constitué une grosse erreur : c'était une personne très bien considérée, et par la bourgeoisie et par le prolétariat. Un « bon père de famille »... Dans le mouvement, beaucoup de personnes n'étaient pas d'accord pour qu'on le tue. Sa mort a provoqué de nombreuses cassures ».

Discussion retranscrite par Vanina

EST-INFO

Informations de Yougoslavie

26 septembre : aujourd'hui le comité central de la Ligue des Communistes Yougoslaves a une réunion qualifiée par la radio d'« historique. Je crains que ce ne soit plutôt hystérique. Des bruits courent disant que le Parti - Etat va limiter le nombre des voyages à l'étranger en imposant une certaine somme en devises étrangères placée en banque avant chaque départ. Sous prétexte de contrôler les capitaux, on contrôle les gens. Certains jeunes intellectuels pensent à abandonner le pays, par crainte d'une aggravation de la situation politique et socio-économique qui annulerait l'autogestion et les libertés civiques. Et cette fois là, ce serait pour de bon. Je pense que c'est possible, mais je reste ici, jusqu'à un futur proche, si futur il y a. (A la mi-octobre, les mesures citées ont été appliquées).

Octobre : Je pense que les événements d'ici doivent être archivés et communiqués à ceux qui n'ont pas le privilège de vivre dans notre cahotique fausseté autogérée. Les dirigeants yougoslaves avaient, à la mort de Tito, une possibilité d'éviter plusieurs échecs, et donc d'écarter le danger d'effondrement du régime. Ils n'avaient qu'à redistribuer le revenu national, afin d'importer moins et d'encourager la consommation intérieure. Accorder plus d'argent aux travailleurs n'aurait pas entraîné des périples aux Bahamas ou sur la Côte d'Azur, mais davantage d'économies chez les gens et sur la côte dalmate. Un peu moins de revenus n'aurait pas empêché les bureaucrates d'acheter des produits coûteux importés ou de voyager à l'étranger. Cela aurait été une limitation raisonnable, et probablement considérable.

Mais les dirigeants n'ont rien fait en ce sens, (sauf dans des secteurs précis, comme les mines) ou ils semblent ne vouloir le faire que très lentement. Les devises étrangères sont toujours détenues par les riches (et un peu moins riches), et vont des banques privées à différents pays comme les U.S.A. la

France, l'Allemagne, etc.. D'autre part, avec la détérioration de la situation des travailleurs en Europe Occidentale (principalement en Allemagne de l'Ouest), ceux-ci ont progressivement cessé de placer leurs épargnes dans les banques yougoslaves, et les gardent à l'étranger. Et comme maintenant en Yougoslavie, il y a moins de café, pas de détergents, pas de lait, et ainsi de suite dans les boutiques (comme ce fut le cas cet été en Dalmatie), le tourisme étranger - source habituelle très importante - a beaucoup baissé et a apporté beaucoup moins de devises qu'avant : 400 millions de dollars au lieu d'un milliard cent, selon la Banque Populaire. Pour d'autres commentateurs, il y aurait 300 ou 400 millions de dollars, qui, chaque année, sont changés au noir. De toute façon, il manque de 300 à 400 millions pour la Yougoslavie, où cet été 82, il n'y avait pas assez d'essence pour les automobiles et les bateaux des touristes. Et en ce moment, en Croatie, il est très difficile d'acheter de l'essence, et on voit des queues de plus d'un kilomètre. Tout les trois jours, il y a des coupures de courant pendant huit heures. Le pire, c'est qu'à Zagreb par exemple, ces coupures n'avaient jamais été prévues par les urbanistes : à « Nouveau-Zagreb » les immeubles sont pour la plupart sans cheminées ni gaz. C'est-à-dire que 250.000/300.000 personnes doivent se débrouiller. Ce sont des petits ou des moyens employés, des sous-prolétaires, des étudiants qui vivent dans des appartements achetés ou loués.

Peut-on imaginer un hiver (avec -20 la nuit) sans électricité et avec le chauffage central fonctionnant à partir d'une seule énergie ? Et en plus, il n'y a pas d'essence, pas de beurre (le lait est revenu après la saison touristique), et tout ce qui ne peut pas être fabriqué à cause du manque d'énergie ou des restrictions d'importations, sans compter les entreprises qui, pour faire pression sur le gouvernement afin d'avoir l'autorisation d'augmenter leurs prix, ne fournissent plus le marché. Des bruits courent au sujet de la confiscation des fonds des banques privées. A mon avis, ce serait financièrement suicidaire car n'im-

porte qui comprendrait que nous sommes au bord de la faillite, puisque ces banques privées ne possèdent que 10 ou 20 % de l'argent national. Le reste n'est que du papier. La Yougoslavie est en faillite, mais elle vivote encore.

C'est la première fois depuis très longtemps dans l'histoire yougoslave que le peuple, la majorité des opprimés, savent plus ou moins exactement quelle est la situation, bien qu'elle soit mauvaise. Et c'est très important, parce que depuis longtemps, nous ne nous intéressons aux médias que pour les informations internationales tout en gobant en gros les nouvelles nationales. Maintenant, nous sommes complètement dans la crise et nous le savons. Mais il y a 5 ou 10 ans, on pouvait croire que c'était le décollage pour de vrai. Le problème du pays devient celui de chacun et cesse d'être uniquement celui du Parti-Etat Bureaucratique, dont les leaders n'étaient jusqu'à maintenant contestés que par quelques représentants de la gauche et de la droite autogestionnaire (les autres étant occupés par des querelles nationales et idéologiques).

Yvan Sandanski

Après 5 à 6 fausses alertes, on annonce enfin la disparition de Léonide Ilitch Brejnev, ex-ci-devant maître de toutes les Russies d'Europe, d'Asie et d'ailleurs. Que dire de plus que ce qui a été seriné dans toutes les gazettes et télélucarnes sur ce fils d'ouvrier, ouvrier lui-même, devenu à force de mouchardage et de bassesses, un brillant renégat à sa place et l'un des hommes les plus haïs du monde ? Eh bien justement, commentons en bref des commentaires pris par ci et par là (1).

Tout d'abord le communiqué officiel du comité central du PC de Moscou consacré à la « mort du glorieux fils de la classe ouvrière, Léonide Brejnev », dont, « tant que son cœur a battu, les pensées et les actes ont été totalement soumis aux intérêts des travailleurs » (sic !). Il y a là un contre-sens évident, c'est bien ceux-ci qui ont permis à celui-là de s'engraisser comme un porc, de satisfaire sa manie de collectionner les médailles (enlevées depuis peu de son poitrail sur l'instance de sa guérisseuse géorgienne qui considérait que le métal contre-carrait les effets de ses potions magiques !), les trophées de chasse et les voitures de luxe. Passons, toujours dans ce communiqué il est dit que Brejnev était « l'incarnation de l'idéolo-

gie léniniste, de l'internationalisme conséquent, de l'optimisme et de l'humanisme révolutionnaires ! ». Pour l'internationalisme, les Polonais et les Afghans sont aux premiers loges pour apprécier tout le sel de cette qualité éminente, quant à « l'humanisme et à l'optimisme », les 5 millions d'internés actuels dans les goulags d'URSS sont assez bien placés également pour en savoir quelque chose.

Remarquons parmi les messages de condoléances, celui du régime fantoche de Kaboul qui décrit Brejnev comme un « véritable ami », dont le « peuple afghan chérira toujours la mémoire (!) » ; celui du Viet Nam exprime sa « douleur profonde » devant cette « grande perte pour toute l'humanité progressiste ». Fidel Castro, dont la dictature tient grâce à l'aide (8 à 10 millions de dollars par jour) fournie par l'URSS, a décrété un deuil national de trois jours. Le Nicaragua aussi : la reconnaissance du ventre à ses lois. L'émir du Koweït a fait connaître sa « peine profonde » ; évidemment, il ne pouvait pas parler de « progressisme », vivant sous l'esclavage et un islamisme féodal !

Venons-en maintenant à la plus belle des perles, celle du président d'un pays qui n'est pourtant pas directement inféodé à l'URSS, celui de la douce France ! « Tonton » Mitterrand a cru bon de se faire porte-parole du « peuple français » qui aurait « appris avec émotion la mort du chef d'Etat soviétique », puis s'est permis, « d'adresser en son nom ses vives condoléances à l'occasion de la disparition de ce grand dirigeant de l'Union Soviétique, homme d'Etat dont le rôle éminent dans le monde sera retenu par l'histoire », d'assurer enfin le peuple soviétique de la « sympathie émue de la France ? ». Le ministre de la défense Hernu, emboîtant le pas à son patron, a exprimé le 11 novembre, de manière démonstrative et spontanée, à l'attaché militaire soviétique présent à la cérémonie de l'Arc de Triomphe et ahuri par tant de « sincérité », sa profonde compassion pour cette perte irréparable. Le commerce extérieur français se porte mal, mais les dirigeants sociaux adoptent fidèlement la politique giscardienne de lèche-bottes à l'égard du Kremlin, gazoduc et « marchés du siècle » agricoles et industriels obligent. Quant aux peuples, français, soviétique, afghan, polonais et autres, ils savent bien que si leurs « hommes d'Etat » meurent dans leur lit, à défaut d'orner les réverbères des rues, il leur reste toujours la ressource d'aller cracher sur leurs tombes.

A. Skirda

(1) Puisées dans « Le Monde » du 13/11/1982.





DOSSIER ANARCHISME DANS LES ANNEES 80

Dans le numéro 47 d'IRL, nous avons commencé la publication de notre dossier sur l'anarchisme dans les années 80. D'autres interventions nous sont arrivées que nous publions dans ce numéro, et nous continuerons sûrement.

Pour l'anarchisme

Ce texte ne prétend pas à l'exhaustivité des réponses sur l'actualité du mouvement anarchiste français. Il est somme toute une contribution incomplète au débat qui devrait se développer dans la presse libertaire afin de faire le bilan sur le moment présent. De nombreux points de discussion sont restés dans l'ombre, mais j'espère que les camarades les relèveront dans leurs contributions. En cela, les interventions de Gérard DUPRE et Jean Michel LEBAS (IRL n. 47, oct/nov 82) sur la presse anarchiste et les anarchistes fournissent des éléments importants sur l'état de notre mouvement.

I - INTRODUCTION

1) Une recherche positive
Effectuer une recherche sur l'anarchisme dans les années 80 tel que le souhaitent les camarades d'IRL, me semble opportun et mérite que nous nous y intéressions. Ceci implique qu'il y ait un bilan critique de la situation actuelle du mouvement anarchiste en France, pour ce qui nous concerne, une réflexion sur l'évolution de notre mouve-

ment depuis une dizaine d'années, sinon depuis la dernière guerre; évolution interne, mais aussi et surtout en tenant compte du développement économique, politique et social de la société française au cours de cette période. Travail qui ne peut être fait en un seul article, et qui demande une analyse approfondie pour chacun des points soulevés au cours de ce débat. L'avenir du mouvement anarchiste pour les années 80, sera le prolongement, la poursuite, et nous le souhaitons, un bond en avant de ce que fut sa progression depuis une quarantaine d'années. Seules ces considérations détermineront favorablement les nouveaux aspects de l'Anarchisme aujourd'hui.

2) Contre la mort de l'Anarchisme
Il est donc impossible de dissocier le passé du présent ou de figer l'image du mouvement anarchiste tel qu'il se présente aujourd'hui, pour étudier les possibilités de son futur développement. Ne pas utiliser cette méthode de réflexion par paresse idéologique, ou simplement par ignorance, afin de gagner du temps, serait une erreur grave, qui mettrait le mouvement dans une situation a-historique, en faux contre la réalité sociale où nous sommes, qu'on le veuille ou non, totalement intégrés

malgré les efforts renouvelés de ceux qui tendent à nous marginaliser. Ce serait enfin entamer un processus irréversible donnant un argument de poids et définitif, sur « l'inactualité et la mort de l'anarchisme » !

3) Un questionnaire fourre-tout
Ces remarques préliminaires faites, nous pouvons aborder, en premier lieu, le choix des questions des camarades d'IRL qui me paraissent, dans leur ensemble confuses, voire contradictoires. En effet, si elles se veulent ouvertes, ce qui correspond à une motivation libertaire, afin de susciter de multiples réponses, elles ne permettent pas à mon avis de clarifier le sens de la démarche de cette recherche sur l'anarchisme, mais elles risquent au contraire d'« enterrer » le débat sous un ensemble de réponses anecdotiques et superficielles, sans une vue d'ensemble, autour des conflits qui perturbent les anarchistes dans leur vie quotidienne. Chose qui me paraît trop importante pour la circonscrire au seul problème né des rapports de l'individu dans la société. Situation difficile, sclérosante, qui hélas, n'est pas seulement vécue par les anarchistes.

4) Anarchisme et lutte de classe
Il faut donc, en guise d'introduction, réaffirmer que nous comprenons l'anarchisme en tant que proposition sociale globalisante, comme le dépassement du cas individuel pour une vision collective de la société. C'est surtout se démarquer d'une certaine conception « idéaliste » de l'anarchisme qui entend mettre au second plan la lutte sociale et l'intervention directe dans le conflit économique, et qui privilégie l'évolution progressive

et indéterminé de l'homme, sujet « intemporel » sans relation avec une situation historique donnée.

— Ainsi notre compréhension de l'anarchisme, s'insérant dans la lutte de classe anti-capitaliste (et anti-impérialiste) et anti-étatique, même sans en préciser encore les mécanismes qui la caractérisent, permet de répondre brièvement à cette première question :

« Qui sont ceux qui se disent aujourd'hui anarchistes ?
Quelle est leur insertion sociale, familiale, professionnelle, etc...? Et comment vivent-ils les contradictions qu'elle suppose ? »

II - ANARCHISME ET SOCIÉTÉ

1) L'anarchiste dans la société

La question de l'insertion de l'anarchiste dans la société est contradictoire. Car enfin les anarchistes, de quelques manières dont ils se déterminent, « vivent mal les contradictions du système » ! ... Parce qu'ils sont anarchistes ! Cela ne veut pas dire, bien entendu, que ceux qui vivent mal cette situation conflictuelle, sont tous des anarchistes, par ailleurs, ce serait aller un peu vite en besogne de considérer comme anarchistes, - et ils ne peuvent se prétendre tels - ceux ou celles qui s'accrochent - tant bien que mal il est vrai - par le système D, des contradictions du système autoritaire et capitaliste dans lequel nous évoluons.

— C'est justement dans le refus des contradictions, des contraintes qui en découlent, que l'individu est « prédisposé » à projeter une « vision du monde » différente de ce qu'elle est, et à comprendre ou à se référer à l'anarchisme.

2) Anarchisme et idéologie bourgeoise

D'autre part, les considérations philosophiques ou religieuses dans lesquelles l'Homme est pensé comme un être « raisonnant en toute liberté de conscience », ce qui signifie qu'il est libre... d'en exploiter ou d'en dominer d'autres, ou bien encore, cette idée que l'Homme (toujours avec un grand H) est porteur du « péché originel », faisant de cet individu, une victime consentante, par fatalité, sont des éléments caractéristiques de l'idéologie bourgeoise ou mieux libérale.

Ces idées sont aujourd'hui fréquemment assimilées dans le milieu intellectuel à la pensée anarchiste. Elles se fondent dans une espèce de « socialisme libéral » aux contours imprécis, qui tend à travers de vagues notions de liberté, d'anti-autoritarisme ou d'anti-étatisme puisées dans la pensée anarchiste, par cet apport nouveau, à se distinguer du totalitarisme ou du marxisme. Cette soupe indigeste crée néanmoins des facteurs de confusion et de désagrégation dans notre mouvement. Ainsi, on aura pu voir par le passé, se développer un mouvement libertaire se décomposant en divers courants pseudo-anarchistes, tels que l'« anarchisme chrétien » ou

aujourd'hui, comme aux USA, un « anarcho-capitalisme » ! Dans le contexte où l'Etat entrave le développement du capitalisme sauvage, concurrentiel et supra-national, l'anti-étatisme devient le principe de conduite économique du capitalisme US.

Ces exemples nous montrent suffisamment le fossé qui sépare notre projet anarchiste de ce libéralisme avancé d'essence réactionnaire.

3) Le refus du système dominant

Il est évident, maintenant, que tout individu dans la société, peut aujourd'hui, demain, lutter contre le système et s'affirmer hautement anarchiste. (Nous reviendrons plus loin sur le passage de ce refus intime de la société, à la lutte anarchiste concrète contre le système, et/ou de l'impossibilité de l'individu à dépasser le stade du refus ou de la révolte spontanée).

— Cette appréhension de la capacité sociale - créatrice - de l'individu, de tous les individus, à rejeter des structures contraignantes, est l'élément qui détermine l'action militante. Nier cette possibilité, c'est forcément admettre que les anarchistes ou prétendus tels, sont des êtres exceptionnels, différents par nature (biologiquement) des autres individus, que le hasard a bien fait les choses pour quelques uns d'entre nous, délaissant l'humanité, égarée devant des problèmes insolubles, jusqu'à la nuit des temps ! Cette idiotie est à elle seule déjà une vision élitiste en contradiction même avec les principes anarchistes de liberté et d'égalité. Elle rejoint les élucubrations totalitaires de la nouvelle droite et rentre dans le corpus de la sociobiologie.

Cette conception est tout simplement la négation de l'anarchisme comme proposition sociale.

Et pourtant, n'entendons-nous pas trop souvent des camarades déblatérer sur la « connerie du peuple ». Cette attitude, de « l'en-dehors » regardant de sa montagne passer le troupeau « métro-boulot-dodo » est réactionnaire ! Elle est inacceptable !

4) Comprendre la société

Une analyse de la société, la compréhension minimum de ses grands mécanismes d'oppression et d'exploitation, permet de nous éclairer suffisamment sur l'aliénation des individus (nous compris) qui, bien entendu, « courbent l'échine ! ». — C'est cette étude de la réalité qui offre la possibilité de nous battre contre l'oppression et l'exploitation. Et depuis plus d'un siècle, suffisamment de militants, de « théoriciens », par leur pratique révolutionnaire constante, ont laissé une œuvre considérable (note a), et ont marqué de leur empreinte la mémoire sociale, encore vive aujourd'hui. Ce travail fournit à lui seul une somme utile pour ne pas (re)découvrir ce qui a été exprimé de différentes manières au cours de l'évolution du socialisme, et de l'anarchisme en particulier.

5) Un programme - Une méthode de lutte

Cette maturation des idées anarchistes a dessiné ce que l'on peut appeler aujourd'hui un programme, en perpétuelle réactualisation, largement élaboré, enrichi de toutes les expériences historiques du mouvement anarchiste qui propose un ensemble de pratiques révolutionnaires en créant une méthode de lutte dont l'action directe (sans intermédiaire) - pas nécessairement violente - et la démocratie directe, sont les éléments directeurs fondamentaux. Méthode qui répond aux déclarations de la première internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

— Ce rappel satisfait partiellement cette seconde question :

« Les théories anarchistes offrent-elles de nos jours, une méthode d'opposition concrète aux diverses idéologies totalitaires, de droite et de gauche, qui semblent régner sur toute la planète ? »

6) Notre faiblesse

Si notre méthode semble toujours clairement définie et applicable dès aujourd'hui dans notre pratique quotidienne de la lutte sociale, elle se heurte néanmoins, à des obstacles contre lesquels nous nous épuisons dans la période actuelle du développement capitaliste. En effet, les nouvelles méthodes d'exploitation et d'encadrement de la société, ainsi que le déroulement des luttes sociales dominées majoritairement par le socialisme et le communisme autoritaire, créent des difficultés, par leur complexité et leur puissance, qui nous paraissent insurmontables, tant le rapport de force ne nous est pas favorable.

— Il faut être conscient que le facteur déterminant de ce sentiment d'impuissance est notre faiblesse numérique et surtout qualitative. Cette situation fait naître le doute et entraîne de facto une remise en cause de notre méthode, voire même de l'anarchisme dans ses principes, ce qui est plus grave. Nous ne savons plus que faire, que penser. Il semblerait que nous sommes broyés dans cette machine infernale sans que nous puissions l'enrayer. Le désespoir se situe à ce moment précis de nos hésitations. C'est la porte ouverte au « révisionnisme », au « déviationnisme », tel que le « marxisme libertaire », ou autres variantes de type « gauche syndicale ». C'est encore le plus souvent un repli sur soi dans une espèce de « d'individualisme » à la bourgeoise - « je fais ce que je veux » - . On peut cataloguer dans cette même catégorie les « pseudo-nihilistes » et autres « radicaux » - version courrier des lecteurs style Libé ! -. C'est aussi hélas le « retour à la normale », la réintégration « tête baissée » (au sens propre comme au figuré) dans le système qui nous brise. Ce constat de faillite - qui n'est pas nouveau, qui est commun à tout mouvement minoritaire - loin de nous annihiler, fournit, au regard de l'histoire de notre mouvement (Espagne

36, avant et après) un atout supplémentaire pour surmonter cette épreuve et reprendre espoir. La réalité n'est pas ce qu'on veut qu'elle soit ! Et, telle qu'elle est, elle nous interpelle : depuis 25 ans, le mouvement anarchiste français n'a pas progressé d'un pas, ni numériquement ni qualitativement. C'est le status quo. La sauvegarde du flambeau qu'on rallume sans cesse in extremis, mais qui ne met pas le feu à la plaine ! (Nous sommes des « barbares » dicit Maurice Joyeux in le ML). Un sursaut n'est sans doute pas illusoire, au moins, pour la majorité des camarades. Il sera d'autant plus efficace qu'il sera étayé par une analyse matérialiste et sérieuse de la société dans laquelle nous vivons.

7) Une analyse matérialiste et volontariste

La réalité est celle-ci : la lutte de classe est un fait que l'on ne peut nier. Elle peut cependant être interprétée différemment. Soit par la méthodologie marxiste avec les implications politiques que l'on connaît, (et toujours très prompts à dénoncer !), soit d'une manière libertaire. Le point d'achoppement étant d'une part le rôle joué par le processus économique dans la société : dépendance absolue entre la structure et les superstructures, etc... D'autre part, l'homme est **sujet historique**, comme phénomène biologique (aspirant à la liberté et à l'entraide, voire Kropotkine...), et par l'usage de la raison, sans être réduit pour autant à une abstraction philosophique ou strictement mécanique, hors de l'histoire. L'homme se situe dans l'Histoire et c'est par l'Histoire - son histoire - qu'il se construit en tant qu'homme.

— En ce sens, les anarchistes sont **rationnalistes et volontaristes**. La volonté est le moment positif de la raison et détermine la forme historique - matérielle - de la raison. C'est cet aspect créatif qui peut permettre la transformation du réel, et consacrer la rupture avec les schémas et les cadres existants de la société. C'est la **volonté qui détermine l'action**.

— Cette conception critique de la réalité, entre **déterminisme et volontarisme**, est une conception **matérialiste libertaire**. Elle rejette aussi bien la conception marxiste de l'absolue dépendance de l'homme vis-à-vis de l'économique, que la conception individualiste où la volonté détermine à elle seule le développement historique.

« Trois éléments ou trois principes fondamentaux constituent dans l'histoire les conditions essentielles de tout développement humain, collectif ou individuel : 1) l'**animalité humaine** ; 2) la **pensée** ; 3) la **révolte**. A la première correspond proprement l'**économie sociale et privée** ; à la seconde, la **science** ; à la troisième, la **liberté**. »

(M. Bakounine : Dieu et l'Etat)
(Sur le matérialisme, voir aussi G. Leval : « L'œuvre constructive de M. Bakounine ».)



8) Le facteur économique

L'analyse matérialiste libertaire ne nie pas comme nous l'avons vu précédemment le **facteur économique**, mais le situe à la place qui lui est propre. Celui-ci a un rôle fondamental dans le processus de développement historique de la société, et son incidence est déterminante dans les motivations du militant anarchiste pour la lutte contre l'exploitation capitaliste.

— Ainsi, nous constatons que la société est aujourd'hui agencée sur le mode capitaliste, et qu'elle est traversée de courants contradictoires qui engendrent des tensions et des crises conjoncturelles plus ou moins graves, dues aux limites que connaît le développement même du capitalisme. Les mouvements sociaux à leur tour présentent des contradictions et subissent des conflits internes source de confusion idéologique et pratique...

— Ce phénomène - inhérent à toute société et facteur d'évolution - secoue notre société toute entière de manière continue, de mille soubresauts qui constituent les **contradictions** du système dans lequel nous vivons.

— C'est au sein de ce mouvement, à partir de contradictions antagonistes, qu'apparaissent et se cristallisent les ingrédients nécessaires à l'explosion sociale. C'est la condition « sine qua non » pour la réalisation de notre objectif prioritaire, c'est-à-dire la Révolution.

— Les anarchistes conséquents doivent être présents à ce rendez-vous crucial. Alors, seulement, par nos efforts, et notre **volonté**, par notre **intervention dans**

le **mouvement social**, nous imprimerons à la Révolution son caractère plus ou moins anarchiste. (Malatesta a suffisamment insisté sur la nécessaire participation des anarchistes à tout mouvement insurrectionnel, tout en maintenant des réserves sur les résultats obtenus, quant à leur contenu « anarchiste »).

— Deux raisons suffissent aussi à précipiter notre intervention : éviter que le mouvement insurrectionnel, révolutionnaire, ne s'oriente, après la destruction du pouvoir en place, vers la construction d'un nouveau pouvoir sous la pression d'une avant-garde autoritaire ; enfin, éviter la faillite de notre mouvement et sa destruction sous les coups de la répression, tel que l'on a pu le voir en Russie et en Ukraine en 1920.

— Dès lors, il est primordial de réexaminer l'importance du conflit de classe dans notre société occidentale et sur le plan international. Les concepts de « classe » de « capitalisme d'Etat », (1) par exemple sont des éléments en constante mutation qu'il convient de préciser sérieusement, tant dans leur contenu que dans leur utilisation, chaque fois qu'il est fait l'analyse de la société. Le manque d'appréciation favorise la confusion politique et les « erreurs de parcours » sur le plan pratique. (Ministres anarchistes en 36 en Espagne).

— Notre tâche est donc de conjuguer la force réelle de notre mouvement et de ses possibilités, avec les dispositions et tendances sociales à un changement radical de la société. Il n'existe pas d'autre voie qui ne soit une impasse.

9) L'illusion numérique

Par la position centrale du facteur social dans le processus révolutionnaire, nous saisissons pleinement l'illusion que représente trop souvent la croyance en une **force numérique importante voire majoritaire**, indispensable pour beaucoup de camarades, afin de réaliser notre objectif. Une meilleure compréhension des phénomènes sociaux, une comptabilité réelle de nos capacités militantes, permet d'établir des bases solides à un redéploiement de notre mouvement dans de nombreux conflits locaux, même partiels, mais dans des **secteurs clefs**, que nous avons trop souvent délaissé ; en particulier dans l'industrie, le cœur du capitalisme.

— Cette **évolution politique**, possible, est la **seule alternative** pour un **renouveau de l'anarchisme social**.

III LA LUTTE ANARCHISTE

Après ces quelques mises au point sur notre compréhension de l'anarchisme, et avant de préciser quelques modes d'interventions pratiques - déjà développées - il est aussi nécessaire de s'entendre sur le **pourquoi** de notre intervention, et les **moyens** dont on dispose pour le « travail militant ».

1) L'inactivité militante facteur de désagrégation

Malgré les convictions et les affirmations - toutes verbales - de beaucoup de camarades, l'affrontement de classe ne semble pas évident à l'ensemble d'entre nous. Généralement, notre approche militante, notre engagement politique, reste velléitaire ; notre activité est sporadique, au coup par coup, sans suite et isolée. Seul un lien informel maintient les quelques relations épisodiques entre les camarades, parfois par l'intermédiaire d'un petit journal ou bulletin (et ils sont nombreux !), fourre-tout de nos opinions inachevées, une espèce de « copinage » qui nous sauve de l'isolement total et de l'éclatement. Hélas, ces maigres structures informelles disparaissent généralement assez vite, à cause de débats stériles (la critique-critique), ou devant des problèmes financiers insolubles, mais aussi par le manque de sérieux des militants qui font ces petits journaux. La répression est très rarement - sinon jamais (ou pas encore) - la cause de ces disparitions ; et pour cause ! Nous ne sommes rien.

— Cet aspect morcelé et précaire d'une bonne partie du mouvement anarchiste français est un facteur, sinon le principal, de disparité et d'incohérence de l'anarchisme. Il fait sa faiblesse et son inactualité.

— Il faut être capable aujourd'hui, rapidement, et dans les années à venir, de dépasser ce stade « primitif » et circonstanciel de notre pratique militante pour remodeler notre mouvement, et qu'il devienne réellement un mouvement politique ayant la volonté et les moyens d'influer, même faiblement, sur

les événements sociaux, le **pluralisme** de nos opinions et nos divergences ne doivent pas être assimilées à la dispersion et au sectarisme. Un effort de compréhension mutuelle et d'acceptation de nos différences, un élan réel de solidarité entre nous, nous permettrons de sortir de cette ornière. **Les échanges** doivent s'intensifier et surtout se matérialiser dans une pratique commune au niveau régional, national, et international. **Le dialogue** doit entretenir cette démarche afin de mieux nous connaître et de dissiper les manifestations d'hostilité qui se manifestent généralement envers tel ou tel groupe, sans fondement. Nous sommes tous camarades et nos relations se doivent d'être fraternelles et solidaires.

2) La Fédération Anarchiste. Mouvement réel et mouvement fictif

La Fédération Anarchiste reste la principale organisation anarchiste. Certains affirmeront un peu vite, la seule, de notre mouvement en France. Elle regroupe environ 500 adhérents. Elle possède un hebdomadaire - le seul en France - une librairie importante et spécialisée, des locaux, et maintenant une radio... Elle se compose d'une cinquantaine de groupes et de deux ou trois liaisons professionnelles. Elle mobilise depuis trois ans environ à Paris, au cours de manifestations de rue, jusqu'à 2000 personnes. Elle présente donc toutes les caractéristiques d'une organisation politique structurée et légale, bien que marginale par sa dimension. Elle se veut crédible - et fait tout pour l'être - et influente, ce qui est à démontrer. Qu'en est-il exactement et comment fonctionne-t-elle ?

— Par expérience personnelle (sept ans à la FA, jusqu'en 1980), j'en conclus que la FA constitue avant tout un garde fou à la dispersion du mouvement en plus d'être un lieu de passage impressionnant ! De 1972 à 1982, la barre des 500 adhérents n'a pas été franchie et le nombre d'adhésions est resté le même à quelques fluctuations près, malgré les départs nombreux, sans compter les brefs passages d'individus égarés qui se sont trompés de porte... Comment peut-il en être autrement ? Nous le comprendrons plus loin.

Par cet aspect principal de « porte drapeau », de « ralliement au drapeau noir », les structures organisationnelles de la FA donnent aux militants - à ne pas confondre avec les adhérents (2) - l'impression sécurisante d'un cadre politique crédible (3), librement consenti il est vrai, une sensation de force, toute psychologique, la confirmation que l'on « existe » !

— Quelques exemples suffiront à démontrer cette incohérence.

Il ne suffit pas de produire chaque semaine un journal de 12 pages à 12.000 exemplaires, pour que celui-ci constitue automatiquement un outil utile pour l'intervention militante, pour la propagande. Cela ne veut pas dire non plus qu'il suscite un intérêt évident pour no-

tre mouvement, ou qu'il motive de nombreux lecteurs pour la lutte anarchiste.

— Les chiffres de vente, en kiosque, oscillent entre 2.500 et 3.200 exemplaires. Le nombre d'abonnés se situe autour de 500, et la vente militante au numéros est d'environ 300 exs ! Ce qui d'ailleurs, au regard des chiffres antérieurs démontre la stagnation du Monde Libertaire. Aussi, lors de chaque congrès annuel, le « problème du ML » revient à l'ordre du jour. Et se résoud... par l'entrée de nouveaux membres au Comité de lecture qui évidemment feront « mieux » que les précédents. De plus, il semblerait aux camarades administrateurs du ML, qu'avec un effort financier la situation pourrait s'améliorer ! (Voir les différents appels que l'on peut dire « pathétiques » pour aider le journal). Et il ne suffit pas non plus de « griller les étapes » en passant brusquement à 12 pages pour (vouloir) démontrer que la FA prend de l'ampleur ! C'est se cacher les yeux devant les difficultés d'emprise sur le social en s'attaquant à la forme alors qu'il s'agit d'un problème de fond.

— L'argent répond à une nécessité matérielle mais ne résoud pas le problème de l'implication sociale, de l'impact du journal dans l'opinion publique et l'écho qu'il peut susciter parmi les sympathisants proches et qui pourraient avoir une pratique militante auprès des camarades de la FA.

— Cependant l'hebdomadaire présente l'immense intérêt - déjà du fait qu'il existe - de maintenir une certaine cohésion dans la « famille » anarchiste en occupant une place à part entière dans la presse dite « révolutionnaire ». Nous sommes là et nous existons. Mais voilà, **cela ne suffit pas !** Cela ne suffit pas pour développer le mouvement. Cela ne suffit pas pour se préparer à la lutte, pour la Révolution.

— Il en est de même pour Radio Libertaire, qui aujourd'hui, si elle acquière une réelle audience, environ 100.000 auditeurs, (dûe aussi au phénomène « médiatique » de la société moderne), cristallise pour son fonctionnement une multitude de camarades (environ 50 selon le dossier RL paru dans le CPCA numéro 18) sur Paris. Ces camarades, par leur engagement à la radio perdent presque tout contact avec la lutte sociale. Il faut savoir aussi que les postes de responsabilité de la FA étant centralisés géographiquement à Paris, il ne reste pratiquement plus de militants... pour diffuser les tracts ! La conjoncture de ces deux investissements absorbe toute l'énergie disponible sans qu'il soit permis d'évaluer l'impact réel sur l'opinion publique et ses conséquences.

— Les auditeurs ne deviendront pas sympathisants actifs ou militants si leur démarche n'est pas liée à une intervention réelle des anarchistes sur le plan local, et qui corresponde à ce qui est diffusé sur la radio. Tout au plus ces auditeurs acquerront une sensibilité anti-autoritaire. Point final.

— Le choix évidemment n'est pas entre avoir ou non une radio, mais de savoir doser les moyens que l'on dispose ou que l'on se donne, avec l'orientation politique adoptée. Et je pense que les camarades dans leur majorité ont confondu moyens et fins.

— Aussi bien pour le journal que pour la radio, ce qui doit nous intéresser ce sont les résultats obtenus avec ces moyens là. Or comme nous l'avons vu pour le journal, et certainement pour la radio, rien ne nous permet d'affirmer que ces choix ont été positifs.

— D'où la nécessité de poser le problème de fond et de répondre à la question suivante : **pourquoi le mouvement anarchiste - et la FA - ne progresse pas ?**

— Pour conclure sur le registre FA, on peut penser que les structures (ML, radio et autres...) ne répondent pas aux besoins réels des militants, mais les détournent du problème central de l'intervention dans la lutte de classe.

— J'ai l'impression que nous avons construit, et que nous construisons encore, pierre par pierre, à coup de suscriptions, un édifice creux. De plus, ces efforts constituent pour la plupart d'entre nous le « militantisme accompli ».

— Cet ensemble définit un **mouvement fictif** dont la réalité fait figure en quelque sorte de vitrine de l'Anarchisme ; un mouvement loin des préoccupations des travailleurs (que nous sommes !) et de la lutte sociale.

— La Fédération Anarchiste a besoin surtout de se renouveler dans son mode de fonctionnement au sein de ses structures et de définir clairement le rôle des postes de responsabilités. Les efforts qu'ont entrepris dans ce sens dans le passé de nombreux groupes n'ont pas réellement aboutis.

Seul un débat et une pratique commune pourront contribuer à créer une dynamique nouvelle plus incisive, tant de la part des adhérents FA que des camarades de l'extérieur. Le contact existe déjà entre les uns et les autres. La démarche doit être unitaire et non-dogmatique.

3) L'intervention militante et les moyens

Si l'intervention militante est déterminante pour affirmer le devenir de l'anarchisme et pour assurer quelques possibilités de réalisations des buts fixés, il est nécessaire de définir les **modalités** et les **moyens** de notre action.

— Il n'est pas possible d'agir concrètement et avec un tant soit peu de suivi sans être **organisés**. Organisés comment ? Le **groupe** reste encore la seule structure minimum utile pour développer la propagande. **Groupe de quartier** et **groupe d'usine**.... Le groupe est le noyau de cristallisation de la volonté anarchiste de ses adhérents, et par sa taille relativement réduite, il offre l'avantage d'être rapidement sur le « pied de guerre » dans le combat qu'il s'est choisi. Avec un minimum de cohésion idéologique et pratique entre tous les membres du groupe, les décisions peuvent être prise



rapidement. Même avec peu de moyens, le groupe peut s'avérer être une arme efficace et dynamique pour la lutte sociale. Méfions nous encore de l'illusion numérique : quelques individus déterminés peuvent accomplir un travail relativement important et conséquent au sein de leur entourage, dans leur quartier, sur le lieu de travail. Le groupe doit pour ce faire, se doter de tout un petit matériel (ronéo, machine à écrire) et se donner un moyen d'expression, bulletin, journal, revue, pour sensibiliser les gens auxquels il s'adresse. Les militants doivent aussi et surtout s'investir partout où « ça bouge » et où il peuvent agir et s'exprimer librement...

— Sans cette démarche rudimentaire (le B.A. BA du militant !) rien ne peut être envisagé de solide et de prometteur.

— Pour les individus isolés, le problème est plus ennuyeux et délicat. Leurs possibilités d'interventions sont évidem-

ment limitées. Cependant d'autres moyens existants, même embryonnaires, peuvent pallier à ces difficultés et fournir des éléments pour un « regroupement ». Il faut de toute manière sortir du « ghetto » et rechercher, patiemment, le contacts avec d'autres camarades eux aussi isolés.

— Par ailleurs le groupe ne doit pas rester seul. Son activité doit faire écho auprès des autres groupes et doit être reprise en compte par ceux-ci, soit à l'occasion de **rencontres** ou **d'assemblées** soit au travers de la **presse libertaire**. Les journaux, les revues se doivent d'être les supports aux discussions et confrontations - tout sectarisme rejeté - que suscite l'intervention militante, afin d'élargir et d'approfondir les problèmes du moment.

— La **solidarité** - indispensable - doit favoriser la recherche d'un consensus le plus large possible sur tel ou tel sujet. C'est à ces seules conditions qu'un mou-

vement réel peut exister en ayant l'avantage d'être vivant, concret et novateur. Il a toutes les chances de s'amplifier et de recueillir l'adhésion de bon nombre de sympathisants jusque là « spectateurs consentants ».

— C'est à cette phase de développement que nous pourrons juger des résultats - mêmes minimes - de l'effort entrepris pour « redresser la situation ». C'est au regard de cette pratique efficiente dans la lutte sociale que l'Anarchisme se trouvera confirmé ou non dans ses prétentions émancipatrices de l'humanité.

— Les moyens existent donc, à travers les quelques groupes et revues qui font preuve déjà d'un réel dynamisme. La nécessité de la lutte exigera sans doute d'autres structures plus globalisantes et unifiantes pour appuyer notre démarche. Le débat sera nourri de toutes les expériences vécues, notre propagande sera enrichie de nos réflexions et analyses.

— Cet aspect du mouvement anarchiste réel sera une réponses aux hésitations et confusions qui aujourd'hui sont les seules « richesses » de l'anarchisme. Il motivera enfin les révoltés et autres rebelles au système dominant pour entamer une critique plus politique et organisée en participant à notre lutte.

IV - PERSPECTIVES IMMEDIATES ET CONCLUSION

Il est évident que le débat lancé dans IRL ne doit pas rester sans perspectives. La voie est ouverte à d'autres débats et dans d'autres journaux. Il faut que nous prenions le risque de prises de position affirmées, mais non définitives. Cet engagement sera salutaire et rénovateur.

1) Des rencontres

Concrètement dans l'immédiat, il s'agit avant tout de resserrer les liens, trop fragiles, et de réactiver notre intervention pratiquement inexistant. Pour ce faire des rencontres sont nécessaires, au niveau local, national (et pourquoi pas international, tel que la rencontre des revues anarchistes, ou des centres de documentations...). Rencontres entre camarades ayant une implication réelle sur le lieu de travail, dans le quartier ou

sur le lieu de vie. Echanger les fruits de nos expériences pour mieux nous connaître et surtout pour dégager les côtés positifs et négatifs de notre lutte. Insuffler un peu de vie dans le mouvement. Elargir ces rencontres aux sympathisants actifs afin de les intégrer à quelque chose de concret.

2) La solidarité

Le mouvement anarchiste constitue un corps différencié mais relativement homogène, au moins dans les grands principes, où la solidarité joue le rôle de ciment entre tous ses membres. Sans cette solidarité, le mouvement est divisé et devient vulnérable et inefficace. Nos divergences - somme toute superficielles - loin d'amoindrir nos efforts dans la lutte contre le Capital et l'Etat, nous offrent au contraire une multiplicité de réponses adéquates aux problèmes posés et selon les circonstances. L'essentiel restant le combat que nous menons côte à côte pour un objectif commun. La solidarité peut se matérialiser dans un réseau de contacts par l'intermédiaire d'un bulletin pour éviter le cloisonnement et tendre à « homogénéiser » nos propositions pratiques d'intervention. Les exemples ont existé tel que K'ANAR dans le Sud-Ouest, ou le CLAS pour les syndicalistes libertaires... L'échec de ces tentatives ne doit pas nous arrêter dans notre élan. Il faut savoir en tirer les leçons.

3) La lutte

Les cibles sont nombreuses. Nous n'avons que l'embarras du choix. L'alternative est possible et nous voulons « changer le monde ». Dans ce but, nous devons comprendre et dénoncer le mécanisme de l'exploitation, organiser et participer à la lutte sociale et la populariser. Le travail militant est simple et n'exige pas d'efforts insurmontables. C'est une propagande de longue haleine mais qui laisse des traces dans l'histoire collective. Elle est la seule garantie d'un succès possible un jour ou l'autre.

— Aujourd'hui en France, la gauche au pouvoir et en particulier le Parti Socialiste, nous éclaire suffisamment sur son incapacité - par idéologie et par carence - à satisfaire réellement les besoins et les

aspirations légitimes de la population laborieuse. Cela démontre, que la participation au parlement et dans les structures étatiques, des « représentants » des travailleurs est une impasse. C'est un choix politique qui va à l'encontre des motivations déclarées. Ce sont les travailleurs qui paient le frais de cette erreur.

— Nous devons utiliser les contradictions de cette situation pour avancer nos propositions et agir le plus rapidement possible sur le terrain des conflits de classe, qui ne peuvent manquer de se déclarer, d'une part devant le blocage des salaires et la réduction du pouvoir d'achat, et d'autre part élargir l'espace politique et culturel que le PS est sensé développer. Et préserver notre autonomie pour éviter les amalgames faciles du style « les anarchistes font le jeu de la droite ! ».

— La révolution - qui a encore un sens pour nous - nécessite cet effort et ne pourra éclater qu'à la suite d'un cheminement progressif dans une perspective insurrectionnelle.

Jean-Charles CANONNE
membre du CPCA
Paris octobre 1982

NOTES

(a) Nous ne ferons pas référence dans ce texte à une bibliographie de l'anarchisme que l'on est sensé connaître ou disposé à consulter.

(1) Lire le travail effectué en Italie sur la technobureaucratie, paru en français « Onze études sur la Technobureaucratie Ed. Noir, ainsi que D. Perraudeau « restructuration capitaliste et technobureaucratie en France Ed. Noir et Rouge.

(2) Nous rencontrons à ce niveau l'illusion du nombre comme élément révolutionnaire pour l'organisation anarchiste.

(3) La crédibilité de la FA est un facteur de rassemblement, d'union contre les non-conformistes de l'anarchisme ou tout bêtement contre « ceux qui ne sont pas d'accord avec l'organisation ». En fait la défense d'une certaine orthodoxie. C'est aussi la manière de dire, face aux agressions bourgeoises, « nous sommes des gens responsables ».

abonnement souscription

NOM PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Abonnement pour 5 numéros (1 an) : 50 F
Abonnement pour 10 numéros (2 ans) : 90 F
Abonnement de soutien pour 10 numéros : 130 F et plus
Diffusion militante : abonnement pour 5 exemplaires pendant 5 numéros : 200 F

Chèques à libeller à l'ordre de : IRL CCP 4 150 95 N LYON
et à adresser à : IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON

ETRE ANARCHISTE DANS LES ANNEES 80

La rédaction parisienne organise un débat sur le thème : « être anarchiste dans les années 80 », le samedi 8 janvier à 14 heures 30 au Centre Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Refus de l'autorité

Est normal celui qui produit les maillons de la chaîne... L'anormal ouvre des cadenas.

Alain Dubrieu

L'Anarchie est morte, on l'a souvent affirmé. Cependant, elle vit encore... De tout temps, les anarchistes se sont dressés contre les pouvoirs quels qu'ils soient. L'anarchisme, toujours en lutte, occupe le terrain car il est la volonté d'un changement radical de la vie.

Est-ce qu'une perpétuelle remise en question de tous les systèmes politiques constitue une doctrine idéale pour un criminel ? Tous ceux qui refusent de jouer ce jeu de l'« électoralisme », du réformisme, de la démocratie bourgeoise parlementaire, sont généralement rangés dans la catégorie des marginaux, des écartés, des hors-classe étiquetés dangereux. Il est vrai que des désespérés politiques servent de boucs-émissaires vis-à-vis de la société. Les contestataires politiques sont fusillés comme traîtres anti-patriotes destructeurs de régime, alors que l'esprit critique est un esprit d'innovation. L'anarchie est synonyme de banditisme, de marginalité, alors que l'histoire de l'humanité est un processus croissant de la liberté. Les anarchistes veulent faire disparaître la frontière entre les classes sociales, parce qu'ils veulent vivre dans une société sans hiérarchie sociale et sans volonté de profit personnel. La contestation la plus radicale ne signifie pas qu'il faut faire sauter à la dynamite la Bourse et le Panthéon. Derrière le système étatique, il y a un anti-système. Les anarchistes sont des organisateurs, des bâtisseurs. La prise de conscience de l'autonomie du peuple et l'élimination du système hiérarchisé annonceront la fin du despotisme et de l'oppression. Le changement ne peut venir que de la base après la mise en cause du monopole de l'Etat. L'anarchie est un changement total et absolu. C'est une nouvelle conception des rapports sociaux.

Pouvoir et vie sociale

L'anarchisme moral, social et philosophique, veut prendre en compte tous les domaines de l'organisation de la cité. Il devient nécessaire que chaque communauté humaine assume plus largement les pouvoirs, les initiatives, l'autonomie. Le but poursuivi par les anarchistes est l'organisation de l'économie par les groupements de travailleurs eux-mêmes en partant de la base. L'anarchie n'est pas un parti politique mais une tendance philosophique et sociale. Un pou-

voir anarchiste ne peut pas exister par définition. L'anarchie c'est une manière d'être, de concevoir la vie. Un système cohérent de réseaux locaux d'entreprises et de collectivités, changerait notre façon de vivre et de penser. Il faut remplacer la structure de subordination hiérarchique par une structure cellulaire décentralisée de coopération.



Par ce terme, gestion directe, nous voulons désigner le passage d'un système capitaliste du plus avoir à un système socialiste libertaire du mieux être, avec une autonomie à chaque niveau. L'anarchie est un esprit, un monde. La société civile ne cadre pas avec la boîte préformée de la société politique. Le mythe

de l'Etat protecteur des individus et des familles sera battu en brèche. La politique au sens réel du terme, au sens le plus large possible, c'est la coopération de tous les individus concernés et la répartition de la solidarité à tous les niveaux. La politique politicienne est un moyen de faire carrière comme un autre. Dans ce monde de menaces et d'affrontements, le pouvoir de décision appartient à ceux qui ont la possibilité d'accumuler le capital. Nous dirons que la vision du monde des possédants relève de la logique de l'argent. Or, cette logique de l'argent n'est pas une logique de l'homme, ni même une logique du milieu naturel. La misère des uns s'explique par l'opulence des autres. La confusion entre les besoins de luxe et les besoins vitaux est savamment entretenue. Les anarchistes sont-ils des utopistes, des rêveurs, des prophètes dangereusement en avance sur leur époque ? Lu sur un mur : l'anarchie, ce n'est pas le désordre mais l'ordre naturel. L'autonomie du vivant réclame celles des individus comme semblablement l'auto-organisation de la nature réclame celle de la cité. Tous les milieux politiques de l'opposition ou du pouvoir, identifient l'idéal de vie à la possession ; c'est-à-dire à la propriété de la machine, à la propriété de l'immeuble. Le gouvernement et les politiciens de tous bords, secrètent la volonté de puissance et de domination. Mais ce n'est pas la société de consommation fondée sur le système tentation-répression qui donne la joie de vivre. Cette société ségrégationniste rejette les vieillards, les malades, les fous. Bousculand l'idéologie établie, les anarchistes sont les vrais combattants de la liberté.

Liaison Saint-Etienne
Union des Anarchistes
(25 octobre 1982)

Violence d'amour

Les longues rues incon- nues où tout était possible ont perdu leurs barricades. Pourquoi cet espoir né dans l'enfance n'aboutit jamais ? D'où viennent les enfants ? Et cette foule bousillée à vie toute prête à sauver la patrie et la société ? La sclérose du cœur commence avec la scolarité de l'enfant de la maternelle à l'université. Etre un « marginal » se paye cher dans une société capitaliste libérale de consommation. A la lettre, A, est obstinément noire (*). Amour, Anarchie..., ces mots marchent contre le même schéma rabâché. Argent, famille, travail, compétition, propriété, autorité, violence. Coupez les liens !

Existez par vous mêmes ! Cessez d'être de bons sujets français et chrétiens, Exprimez votre vérité ! C'est la haine de l'ordre établi qui importe la rage désespérée des exclus de l'imaginaire. Nous sommes impliqués parce que nous allons mourir. Toutes les désobéissances sont permises. L'anarchie c'est l'autre face - mon désespoir, mon amour déchirés et armés - non pas dans la fuite, mais dans le combat. Il nous manque une fenêtre où dégueuler ce monde immonde, infini et fini de la loi et de la foi. Une fenêtre ouverte sur la mer. Et alors, nous inventerions l'amour de l'amour.

Claude Cléméron

(*) « toute vraie liberté est noire » (Artaud).

Dans les pages suivantes, vous trouverez cinq interviews que j'ai fait à Milan à l'occasion de la Conférence d'études sur E. Malatesta (voir IRLn*47).

Les raisons pour lesquelles j'ai interviewé ses camarades milanais, sont diverses. Je me limiterai à en indiquer ici l'essentiel.

Je dois dire que j'ai toujours apprécié le sérieux, la capacité et la volonté qu'ils ont démontrés, non seulement dans le travail militant traditionnel, mais aussi par la façon dont ils posent les problèmes pratiques et théoriques du et dans le mouvement anarchiste; en effet en ne se limitant pas à apprendre par coeur les principes sacrés, ils se sont interrogés et ils s'interrogent toujours sur le comment et le pourquoi, et sur la «possibilité» d'une société anarchiste; sur le rôle que doivent avoir les anarchistes/libertaires eux-même dans la société actuelle et future.

Certes ils n'ont pas trouvé une formule magique que nous puissions recopier. Mais, en lisant les réponses qu'ils m'ont données, vous pourrez d'une part apprendre comment s'est développé l'anarchisme à Milan (mais aussi en partie en Italie) durant ses 20 dernières années; et d'autre part entrevoir à travers l'exposé de leurs expériences, leurs idées, les développements possibles de l'anarchisme en Italie, mais aussi dans d'autres pays. Enfin une contribution de plus à ce dossier sur l'anarchisme dans les années 80, et je n'espère pas la dernière.

Mimmo



Nota bene: 1) Je remercie Chantal pour avoir traduit les interviews.

2) les interviewés n'ont pas lu le décriptage que j'ai fait de leurs réponses.

La F.A.I. est optimiste

L'anarchisme italien a bénéficié depuis toujours, surtout à l'étranger d'une discrète image de marque désignant ce mouvement comme une importante composante politique de la société italienne. C'est pourquoi j'ai voulu interviewer un militant de la F.A.I. (Fédération Anarchiste Italienne) qui est aussi rédacteur de l'hebdomadaire de la FAI: Umanità Nova et je lui ai demandé ce qu'il pensait de cette image de marque.

Massimo Varengo: Je ne connais pas très bien l'image que les compagnons français ont du mouvement anarchiste italien, ce que je peux dire c'est que, connaissant le développement du mouvement anarchiste international, le mouvement anarchiste italien ne diffère pas dans les grandes lignes, des contenus généraux et dans ses capacités, de l'anarchisme des autres pays.

Il me semble donc que le problème de l'anarchisme aujourd'hui plus que jamais est un problème international. C'est à dire qu'il est dans les capacités de l'anarchisme de donner des réponses sur le terrain. Et cela, on le voit en Italie, Espagne, France et ailleurs.

Quelles sont les structures /organisations qui fonctionnent en Italie ?

Une structure nationale qui est la FAI. Elle rassemble une série de groupes de diverses villes importantes: Rome, Milan, Palerme, Naples, etc... Elle édite un hebdomadaire qui tire à environ 5000 exemplaires. Il existe aussi d'autres structures qui ne sont pas organisatives, qui ne se rattachent pas aux secteurs militants du mouvement, mais, qui ont une influence au niveau de l'opinion et de la culture libertaire tout entier. Quelques-unes de celles-ci sont sûrement le Centre d'Etudes G. Pinelli, la revue anarchiste «A», «Volontà», et d'autres initiatives comme «Autogestione», etc. Ces initiatives éditoriales expriment la volonté d'un nombre restreint de compagnons, mais influence le reste des militants.

Quels sont les objectifs actuels de la FAI et de Umanità Nova ?

Les objectifs de la FAI, après une période de stagnation et de reflux (mot à la mode aujourd'hui en Italie) dû à une lourde défaite subie par le mouvement d'émancipation durant ces années, sont d'essayer de surmonter cette sorte de phase en revitalisant l'activité de ses propres groupes. C'est surtout cela qui est le plus important, une activité col-

lective d'étude, confrontation, et agitation. U.N. veut être le reflet de ces initiatives. De fait, elle a pour la première fois une organisation rédactionnelle de type commissionnelle. C'est à dire que ce sont les différentes commissions, nommées par le dernier congrès de la FAI, qui font le journal selon leurs arguments d'intervention et d'étude, en laissant à la rédaction le soin de coordonner et de stimuler ce type de recherche, donc, disons, avec un pluralisme d'opinions et de confrontations certainement plus vaste que celui qui existait dans le passé. Nous n'entendons pas par là que dans le passé il manquait ce type de pluralisme, mais seulement qu'aujourd'hui il est stimulé. C'est l'élément majeur sur lequel la FAI pourra se reconstruire et se revitaliser de façon plus substantielle.

Quels seront les objectifs, les luttes plus spécifiques dans lesquels vous intervenerez ?

Certainement la lutte antimilitariste. Il y a déjà eu cette année une manifestation nationale qui a réuni quelques milliers de compagnons à Livorno. Cette ville est un des sièges de l'école militaire navale italienne, mais aussi une très importante base et port de l'OTAN. En outre, il s'y trouve des casernes de parachutistes qui ont toujours été des éléments vifs du conservatisme et de la réaction en Italie. Cette manifestation a représenté le sommet des initiatives que la Fédération avait assumé sur le terrain de la lutte contre les armées, le militarisme, et les dangers de guerre menaçants. Outre l'antimilitarisme, il y a déjà une reprise d'initiatives sur le terrain de l'antinucléaire et de l'écologie. Il y a eu un camping national antinucléaire dans les Pouillee (Italie du Sud) soutenu par les groupes de la FAI, un congrès à Alexandrie (Piémont) stimulé celui là par un groupe FAI. Puis, il y a la lutte contre la base à Comiso qui a le soutien des compagnons de la fédération. Voilà quelles sont substantiellement les initiatives que nous appuyons.

De plus il y a les traditionnelles interventions dans le domaine social, traditionnelles parce que quotidiennes donc dénuées d'éléments de pointe: usines et quartiers, la lutte pour l'échelle mobile par exemple ou contre les loyers élevés.

Quels sont les rapports de la FAI avec les autres organisations nationales ? Et avec les organisations ou groupes internationaux ?

Au niveau national organisé, après la dissolution du G.A.F. (groupes anarchistes fédérés) il y a quelques années, se sont créés les G.I.A. (groupes d'initia-

tive anarchiste), qui sont une association de groupes nés après une cassure au sein de la F.A.I. en 1965. Cette association rassemble en majorité des groupes et/ou d'anciens compagnons avec lesquels nous sommes en train de renouer des rapports («Expression du GIA» et le mensuel «L'International» édité à Ancona. ndlr). La démonstration en a été la célébration de la manifestation commémorative du cinquantenaire de la mort de Errico Malatesta qui s'est tenue à Ancona en juillet de cette année. En effet le comité organisateur a vu la participation aussi bien des compagnons de la FAI que ceux des GIA. Nous voulons aussi ranimer le débat avec ces compagnons pour parvenir à une grande emprise sur le quotidien du mouvement anarchiste qui doit dépasser ses vieux préjugés et sectarismes. En ce qui concerne les rapports avec les initiatives éditoriales locales, la FAI, dans les limites de ses possibilités et de ses forces qui ne sont, pour le moins aujourd'hui, pas exceptionnelles, consistent en une collaboration, attention et soutien, pour ce qui est du plan national. Par contre, en ce qui concerne le plan international, la FAI, adhère à l'IFA (Internationale des Fédérations Anarchistes— à laquelle sont aussi adhérentes les fédérations suivantes: FAF (France), FAI (ibérique), l'UCAB (Union Communiste Anarchiste Bulgare -en exil-ndlr) et une série de groupes dispersés dans l'Europe et Amérique.

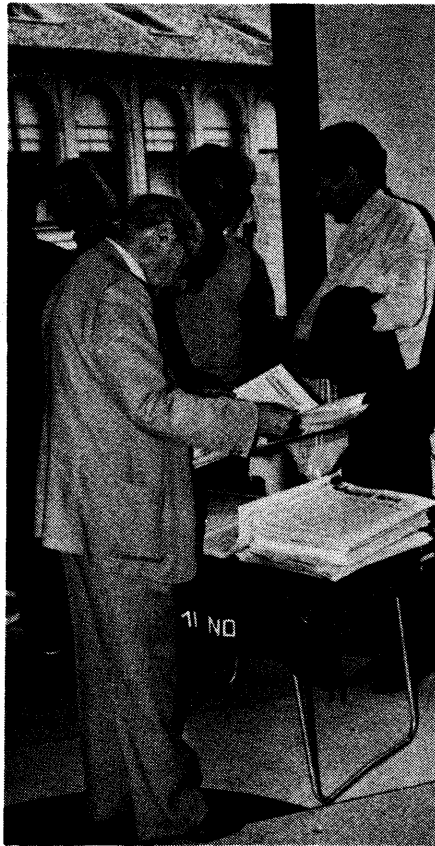
Au sein de cette internationale, il existe évidemment des contacts périodiques. Il existe un Congrès destiné à faire le point sur le développement du travail théorique et pratique des différentes organisations.

La dernière initiative de l'IFA a été une rencontre de travail sur le thème de la Pologne, pour essayer de stimuler au maximum les initiatives locales de soutien à la lutte du peuple polonais contre la bureaucratie.

Il y a quelques années, il semblait que les anarchistes s'intéressaient de nouveau à l'anarcho-syndicalisme. Quelle est aujourd'hui la situation des initiatives de reconstruction de l'USI (Union syndicale italienne), du Comité d'action directe, etc...?

Ces initiatives continuent et se développent. Disons que nous sommes passés d'une phase de désert proprement dit, à une phase d'organisation. L'USI a été réactivée et a des structures agissantes, les comités d'A.D. fonctionnent dans quelques localités, surtout dans les grandes villes: Milan, Florence, Naples, etc.. Il existe en outre, des publications de soutien à ces initiatives: le périodique «Luttes de classes» organe de l'USI, la revue anarcho-syndicaliste «Autogestion» et de le bulletin des Comités d'AD.

Ce que l'on veut dire, c'est que nous sommes en train de payer une phase de recul du mouvement ouvrier face une violente offensive du patronat et du capitalisme. Cette offensive se mesure, précisément, par l'attaque contre



l'échelle mobile qui a été l'objectif et la bannière du mouvement ouvrier italien.

Voilà succinctement les difficultés que nous devons affronter. Mais justement

grâce à ces difficultés et grâce un peu à l'inertie et aux trahisons commises par les directions syndicales, il est possible que ce travail sur l'anarcho-syndicalisme porte ses fruits en un temps encore plus rapide que tout ce que nous pouvons espérer. (une réunion des diverses tendances anarcho-syndicalistes s'est déroulée fin octobre à Sperrano Albanese.. ndlr).

Pour finir, je te demanderai d'exprimer ton opinion sur l'anarchisme dans les années à venir.

Je pense que l'anarchisme a beaucoup à dire et beaucoup à miser, et, cela n'est pas simplement une affirmation optimiste. Je pense que l'anarchisme pourra intervenir, et s'exprimer beaucoup, s'il sait opérer un processus de révérification de principes véritables, en les adaptant à ce que sont les exigences d'une société moderne et complexe comme la notre actuellement. Donc, certains mythes comme l'insurrectionnalisme du début du siècle seront remis en question. Si l'anarchisme réussit à opérer une reformulation de sa propre pratique en s'affirmant comme point de référence pour tout un vaste groupe de militants de gauche, et d'ouvriers, qui sont en train de remettre en cause leur appartenance au marxisme et aux organisations, alors je crois que l'anarchisme pourra jouer un rôle qu'il n'a jamais pu jouer dans les années passées.

Pessimiste, mais...

J'ai demandé à Amedeo Bertolo, militant anarchiste à Milan depuis plusieurs années, ce qui s'est passé dans sa ville au sein du mouvement anarchiste des années 60 à aujourd'hui.

Amedeo Bertolo : Je peux commencer à parler par expérience directe à partir de 1961 qui est l'année au cours de laquelle je me suis rapproché du mouvement anarchiste. Dans la même année, j'ai commencé presque immédiatement à militer en constituant avec deux ou trois jeunes comme moi le groupe Jeunesse Libertaire. Alors, le mouvement milanais était constitué par une quarantaine d'anciens compagnons et était depuis plusieurs années quasiment inactif, après le « boom » de l'après-guerre, suivi par la soi-disant « libération » qui avait vu pendant quelques années le mouvement anarchiste prendre de l'ampleur, non seulement à Milan, mais dans toute l'Italie.

Après la chute verticale de la fin des années 40, il y a eu une longue phase de no man's land, nous étions parmi les premiers

jeunes à réapparaître dans le mouvement, justement après une quinzaine d'années.

L'épisode qui a marqué un certain regain d'intérêt pour l'anarchisme à Milan, et un certain afflux limité de jeunes, a été le rapt du consul d'Espagne à Milan, commis par quelques jeunes anarchistes dont je faisais partie aussi. Ceci créa une considérable résonance, même dans les mass-media, qui se prolongea pendant quelques mois. Et ce, grâce au procès qui devint, d'un procès contre les ravisseurs, un procès contre Franco et le franquisme et quasiment une apologie de l'action anarchiste anti-franquiste. De toute façon, malgré cet afflux de nouveaux jeunes (une dizaine) la situation à Milan est restée substantiellement bloquée jusqu'en 1966. En 1966 nous avons à peine ouvert un nouveau local, le premier siège anarchiste à Milan depuis pas mal d'années. Dans cette même année il y a eu le phénomène hollandais des « provos », qui était plus ou moins concomitant avec le phénomène américain de la nouvelle gauche, et le mouvement beat qui avait des répercussions même en Italie.

Fin 1966, il y eu une considérable renaissance du mouvement des jeunes, parmi lesquels les anarchistes ont eu une certaine présence. Néanmoins, c'est seulement à partir de 1968 et plus exactement à partir de 1969 que le mouvement anarchiste à Milan a ef-

fectué un saut quantitatif. En 68 il y a eu, comme tu t'en souviens, un fameux mai parisien. Il a eu sa réplique en Italie dans une version, cependant, à dominance marxiste-léniniste. Malgré ceci, un certain regain d'intérêt pour l'anarchisme, suite au succès du 22 mars parisien, s'est manifesté même ici.

En même temps, dans notre local nous avons entrepris une série de contacts avec des groupes ouvriers de base qui étaient en train de se constituer en organisations extra-syndicales de lutte dans diverses réalités milanaises. Un de leurs lieux de réunion était précisément le Cercle anarchiste « Il Ponte della Ghisolfa » qui était aussi notre local. En effet, parallèlement à un intérêt renaissant pour l'anarchisme auprès de certaines couches d'étudiants, il y avait aussi un regain d'intérêt pour l'action directe de base parmi quelques minorités, peu importantes, mais significatives et actives en cette époque dans les usines, qui avaient des liens avec nous. Ces minorités nées spontanément, non par hasard, ont trouvé un de leur sièges justement dans un cercle anarchiste.

L'année 1969 a marqué un temps d'arrêt de ce processus de développement avec une série d'attentats attribuée aux anarchistes et l'arrestation de quelques uns, des perquisitions renouvelées dans notre local et avec une sorte de campagne terroriste de la presse à l'encontre des anarchistes. Cette campagne, comme on le sait, a culminé dans la « Strage di Stato » de décembre 1969, laquelle cependant a curieusement marqué la fin de ce blocage et un déclin temporaire pour les anarchistes. Finalement cette campagne de presse s'est retournée contre ses propres organisateurs quels qu'ils fussent : magistrature, police, armée, politiciens...

La manœuvre échouée, on a su à partir de Milan, et ensuite par l'intermédiaire d'une campagne qui s'est développée dans toute l'Italie et à l'étranger (campagne qui a eu des répercussions de solidarité importantes) faire se retourner contre l'Etat son propre massacre et sa propagande anti-anarchiste. Cela a permis un nouveau bond en avant du mouvement anarchiste. Si, toujours en 68, les anarchistes à Milan étaient une cinquantaine, peut-être cent dans la rue lors des grandes occasions, à partir des premiers mois de 69 ils sont 500, 1000, 2000. Les anarchistes ? Disons les jeunes, ou plus précisément les étudiants cette fois, qui suivaient des drapeaux anarchistes. Même dans les manifestations unitaires auxquelles était présent tout le microcosme extra-parlementaire au sein duquel il y avait une dizaine de possibilités de choix, pour tout les goûts, un millier ou deux choisissaient de suivre les anarchistes, signe d'un accroissement quantitatif, mais pas encore qualitatif.

En 1969, sont aussi apparus les premiers nouveaux groupes anarchistes qui se sont adjoints à l'action du seul groupe actif jusqu'alors, c'est-à-dire le groupe « Bandiera Nera » (drapeau noir) qui faisait partie du Cercle Ponte della Ghisolfa. Toujours en cette année, et cela mérite d'être rappelé dans le contexte de notre réalité milanaise, est né à l'école politechnique de Milan, à la faculté d'architecture, un groupe d'étudiants anarchistes qui en deux ans, aurait donné lieu à celle qui aujourd'hui porte le nom de Federazione Anarchica Milanese (adhérent à la FAI « fédération anarchiste italienne »).

Notre groupe, le Cercle Ponte della Ghisolfa et cet autre groupe ont constitué les principaux pôles de concentration, d'organisation et de promotion d'actions de différents types à Milan. Actuellement ils occupent tous le même local au 255 Viale Monza où d'autres initiatives à caractère culturel ont aussi leur siège : le « Centre d'Etudes Libertaires » G. Pinelli, les Editions « Antistato », la

revue trimestrielle « Volontà ». Trois initiatives culturelles, toutes nées plus ou moins dans le milieu des militants du Cercle Ponte della Ghisolfa.

En revenant à l'année 1970 et en survolant ces dix années d'activité, je dois dire qu'à part l'intense activité développée dans les années 70, ayant pour thème principal la « Strage di Stato », et la campagne pour la libération de Valpreda (injustement impliqué comme bouc émissaire pour la dénonciation de l'assassinat de Giuseppe Pinelli qui était un camarade cheminot du Cercle Ponte della Ghisolfa), il y a eu d'autres nombreuses initiatives d'actions sociales de base dans les usines, quartiers, écoles,...

Je me souviens par exemple, dans la seconde moitié des années 70, de la campagne menée pendant quelques mois, avec un certain succès public, sur le thème de la gratuité des transports urbains, avec des actions spectaculaires, comme le blocage des métros, la destruction des machines distributrices de billets, les blocages des routes, trolleybus autobus. Je me souviens encore parmi les initiatives qui ont eu leur siège à Milan, du Comité Espagne Libertaire qui a organisé pendant quelques années, de 1974 jusqu'en 1977, c'est-à-dire jusqu'à la renaissance du mouvement libertaire dans l'Espagne post-franquiste, une campagne intense de solidarité, produisant des milliers d'affiches, un film « Espagne '36 : un peuple en armes », des conférences, débats, récoltes de fonds considérables en faveur de l'Espagne libertaire. Un autre exemple, tout à fait en passant, la Crocenera anarchica qui a été la structure organisationnelle, qui coordonnait les activités anti-répressives au début des années 70. Elle fut ensuite dissoute, quand on considérait que sa mission était dépassée car le mouvement avait atteint une capacité auto-organisative sur ce thème, elle ne nécessitait plus de structures spécifiques, et aussi parce qu'il semblait nécessaire de mettre un frein à ces activités anti-répressives qui semblaient être devenues les activités monomaniaques du mouvement.

Les anarchistes italiens ont en outre participé au mouvement d'occupation des maisons. Et, encore aujourd'hui, une des dernières maisons qui reste occupée à Milan est occupée par des anarchistes. Etc..., etc...

Tu as été aussi un des fondateurs de A rivista anarchica ?

Oui.

Aujourd'hui ayant abandonné la rédaction de ce mensuel, tu t'occupes des Edizioni Antistato ?...

Oui. En 74 j'ai abandonné la rédaction de « A » pour me consacrer à la gestion des éditions « Antistato », avec Rossella Di Leo, et à la rédaction italienne de la revue internationale « Interrogations », revue commencée en 74 et terminée en 79 (Luis Mercier Vega disparu depuis quelques années, en fut un des promoteurs. Ndlr). De plus, nous nous occupons du Comité Espagne Libertaire.

Les éditions « Antistato » étaient une petite maison d'édition anarchiste gérée jusqu'alors par d'anciens camarades de Romagne (Italie du nord). Elle avait publié des livres pendant environ 20 ans, une quinzaine de titres en tout. Ces camarades, étant, vu leur âge, fatigués physiologiquement, ils n'entendaient pas continuer à gérer l'« Antistato », et ils nous le transmirent à Milan.

Nous entreprîmes alors la publication de livres, en essayant d'organiser notre activité éditoriale d'une façon à notre avis, profitable. Plutôt que d'adopter le style précédent, contemporain pour une grande part de l'édition anarchiste, c'est-à-dire un style de publication occasionnelle, livre par livre, nous avons programmé au départ quatre collections; une collection sur l'histoire du mouvement

contemporain pour une grande part de l'édition anarchiste, c'est-à-dire un style de publication occasionnelle, livre par livre, nous avons programmé au départ quatre collections; une collection sur l'histoire du mouvement anarchiste et libertaire, une sur la pensée anarchiste classique, une sur la pensée anarchiste contemporaine, et une appelée « Segno Libertario », qui devait recueillir des contributions justement de signe libertaire, dans la culture contemporaine, dans les divers secteurs de la pédagogie, sociologie, psychologie etc...

Deux autres collections se sont successivement ajoutées; il s'agit de la collection « Idee per Immagini », collection de livres illustrés, c'est-à-dire de livres qui cherchent à communiquer non seulement avec des mots écrits mais aussi avec des images imprimées, et de la collection « Interrogations », qui se rattachant au titre de la revue internationale de même nom, voulait publier les actes des congrès d'études organisés par le Centre d'Etudes Libertaires (les comptes rendus des congrès sur Bakounine et sur les nouveaux patrons ont déjà été publiés. Ndlr).

L'activité éditoriale était prévue selon un développement progressif qui a été suivi pendant quelques années puis a été abandonné par force. Selon les prévisions, nous aurions dû arriver, graduellement, à publier de 6 à 8 titres à l'année, peut-être même 10. Avec l'ambition de faire de notre maison d'éditions, minuscule, militante et bénévole, une petite maison d'éditions artisanale. Au niveau artisanal, je crois que nous y sommes parvenus, et par une certaine rigueur dans l'organisation et la distribution. Par contre, nous n'avons pas réussi à atteindre notre taux professionnel de publications, car après être parvenus jusqu'à un maximum de 6 titres en une seule année, nous avons dû, plutôt que de progresser vers l'objectif prévu, rétrograder rapidement, et nous sommes descendus à 2 ou 3 titres à l'année.

En effet, depuis quelques années, il y a en Italie une très forte crise de l'édition en générale, et en particulier des essais politico-sociaux, et pour ce qui nous concerne de la collection « Segno Libero » (d'essais anarchistes). Ainsi, alors qu'il y a quelques années, nos titres, tirés à environ 3000 exemplaires se vendaient à moitié pendant la première année d'impression et arrivaient à épuiser une ou deux années plus tard, au cours des deux ou trois dernières années la vente a baissé sévèrement. Ceci a engendré des difficultés financières considérables, qui nous ont contraints à freiner le rythme de publication. En cette année 1982, nous avons publié deux titres, peut-être réussissons-nous à en publier un troisième d'ici la fin d'année.

Peux-tu nous dire brièvement quelque chose sur les autres maisons d'éditions anarchistes ?

Il y a la maison d'édition « Anarchismo » qui siège à Catania (Sicile) et qui effectue une quantité considérable de publications. Aujourd'hui, elle est quantitativement la plus importante en Italie. Ensuite, il y a quelques petits ou très petits groupes éditoriaux (petits par rapport à la quantité de livres édités, en effet, quelquefois, il se créent seulement pour publier un livre). Aucun de ceux-ci n'a un rythme supérieur à un livre à l'année, à l'exception d'une autre maison d'édition qui, depuis 30 ans, publie surtout des brochures : « La Fiaccola » de Ragusa (aussi en Sicile).

Quelle est alors la place que détient la culture anarchiste en Italie ?

Presque nulle. Bien que depuis plusieurs années, nous cherchions à opérer dans ce secteur, à travers le Centre d'Etudes Libertaires, les « Edizioni Antistato », « A », re-

vue anarchiste mensuelle, et « Volontà » ayant chacun sa propre spécificité et diversité, les résultats sont extrêmement décevants. Si, jusqu'à il y a quelques années, notre présence était absolument inexistante dans la culture italienne contemporaine, amplement dominée d'un côté par la culture marxiste, et de l'autre par la culture catholique, aujourd'hui notre présence est à peine un tout petit peu plus perceptible.

Je crois que les meilleurs résultats de notre travail sont perceptibles au sein même du mouvement anarchiste, dont le niveau qualitatif a sensiblement augmenté en ces dernières années.

Il y a quelques années, il y avait eu un bref printemps de l'anarchisme culturel, succédant à un certain détachement par rapport à la culture marxiste. Après les illusions post-soixante-huitardes, il semblait qu'une mouvance culturelle libertaire se fit jour entre deux formations traditionnelles, la marxiste et la catholique. Mais, elle disparut assez rapidement avec l'exode des sujets de cette mouvance potentiellement libertaire, vers celle du Parti Socialiste Italien (PSI) ou le mouvement libéral-démocrate, ou encore, vers l'un et l'autre ensemble, vu qu'en Italie il y a maintenant une superposition de ces deux mouvements.

Quelle peut-être la présence du mouvement anarchiste dans les mouvements sociaux existants ou pouvant exister dans un futur proche ?

Je ne saurais pas vraiment te le dire. Je peux seulement exprimer l'espoir que cela soit possible et le septicisme que cela puisse se produire, c'est-à-dire, exprimer les deux pôles de ma personnalité, optimiste, et pessimiste. Pessimiste, car je ne vois pas à court terme, comment le mouvement anarchiste pourrait avoir une richesse humaine telle qu'il puisse parvenir à influencer, en y participant activement, les mouvements sociaux d'ample portée, bien que le niveau du mouvement anarchiste se soit qualitativement considérablement amélioré depuis les temps d'improvisation culturelle et politique du début et de la deuxième moitié des années 70.

Malheureusement alors qu'il y avait eu un saut qualitatif, il y a eu aussi un brusque reflux quantitatif. Le mouvement s'est beaucoup réduit pendant ces dernières années, pas autant, cependant, que d'autres mouvements de l'ex-gauche extraparlamentaire qui ont vu un effondrement vertical impressionnant.

Nous, nous n'avons pas eu jusqu'alors un véritable effondrement, mais une très rapide descente en toboggan. Nous espérons que nous avons atteint la fin de la descente.

Quel serait selon toi, le moyen le plus propre à aider le mouvement à remonter la pente ?

Il s'agit de redécouvrir et de réévaluer la dimension globale et existentielle de l'anarchisme qui a été submergée ces dernières années par la dimension politique. Cette dernière a en effet pris une importance excessive et hégémonique dans l'anarchisme.

La faillite du mouvement politique, en ces dernières années a conduit aussi à la faillite de l'anarchisme politique. Aussi, car dans l'anarchisme politique, ne s'offrent ni échappatoire de la prise de pouvoir, de type léniniste, ni l'échappatoire du réformisme social-démocrate.

On peut selon moi, au contraire, entrevoir une réponse dans la redécouverte de la valeur globale de l'anarchisme comme philosophie de vie existentielle qui comprend aussi l'anarchisme comme doctrine et action politique. Aussi, mais pas seulement, et pas nécessairement en premier plan. Cela dépend des périodes, des lieux, des moments et des indi-



vidus. Redécouvrir cette dimension, à mon avis, peut aussi signifier redonner force à une présence des anarchistes dans les mouvements sociaux de base : écologistes, urbains, féministes, culturels, pédagogiques, etc...

En somme une présence compétente qui trouve sa pleine et riche contribution dans un anarchisme compris comme vision du monde global. Vision qui a toujours existé dans l'anarchisme mais qui a été écrasée par la di-

mension politique comme cela s'est produit chez nous au cours de la dernière décennie. Nous-mêmes, pendant des années, avons été exclusivement des militants politiques au sens strict, et seulement en manière **strumentale**, des militants sociaux.

Finalement il faut redécouvrir une militance sociale qui puisse avoir aussi des aspects politiques, mais plus jamais, j'espère dominants comme par le passé.

Un travail nécessaire

Je suis particulièrement intéressé par les activités du «Centro di Studi Libertari Giuseppe Pinelli» de Milan organisateur de débats, conférences, séminaires (un certain nombre de contributions présentées lors de ces rencontres sont disponibles en français: Les Nouveaux Patrons, Editions Noir, Interrogations sur l'autogestion, Atelier de Création Libertaire Lyon, l'Imaginaire Subversif, A.C.L.Noir).

Tout naturellement donc j'ai demandé à Rosella Di Leo, coordinatrice du travail du centre de nous en parler.

Comment est née l'idée de créer un Centre d'Etudes Libertaires, ici, à Milan, et quels en ont été les promoteurs ?

L'idée d'un Centre d'Etudes qui puisse promouvoir la recherche théorique à travers l'organisation de congrès et séminaires d'études, ainsi que la récolte et la conservation de matériaux, par l'institution d'une bibliothèque/hémérothèque /archives - est née au sein d'un projet culturel libertaire qu'avaient entrepris les Groupes Anarchistes Fédérés en Italie dans les années 70. Un projet qui s'est dé-

veloppé ensuite de façon autonome par rapport à la fédération qui s'est volontairement dissoute en 78. Un projet culturel qui voulait d'une part récupérer et conserver la mémoire historique du mouvement anarchiste italien, en la soustrayant à l'oubli auquel la vouait la culture officielle catholique-marxiste et, d'autre part, concourir à surmonter l'impasse théorique dans laquelle se débattait l'anarchisme post-fasciste, en réactualisant la pensée à la lumière des conditions sociales transformées. Un projet certainement ambitieux, mais qui ne peut pas être reporté dont faisaient (et font) partie d'autres initiatives associées entre elles : A *Rivista Anarchica*, les *Edizioni Antistato* (après 1975), la rédaction italienne de la revue internationale *Interrogations* (de 1974 à 1979) et la revue *Volontà* (après 1980).

C'est en 1976 que voit le jour l'idée de constituer un Centre d'études pour « contribuer à la création d'un secteur culturel proprement libertaire, qui sache s'opposer avec courage et lucidité critique au conformisme des vieilles et nouvelles écoles », comme il est exposé dans l'acte constitutif du centre, intitulé Giuseppe Pinelli. Le congrès international d'études « bakouniniennes », qui s'est tenu à Venise en septembre 1976, peut être considéré comme la première initiative du centre, bien que la naissance officielle du centre soit de peu postérieure au congrès.

L'objectif prôné par le centre de créer un secteur libertaire en opposition aux académies officielles, est-il devenu, après six ans d'activité, une réalité, ou reste-t-il malheureusement une espérance ?

J'ai déjà dit avant que l'objectif que nous proposons était ambitieux. Le processus de réactualisation de l'anarchisme est un travail long et complexe, nos forces sont limitées, et il est par conséquent évident qu'après six ans d'activité, nous sommes encore loin d'avoir complètement réalisé nos aspirations, et nous nous y attendions. Cependant, le travail fait a déjà apporté ses fruits. Grâce au congrès organisé par le centre (après le congrès bakouninien de 76, il y a eu le congrès international d'études sur les nouveaux patrons en 78, le congrès international d'études sur l'autogestion en 79, le congrès international d'études sur l'utopie en 81, et le récent congrès d'études sur Errico Malatesta en septembre 82), et aux nombreux séminaires et journées d'études, nous avons réussi à intéresser et à impliquer dans notre activité, un nombre considérable d'hommes d'étude qui gravitent autour de la mouvance libertaire, sans pour autant éprouver le sentiment d'appartenir à une communauté de pensée bien définie, étrangère à la culture officielle. Il s'agit de quelques dizaines de personnes, non de centaines, toutefois, c'est un embryon de réseau culturel libertaire. Notre effort a, de plus, de façon programmée, eu un retentissement international (on pense à *Interrogations*). Ainsi, ce réseau, oh



combien, encore à larges mailles, couvre une vaste surface géographique, qui a ses points forts en Europe Latine et en Amérique du Nord.

Dans votre programme vous affirmez que l'anarchisme, avec sa défense passionnée de la libre créativité individuelle et collective, peut et doit être un point de référence pour les écrivains, auteurs, chanteurs, peintres qui refusent le rôle de bouffons du système, mais qui ne veulent pas non plus être au service des anciens et nouveaux zdanovismes... Qu'avez-vous fait dans ce champ spécifique qui n'est pas le militantisme quotidien où la relation intellectuelle aux problèmes spécifiques de l'anarchisme, qui semblent être la quasi totale occupation du centre ?

Bien peu malheureusement, et cela justement dans ce secteur culturel « créatif » qui apparaît comme plus prometteur, d'un point de vue libertaire, que n'importe quel autre. Prometteur dans le sens qu'il n'est pas rare de trouver dans la production artistique des chanteurs, écrivains, peintres, etc..., une tension libertaire plus ou moins accentuée, plus ou moins consciente. Toutefois, malgré cette apparente disponibilité, notre engagement dans ce domaine a été très limité. Il y a eu de notre part, une évidente tendance à privilégier les aspects plus théoriques de la production culturelle. Un choix de terrain non programmé, auquel nous avons été contraints par des limites de temps et d'énergie, ainsi que par des intérêts et des capacités personnelles. Un choix qui n'exclut pas dans le futur un sérieux engagement dans ce sens. Il ne faut cependant pas sous-estimer les difficultés que nous avons rencontrées dans notre tentative de constituer un réseau libertaire dans ce secteur culturel. En particulier, la forte résistance des artistes à se laisser publiquement identifier à un mouvement politique spécifique, avec les conséquen-

ces que cela comporte pour leur image publique (évidemment s'il ne s'agit pas de partis-églises comme le PCI ou la DC...).

Quelles ont donc été les activités du centre que vous avez davantage développées et développerez, en considérant les quatre points de votre programme ?

Disons qu'en gros, nous avons développé toutes les activités qui nous ont été proposées. En ce qui concerne les archives du centre, (point A), nous avons à ce jour regroupé un millier de livres et d'opuscules anarchistes, ou sur l'anarchisme, et une centaine de journaux anarchistes en originaux ou en microfilms. L'objectif est, pour la bibliothèque de recueillir tout ce qui a été imprimé en italien sur l'anarchisme et tous les ouvrages principaux en anglais, français, espagnol et portugais dont il n'existe pas de traduction italienne; pour l'hémérothèque, il s'agit de recueillir tous les périodiques et les numéros uniques publiés en langue italienne dans le monde. Si l'objectif n'a pas encore été atteint, nous pouvons cependant dire que nous sommes sur la bonne voie, grâce, surtout à quelques importantes donations de compagnons italo-américains. Et ce n'est pas sans une pointe d'orgueil que nous pouvons affirmer que, en ce qui concerne l'anarchisme, nous possédons aujourd'hui plus de matériaux que n'en a le bien plus fameux (et riche) Institut Feltrinelli.

De la même façon, nous sommes satisfaits du travail accompli (point c) dans l'organisation de rencontres d'études. En plus des congrès internationaux déjà cités, nombreuses ont été les journées d'études (sur les mass-media, sur le personnage d'Armando Borghi, sur l'actualité de la pensée kropotkinienne, etc...) et les séminaires (sur l'éthique, sur le droit, sur l'économie, etc...), organisés durant ces années. Nous nous

sommes forcés à combiner dans ce secteur, des moments plus spectaculaires comme les congrès internationaux, caractérisés par une multidisciplinarité des intervenants, à des moments de réflexion sur des arguments plus spécifiques comme les séminaires. Et nous avons réussi à stimuler positivement, non seulement ceux qui (et ils sont des milliers) ont directement participé à ces rencontres, mais aussi la plus large mouvance libertaire, grâce à la publication des actes de ces rencontres, (traduits aussi en plusieurs langues) dans la presse anarchiste ou en volumes.

Et ceci nous amène au point B de notre programme, par lequel nous nous proposons justement de stimuler et d'organiser des études et des recherches originales ; activité qui s'est dans la pratique, superposée à celle liée à l'organisation des rencontres d'études.

La publication de ces recherches, d'abord prévue (point D) dans un bulletin annuel, s'est plus profitablement résolue avec leur publication dans les deux revues liées au Centre d'Etude : A rivista anarchica, et surtout Volontà. Choix qui a permis une importante diffusion des recherches entreprises par le centre. Reste toutefois l'utilité d'un bulletin (4 sont déjà sortis) pour l'activité qui concerne la bibliothèque/hémérothèque : catalogues des matériaux disponibles, mises à jour, etc...

Avez-vous des relations avec les autres centres d'études libertaires ?

Depuis sa fondation, en 1979, nous sommes membres de la FICEDL, une fédération d'archives et de centres d'études libertaires, à laquelle adhèrent une dizaine de centres européens, avec lesquels nous entretenons des rapports privilégiés. De plus, en juin passé (82),

s'est constitué à Montréal (Canada), l'Anarchos Institute (associé avec la revue Our Generation et avec la maison d'édition Black Rose Books) avec lequel nous collaborons déjà.

Quelles perspectives avez-vous pour le futur immédiat ?

Pour 1983, le programme du centre n'a pas encore été défini du tout. Certainement une bonne part de nos efforts sera destinée à la recherche sur : **pouvoir-autorité-domination**, commencée cette année pendant le dernier séminaire du programme. Notre activité sera en outre dirigée vers la préparation (ou mieux pour l'instant vers la réflexion) d'une rencontre internationale que le centre veut organiser en 1984 (année fatidique) sur le thème : « Etat ou Anarchie », dimension de la domination ou dimension de la liberté. Comment, où, quand ? Tout cela est à décider.

Des livres pour l'utopie

Un des pôles d'agrégation et de diffusion de la pensée anarchiste et libertaire à Milan, est la librairie « Utopia ». J'ai demandé à l'un des copains qui y travaillent de nous retracer l'histoire de cette Utopie.

Maintenant ouverte depuis 5 ans, elle a été d'une très grande utilité pour le mouvement libertaire milanais, et, non seulement pour lui, mais aussi pour la gauche milanaise qui, dans la librairie, a trouvé un lieu, une adresse, par lesquels elle a reconnu le mouvement anarchiste. Ce n'est pas le seul évidemment, mais, comme de plus elle a développé toute une série d'activités telles que des expositions, des débats, etc..., elle a fait office de vitrine du mouvement anarchiste et aussi, en partie, de porte voix.

Une fois par mois, au sein de la librairie, sont déterminés les thèmes à traiter, et ces thèmes sont explorés, soit à travers des expositions graphiques et photographiques soit au cours de débats. Ces initiatives sont portées à la connaissance du public grâce à un programme mensuel envoyé sur carnet d'adresses à des amis de la librairie.

Combien de personnes travaillent à la librairie ?

Trois personnes auxquelles il faut ajouter une quatrième qui s'occupe du secteur disques qui est en plein développement.

Vous vendez beaucoup de disques ?

Nous avons dû accroître légère-

ment ce secteur car il est source de bénéfices et donc aide, en cela, l'économie de la librairie.

En fait, jusqu'à présent, je n'en ai pas parlé mais, si d'un point de vue culturel et politique la librairie a effectué un travail important ces cinq dernières années, par contre, d'un point de vue économique, elle a eu de nombreuses difficultés. Jusqu'à il y a deux ans, la librairie était en déficit continu, depuis deux ans, nous réussissons seulement à équilibrer les comptes. Il y a pourtant encore des problèmes pour assurer un salaire minimum aux trois permanents.

Comment se fait le choix des disques et des livres ?

Le choix des livres est effectué par l'examen des propositions qui nous sont faites par les maisons d'édition. Normalement, nous n'acceptons pas que les maisons d'édition ou de distribution nous fassent parvenir des livres pour lesquels nous n'avons pas eu d'abord la possibilité de prendre une décision. Nous voulons que tout ce qui parvient à la librairie nous soit d'abord présenté. Non pas dans un but de censure préventive, mais, parce que nous voulons toujours offrir à notre clientèle un produit de qualité. Les nouveautés qui doivent toujours être disponibles doivent aussi apporter une preuve de qualité. Il en va de même pour les disques.

Vous n'avez jamais eu de problèmes dans le quartier à cause de la spécificité anarchiste de votre « Utopia » ?

Non. La majeure partie de notre clientèle est constituée de gens du quartier. Celui-ci est composé par une bourgeoisie « moyenne », assez ouverte culturellement sur la gauche, d'autre part,

le quartier Garibaldi, où se trouve notre librairie est aussi un des quartiers historiques de la gauche milanaise. Nous avons eu des problèmes à l'ouverture, la librairie a été la cible d'un attentat, quatre ou cinq mois après son ouverture, attentat qui n'a jamais été revendiqué politiquement, mais qui a été reconnu d'une manière générale, comme de type fasciste.

Et pour le futur ?

En ce moment, nous sommes aussi dans une phase de changement pratique, nous voudrions par exemple ouvrir d'autres vitrines pour donner à la librairie un plus grand impact sur l'extérieur. Nous continuons évidemment les expositions et les débats, mais, pour le moment, sans aucun temps fort particulièrement significatif.

Après la naissance d'Utopia à Milan, d'autres librairies du même nom se sont-elles ouvertes dans d'autres villes ?

Oui, Utopia 2 à Venise et Utopia 3 à Trieste. Celles-ci ont eu les mêmes problèmes que nous à l'ouverture, mais implantées dans un tissu social extrêmement différent. Ainsi, alors que Utopia 2 à Venise semble avancer toutes voiles dehors, Utopia 3 a dû fermer ses portes. Finalement, les librairies sont des structures qui doivent tenir compte de l'organisation socio-économique extérieure ; les comptes ne peuvent se régler avec de l'idéologie, ils se paient avec de l'argent. On doit souvent s'abaisser à des compromis commerciaux..., celui qui pense pouvoir développer une activité de ce type seulement grâce à l'idéologie se trompe lourdement.

Enfin des projets et des idées, il y en a à Genève et Rome, nous verrons.

Une tradition "à la page"

J'ai demandé à Paolo Finzi rédacteur de « a » revue mensuelle anarchiste :

Comment peux-tu expliquer la forte concentration des groupes et initiatives anarchistes à Milan ?

Tout d'abord il faut tenir compte que Milan est, depuis longtemps, pour ainsi dire, la capitale de la vie culturelle et politique en générale en Italie. Dépassant longement Rome, qui est, et reste, la capitale diplomatique pour la représentation étrangère, et surtout la ville du Pape, ainsi que celle des ministres. En particulier, Milan est le centre culturel plus vivant et où se trouve concentrée une grande partie de l'édition italienne. C'est-à-dire que les principales maisons d'édition ont leur siège à Milan. Il suffit de rappeler une donnée significative pour le comprendre : dans le marché éditorial italien, la Lombardie et Milan couvrent environ 20 % de la production et de la vente nationale. Cela évidemment n'explique pas une concentration aussi importante d'initiatives du mouvement anarchiste à Milan. Au sein du mouvement anarchiste ce phénomène peut être aussi expliqué par le déclin progressif de la présence et influence anarchiste dans les régions traditionnelles, déclin qui a été particulièrement accentué dans quelques régions : autour de Gênes, en partie à Carrare, très fort autour de Ancone ; qui étaient toutes des régions où la présence anarchiste était très forte, surtout dans les secteurs prolétaires. Egalement dans la Romagne, il y a eu (même s'ils restent nombreux) une certaine diminution ; de toutes façons dans toutes ces régions l'influence anarchiste est toujours sensible.

Depuis 1968 il y a eu un réveil du mouvement anarchiste, dans les grands centres, et plus particulièrement à Milan. Aujourd'hui dans cette ville une grande partie des journaux anarchistes ont leurs sièges :

« A » revue anarchiste mensuelle, « Volontà » « Autogestione », « Umanità Nova » et toujours dans la Lombardie, deux autres périodiques : « Senza Patria » revue antimilitariste à Sondrio, « Seme Anarchico », à Brescia.

A l'heure actuelle, parmi les périodiques, seulement « L'Internazionale » a son siège en dehors de la Lombardie, à Ancone.

Il existe d'autres publications mensuelles comme « Sicilia Libertaria » etc...

Quelle est aujourd'hui la situation des groupes libertaires à Milan et leurs activités ?

Il existe divers types d'activités, dans des locaux différents. Dans la zone Nord de Milan, se trouve le centre le plus important d'activités : Viale Monza 255 : (la rédaction de « Umanità Nova », le Centro di Studi Libertari) le « Circolo Ponte della Ghisolfia » « Volontà » et les « Comitati d'azione diretta » ouvriers libertaires qui font référence grosso modo à la FAI.

Dans la grande salle de ce local, sont organisés aussi des projections, des débats, des réunions etc.

Toujours dans la même zone il y a d'autres locaux, celui de la revue « A » et celui de la librairie « Utopia ». Ce dernier n'est pas spécifiquement anarchiste, mais par sa position centrale, exerce une forte attraction pour la vente de périodiques, livres, disques, expositions, l'organisation de débats, etc.

Elle est aussi le lieu de rencontre d'un certain nombre de collectifs, par exemple le collectif des enseignants non titulaires. (Depuis peu aussi d'un collectif d'étudiants ndr).

Dans la zone Sud, il y a d'autres noyaux d'activités anarchistes, principalement dans le quartier Ticinese, qui est un quartier traditionnellement de gauche (comme celui de Garibaldi où se trouve la librairie). Dans la via Orti, se trouve un lieu de réunion d'étudiants et de propagande.

Dans les quartiers périphériques, existent d'autres groupes informels qui ont une durée plus ou moins longue. La même situation se retrouve dans l'interland milanaise. Il faut tenir compte que Milan compte un million et demi d'habitants, et trois millions avec l'interland. Mais tout fait référence au centre de Milan pour les librairies etc....

Quelle force représentent ces groupes anarchistes milanais et de l'interland ?

Il est toujours difficile de donner des chiffres, car dans le mouvement anarchiste il n'existe pas de cartes. De toute façon considérant les divers locaux existants, nous pouvons dire qu'une centaine de militants développent une intense activité. Dans le passé on a été même 2 000 à manifester dans la rue ; et encore en octobre 81, pendant les manifestations pacifistes, il y avait un millier de personnes derrière les drapeaux noirs. Il faut savoir qu'à Milan comme dans toute l'Italie, il y a eu une forte crise de tous les mouvements engagés politiquement et en particulier des mouvements révolutionnaires. Pourtant la tenue des anarchistes a été la meilleure par rapport aux autres forces politiques, c'est-à-dire que les forces anarchistes (si on peut dire) se sont réduites d'une façon moins importante que les autres. Notre présence, tout en n'étant par conséquent pas particulièrement significative et importante à Milan, reste pourtant vivante et se fait sentir ponctuellement.

Quelles ont été les luttes et les thèmes sur lesquels se sont mobilisés les anarchistes milanais ces derniers temps ?

Des luttes en général, il y en a très peu dans le domaine social, la présence combattive des anarchistes est donc particulièrement réduite. Il existe cependant une certaine présence, dans les secteurs étudiant, ouvrier et même employés de bureaux. La présence des anarchistes a été importante dans le mouvement des enseignants non titulaires.

Ce mouvement s'est donné des plateformes de lutte autonomes par rapport à celles des syndicats officiles, et a organisé de grosses manifestations, dans lesquelles les

anarchistes n'ont peut-être pas eu une présence spécifique, mais ont certainement beaucoup influencé les méthodes de lutte. Et puis il y a une présence anarchiste dans certaines maisons occupées, et une présence discrète dans la propagande spécifique (diffusion de la presse) qui, désormais est faite par les anarchistes dans de nombreuses localités. De plus cette présence s'exprime occasionnellement avec dernièrement, par exemple, la participation à la campagne contre la torture en Italie, ou pour la Pologne.

Passons maintenant, à la revue « A », de laquelle tu t'occupes. Comment est-elle née, pourquoi ? Qui en ont été les promoteurs ?

Le premier numéro de « A » est né en février 1971. La première équipe de rédaction dont je faisais partie, arrivait du « Circolo Ponte della Ghisolfia », qui était alors, le plus ancien local et groupe anarchiste de Milan, particulièrement touché par la répression du 12 décembre 1969. Rappelons que Giuseppe Pinelli, cheminot anarchiste, faisait partie de ce cercle.

La revue est donc née, surtout de l'exigence des compagnons du « Circolo », de se doter même ici à Milan, d'un instrument de propagande et de contre-information pour donner une force ultérieure à la campagne contre la « strage di Stato », qui était en cours. Rappelons qu'alors Valpreda était en prison depuis un an et quelques mois, et, toujours quand sortit le premier numéro Pinelli avait été assassiné (dans la préfecture de Milan ndr) depuis plus d'un an. Enfin, en cette période, l'activité de contreinformation en cours ici à Milan était soutenue principalement par le bulletin de « Crocenera ».

Il n'y avait pas d'autres périodiques qui auraient pu développer ce rôle de contre-information ?

Si, il y avait d'autres périodiques anarchistes, mais aucun en particulier n'avait de siège à Milan. Les autres revues qui existaient alors, en particulier l'hebdomadaire « Umanità Nova », le quinzomadaire (maintenant mensuel) « L'Internazionale », ainsi que la revue bimestrielle « Volontà » (maintenant trimestrielle), semblaient loin, que ce soit géographiquement, (et ils l'étaient de Milan, où il y avait eu comme nous avons dit auparavant une forte croissance du mouvement anarchiste après 68) ou que ce soit par rapport à cette mentalité un peu neuve de l'anarchisme. Les militants du « Circolo » qui avaient alors en moyenne 25, 30 ans, ressentaient particulièrement cette distance des compagnons, généralement anciens, qui géraient les périodiques existants. Périodiques qui avaient certainement développé et continuaient à développer leur fonction qui, cependant à nos yeux, et pour certains aspects était insuffisante née dans le cadre du Mouvement Anarchiste, non pas en concurrence avec les autres revues, mais substantiellement, dès son début, dans un esprit de fraternelle collaboration.

Combien d'exemplaires de « A » ont-ils été tirés pour les premiers numéros ?

Si je ne me trompe pas, le tirage de la première revue était autour de 10 000 exemplaires. Pendant ces dix dernières années, il est resté substantiellement le même, avec toutefois des pointes importantes, allant jusqu'à 13 000 exemplaires et plus, et des baisses : 9 000, 9 500 exemplaires qui est le tirage actuel.

Combien y-a-t-il d'abonnés, et combien d'exemplaires se vendent-ils ?

Sur 9 500 exemplaires, 5 000 sont livrés à une maison de distribution, qui les diffuse dans les kiosques des principales villes italiennes, de nombreuses gares, et villes secondaires. Sur les 4 500 restant, environ 2 000 sont distribuées de façon militante par des groupes,

appartenant ou non à la FAI, un peu dans toute l'Italie. Il y a 700 abonnés, et quelques centaines d'exemplaires sont envoyés aux librairies. Enfin une centaine est expédié aux détenus. Dans l'ensemble, nous pouvons dire que la vente de la revue représente à peu près 60 % du tirage : environ 6 000 exemplaires.

Depuis dix ans, c'est-à-dire depuis la parution régulière de « A », beaucoup l'envient et l'apprécient, autant pour son contenu que par son aspect graphique, et cela non seulement en Italie, mais aussi dans d'autres pays. Or, d'après les chiffres que tu nous donnes, il semble qu'elle ne se développe pas, et même qu'elle subisse une légère régression. Comment cela se fait-il ?

Il faut considérer, comme je l'ai montré précédemment, que depuis longtemps, (après la vague de 77) il y a pour toute une série de raisons profondes qui dépassent le M.A. et le Mouvement Révolutionnaire, un déclin de l'activité de manière générale. Il y a par exemple, parmi les jeunes générations, un intérêt très inférieur par rapport à celui de 68. En ce sens, il y a eu surtout dans les villes importantes, une forte réduction des ventes et la fermeture d'un grand nombre de revues. Les librairies mêmes, qui, il y a quelques années débordaient de journaux, publications régulières et irrégulières de l'extrême gauche, de toutes sortes, sont aujourd'hui particulièrement dé garnies. En ce sens, le déclin qu'a subi « A » ces dernières années a été, tout bien considéré, inférieur au déclin général. Cela confirme, en outre une certaine résistance du mouvement anarchiste.

De toutes façons, il y a eu une baisse et cela se fait sentir. Cependant, peut-être par la dimension que, depuis le début, on a voulu donner à « A », c'est-à-dire une dimension de revue non strictement liée à la militance, mais avant tout, tournée vers l'extérieur, cela peut-être, lui a assuré une meilleure tenue. En fait, même si l'activité a baissé, l'intérêt pour les thèmes libertaires ne semble pas s'être beaucoup affaibli. Donc, pour la revue, le gros déclin de ces dernières années, s'est trouvé surtout dans la distribution militante. Il faut se rappeler, que, quand la revue est sortie, en 71, il y avait une telle activité politique que l'on arrivait à vendre des centaines d'exemplaires en un seul jour aux environs de l'université, on se postait là, et pratiquement, ils te l'arrachaient des mains. Maintenant, évidemment, la vente comporte d'énormes difficultés.

Un des aspects que le M.A. en général, et plus particulièrement la presse, n'a pas réussi à développer, c'est l'aspect culturel (cinéma, théâtre, musique, art en général), qu'avez-vous fait à ce propos ?

On a essayé de faire un effort qui cependant a souvent été insuffisant, ceci aussi parce qu'une grande partie de la rédaction, ces onze années, a toujours été constituée de militants anarchistes, c'est-à-dire de personnes qui se reconnaissent et exercent une activité militante à tous les niveaux. Cela nous a portés, souvent à sous-estimer grandement, la musique par exemple. Ce dernier aspect, qui exprime toute une série de thèmes vécus comme libertaires, même si en soi ils ne le sont pas complètement par de larges couches de jeunes.

En ce sens, la revue a été, et continue à être carencée. De plus, en parcourant les pages des revues de cette dernière année, on peut voir que presque chaque numéro parle de cinéma, rarement de théâtre, suffisamment de livres, revues, même si cela est dans une optique toujours fortement militante. A ce propos, les critiques venues de l'extérieur, n'ont de toutes façons, jamais fait de propositions concrètes de collaboration. La question reste posée.

Comment fonctionne la revue ?

La revue fonctionne sur une base strictement bénévole. Actuellement, il n'y a personne qui perçoit un salaire, même si le type de travail qui est développé, en partie par sa qualité (mais c'est surtout aux autres de juger), et certainement par ses méthodes de travail, est, dirais-je quasiment professionnel. La revue fonctionne je crois, comme les autres publications anarchistes. La rédaction est, à ce jour composée de quatre ou cinq personnes, qui tiennent deux réunions de travail par semaine. Travail qui tient compte, non seulement du numéro en cours, mais aussi des reportages/articles destinés aux numéros suivants. Il y a un bon réseau de contacts, aussi international qui amène ensuite à une production d'articles sur les réalités des autres pays. Il faut signaler en outre que ce travail de la revue se déroule dans un cadre d'autant plus large qu'il est développé justement en collaboration avec les rédactions de « Volontà », des éditions « Antistato » et du « Centro di Studi Libertari ». En effet, ces initiatives milanaises se manifestent par la publication de livres, revues, par des conférences d'études, séminaires, dans un travail culturel complexe.

Justement, peux-tu me dire quelque chose de plus sur l'effort culturel que ces anarchistes et intellectuels réunis autour de ces initiatives culturelles milanaises, sont en train d'essayer de réaliser, pour réactiver et réactualiser la pensée anarchiste et libertaire en lui donnant de nouvelles bases plus complètes ?

Ayant tout, il faut dire qu'une partie de ces initiatives culturelles comme le « Centro di Studi Libertari », « Volontà » et les éditions « Antistato », sont nées à partir d'un détachement de la revue d'un certain nombre de compagnons et compagnes. Chacune de ces initiatives a un fonctionnement autonome. Avant tout nous sommes liés par un fraternel rapport d'amitié et de collaboration, et puis ce tissu commun nous a conduit à travailler sur un projet qui dans l'ensemble est commun, même s'il existe diverses nuances, comme il est naturel non seulement chez les anarchistes mais aussi parmi tous les individus en général. Ce projet tend à faire vivre et développer ce qui est considéré comme la souche traditionnelle, fondamentale de l'anarchisme, en excluant et donc en refusant les aspects qui semblent à part, et en visant par contre une entente féconde entre cet anarchisme solidement attaché aux principes originels, et sa propre identité avec les nouvelles sciences, la biologie, la sociologie etc... Avec une mentalité particulièrement ouverte sur l'échange avec les autres.

Ce n'est pas un hasard si, non seulement aux conférences d'études, mais aussi sur « Volontà », et plus partiellement, vu son caractère militant sur « A », ont collaboré et collaboré des individus non anarchistes. Par exemple, pour le récent numéro de la revue sur Malatesta, il a même été demandé une contribution à un historien du Parti Communiste Italien, qui de plus est venu à la conférence (voir IRL n. 47 ndlr). Cet échange culturel avec d'autres courants de pensée nous semble profitable car il rompt avec une tradition de marginalisation et en partie même d'auto-marginalisation psychologique du mouvement anarchiste. Confrontation et échange que nous assumons sans aucun complexe d'infériorité, mais non plus de supériorité.

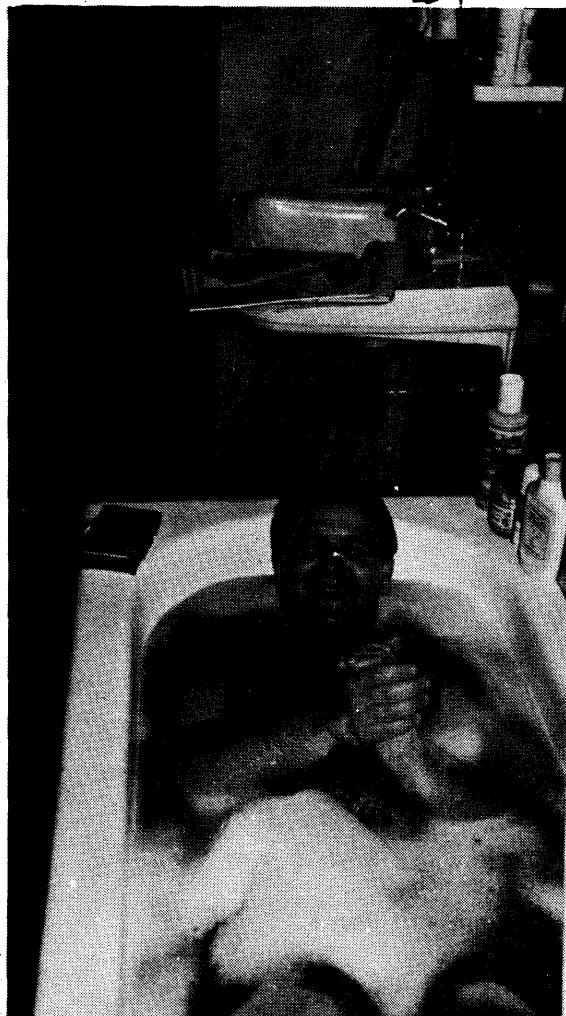
Quels sont les projets de la revue pour le futur ?

Il n'y a pas de projets importants. L'idée est toujours celle d'améliorer de toutes les façons, en élargissant la diffusion, en améliorant le produit, qu'il s'agisse de graphisme ou de contenu. Des projets importants, il n'y en a pas et il ne pourrait pas y en avoir car la

vie actuelle de la revue est déjà particulièrement remplie pour ceux qui la font, et, vues les forces existantes, comme les forces économiques, disons qu'en ces temps assez difficiles, survivre dignement, comme nous essayons de le faire est déjà un effort qui nous paraît plus que suffisant.

Pour terminer, que penses-tu d'un point de vue personnel et politique des possibilités futures de l'anarchisme ? Et que représente l'anarchisme pour toi ?

La situation générale n'est certainement pas en train d'évoluer vers une solution anarchiste. Il me semble plutôt, que soit en cours, de façon tout de même très contradictoire, mais suffisamment étendue au monde entier, un processus tendant vers un totalitarisme de la société ; une intervention toujours plus marquée de l'Etat, non seulement dans le camp économique, mais aussi dans toutes les sphères de la vie privée et sociale. Cela rend, naturellement encore plus important et significatif, le rôle toujours plus original et solitaire des anarchistes. Evidemment, cela ne signifie pas que je ne pense pas qu'il existe des perspectives de « victoire » à brève échéance, mais cela, au lieu de décourager les autres, devrait nous convaincre de l'importance et de l'insubstituabilité du rôle des anarchistes qui est de préserver et d'améliorer/augmenter notre capacité de lutte. Par lutte, je n'entends pas nécessairement ce à quoi l'on pense généralement et matériellement : les barricades, etc..., mais je l'entends avant tout comme une lutte culturelle. Non pas dans le sens élitiste et intellectuel de bataille conduite seulement dans les pages des livres ou tout au plus des journaux, mais dans le sens plus général et plus profondément révolutionnaire de refus des valeurs existantes et de témoignage apporté avec un engagement culturel et, pour autant que cela soit possible aussi avec l'exemple



CONTRE LES CRUISES

La lutte contre l'implantation des bases de l'OTAN fait partie intégrante de la lutte antimilitariste, et de la lutte contre les deux blocs militaristes. En Sicile, à Comiso, une base de missiles CRUISE est prévue. Elle serait la première, et annoncerait le déploiement sur toute l'Europe de celles-ci. Il va s'en dire de l'importance de la lutte pour empêcher sa construction. Le texte qui suit provient de Sicile et a été rédigé par un militant anarchiste.

La «Coordination des Ligues autogérées contre la construction des bases de missiles à Comiso» est née de l'exigence rencontrée lors d'un premier contact entre les différents villages et villes proches de Comiso, à l'initiative des compagnons anarchistes de RAGUSA et du groupe anarchiste «Révolte et Liberté» de CATANIA. A cette époque, (mai, juin, juillet, août 1982), les compagnons avaient effectué toute une série d'initiatives: une trentaine de meetings, projections de diapositives, diffusions de tracts, débats avec la population sur les places, etc... Cette activité a permis aux groupes concernés et aux compagnons anarchistes d'organiser une Convention Internationale Anarchiste sur le thème suivant: **La construction des bases de missiles à Comiso peut être empêchée.**

La convention, qui s'est tenue dans le stade communal de Comiso les 31 juillet et 1er août 82, a mis en relief la nécessité de créer des organismes autogérés de masse pour lutter contre les bases de l'OTAN. Cette nécessité d'organisation s'est dégagée de cette convention, pendant et après les meetings, avec l'association de presque la totalité des populations des zones qui veulent faire quelque chose d'effectif pour empêcher la construction des bases.

Durant le mois de septembre de la même année, s'est créé à Comiso la Coordination des Ligues Autogérées contre la construction de la base à Comiso qui a pour finalité de regrouper toutes les Ligues qui, petit à petit, se forment et se sont déjà formées, composées d'étudiants et de travailleurs en général.

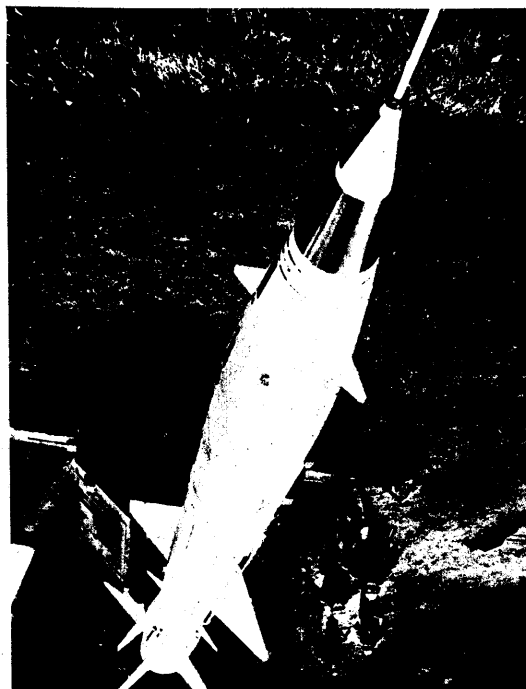
La Coordination a effectué en tant que telle, des meetings, distributions de tracts, débats avec les gens, avec les travailleurs (en particulier avec les ouvriers de l'ANIC de Gela, une grosse

entreprise pétrochimique qui emploie des milliers d'ouvriers et qui, en vue de la nouvelle restructuration capitaliste américaine, a été acquise à plus de 50% par les américains). Un autre important travail a été effectué dans les quartiers de Comiso, contenant un discours spécifique aux femmes qui se sont déclarées dans leur totalité contre la construction des bases de missiles. Au total, plus de 98% des personnes interpellées sont contre la base. Il manque encore l'élément unificateur qui permettra une lutte unie contre le criminel projet du capitalisme italien et américain.

Clairs et compris par les gens, les discours ont porté avant tout sur les conséquences de la militarisation (à Comiso, les effectifs de la police ont déjà plus que doublé), reliées aussi à l'autre projet criminel de l'Etat italien qui a décidé de destiner au «polygone de tir militaire» une vaste aire de plus de 20 000 hectares de terre de pâturage à Mistretta, une zone entre Messina, Catania et Palermo. Ce discours s'inscrit lui-aussi dans le vaste projet de militarisation de la Sicile.

Le discours inhérent aux appropriations de la mafia pour tout ce qui concerne la construction des infrastructures de la base et des logements pour les 15 000 américains qui devront séjourner en Sicile si ce projet de mort aboutit, a lui-aussi été très clair. La Mafia sicilienne, complice du pouvoir politique, mafioso lui-aussi, (un dossier antimafia officiel démontre que 98% des politiciens siciliens sont des mafiosi ou ont des liens directs avec des mafiosi.) ont des grands intérêts économiques et politiques dans la construction de cette base.

Il faut préciser, entre autre, que dans la zone a été créée ad hoc une crise de la construction, ces deux dernières années, pour trouver des personnes disponibles pour travailler dans ce projet. Pour contre carré ceci, la Coordination a développé et continuera de développer une action capitale de contreinformation en direction des chômeurs. La Coordination a aussi soulevé le problème de la drogue. Il résulte de sondages officiels que plus de 20% de soldats américains s'adonnent à l'usage de drogues dures. Ceci a fait dresser les oreilles des mafiosi de Palermo et Catania qui ont bâti toute leur fortune principalement grâce à la drogue. Ils sont en train d'en organi-



ser le marché. Du même ordre, ils préparent celui de la prostitution pour répondre aux «besoins» de l'armée d'occupation américaine.

L'introduction dans le marché local de dollars dépensés par les américains commence à poser des problèmes. Cela a un effet certain sur la hausse des prix et donc sur le coût général de la vie. Si l'on tient compte de l'augmentation continue sur la marché du dollar et de la situation désastreuse de la lire italienne, cela apportera la misère dans l'économie, déjà pas mal précaire, de la masse du peuple sicilien. Le premier exemple des américains qui ont loué des petites villas jusqu'à 3 fois leur coût habituel est largement suffisant pour montrer les effets néfastes.

Sur tous ces thèmes, la Coordination et les Ligues elles-mêmes se sont mobilisées pour se confronter à la partie de la population pas encore sensibilisée au problème. La réaction des couches de la population interpellée est positive. A l'ANIC de Gela les ouvriers ont tenu deux assemblées spontanées suite à la diffusion de tracts par des copains de la Coordination. Ce sont encore les ouvriers qui, à l'occasion d'une arrestation par la police de ces mêmes copains, sont intervenus en solidarité pour exiger leur libération immédiate.

A Vittoria, un centre de 40 000 habitants à 6 km de Comiso, les étudiants ont déclenché une grève générale de toutes les écoles supérieures. A la suite de ce mouvement, une Ligue Autogérée des étudiants de Vittoria a vu le jour. A Comiso, après une énième action répressive de la police, les étudiants se sont mis également en grève.

A l'heure actuelle, on compte des ligues dans les villes et villages suivants: Vittoria, Chiramonte Gulfi, Catania, Comiso, Mistretta, Palermo, Niscemi, Belpasso. Ailleurs des compagnons non regroupés en ligues, font aussi un travail de sensibilisation à partir du Document élaboré par les ligues.

Lettre ouverte
réponse à la presse

L'importance pour le discours antimilitariste à caractère européen du problème de Comiso est à soulever. Comiso serait la première base d'Europe dotée des meurtriers missiles CRUISE. Si ce projet venait à aboutir, d'autres bases similaires seront installées sur toute l'Europe. C'est pour cette raison que Comiso devient de fait un problème européen auquel tous les compagnons de n'importe quel état, doivent prendre en considération.

Présentation des organisations présentes à Comiso qui luttent contre la construction de la base.

Regroupement des Ligues Autogérées contre la construction de la base de missiles à Comiso, sur des bases libertaires et de classes.

objectif: empêcher la construction des bases par l'action directe du prolétariat de la zone et aussi par l'occupation de l'aéroport destiné à l'accueillir.

CUDIP (comité unitaire pour le désarmement et la paix). Composé d'adhérents du Parti Communiste Italien du Parti Démocrate de l'Unité Proletarienne.

objectif: suspendre la construction des bases par l'intervention parlementaire, marches pour la paix, jusqu'à évolution des négociations de Genève. Pratiques maintes fois effectuées et qui n'ont jamais fait évoluer d'un millimètre la décision criminelle des pouvoirs italien et américain.

Champ pour la paix. Composé de boudhistes, catholiques, pacifistes en général, Ligue pour le désarmement unilatéral, Mouvement International de la Réconciliation, Parti de la Démocratie Proletarienne, etc...

objectif: empêcher la construction des bases par des interventions à caractère pacifiste, du type construction de murs de carton, marches pour la paix, débats avec des évêques et autres représentants de l'Eglise. Malgré la consistance de sa composante, à Comiso seules 5 - 6 personnes sont présentes qui influencent peu la réalité locale avec leurs discours.

Nous invitons tous les compagnons à organiser des souscriptions et des initiatives contre la construction des bases de missiles à Comiso. Les souscriptions doivent être envoyées à:

Coordinamento delle Leghe Autogestite contro la costruzione della base missilistica a Comiso

VIA CONTE DI TORINO
1 - 97013 COMISO (RG)
SICILIA

Un petit dossier d'information contenant des traductions de tracts, articles, et informations concernant les Ligues Autogérées est en préparation. Toutes les personnes intéressées peuvent nous écrire à l'adresse d'IRL.

*préparation Nerina et Orazio
traduction Fernand*

J

e voudrais arrêter l'hypocrisie qui traîne autour de l'affaire du Coral.

Ce n'est pas parce que je suis en prison qu'il faut faire attention, accepter le jeu de la justice, biaiser etc...

Ce n'est pas en entrant dans ce type de rapports que nous allons évoluer. Regardons les choses en face. Quand un enfant vient vers moi qu'il me saute au cou, qu'il m'embrasse, je ne vais pas le repousser au nom de la loi. Cela signifie-t-il que je vais en profiter? Là est toute la question.

Il est temps de savoir que les enfants n'attendent pas d'avoir 15 ou 18 ans pour être des individus sexués. Il me semble évident que le problème de la pédophilie, comme celui du féminisme ou de l'homosexualité ne sont que les EN-FERMEMENTS socio-culturels qui permettent à la norme de sévir, aux individus de se culpabiliser et au pouvoir de morceler!

Tant que nous accepterons cette dialectique et cet étiquetage nous subirons la répression individuelle et l'imposition normative.

Apprenons à nous connaître, à nous respecter, à nous accepter.

En effet, dans ce système économique néo-capitaliste où tout est basé sur le bénéfique et le profit il semble logique que les tenants de ce système (et ses victimes) puissent penser que dans les relations humaines le même processus entraîne les mêmes effets.

Là où vous trompez, c'est que dans les lieux de vie nous vivons, nous travaillons, nous aimons dans une économie différente, autogérée, adaptée à chaque micro-structure.

« Le cas par cas » n'est pas un théorème fumeux, c'est la pratique de notre quotidien dans un espace donné au milieu des éléments ressentis.

Et cette pratique remet tellement en cause votre façon de vivre, votre manière, que vous préférez nous attaquer par le biais qui semble le plus valorisable, c'est-à-dire le tabou de la sexualité.

Vous vous trompez. Nous ne sommes pas des pédophiles ni des pervers sexuels abusant des corps des enfants.

La perversion nous fait peur également. Nous sommes simplement des individus ouverts, dans des maisons ouvertes, vivant avec nos qualités et nos défauts sans mettre en avant des défenses que sont les véritables piliers de tout système étatique.

Il est nécessaire de remettre fondamentalement en question FREUD surtout dans les récupérations galopantes qui en sont faites en cette fin de XXème siècle.

Qu'il s'agisse de Freud, de Marx d'Einstein ou des autres la trahison est telle que si nous ne réagissons pas immédiatement nous passerons pour l'époque la plus bête et la plus aliénée de tous les siècles!

J'affirme aujourd'hui que si tous les citoyens, les familles, les institutions font des efforts d'ouverture, la vie en société redeviendrait possible, communautaire et que les gens dits « à problèmes » seraient acceptés dans le champ social.

Ce n'est pas une utopie. C'est un projet de société.

Nous enfermer aujourd'hui, comme vous avez osé le faire, dans le simplisme et le difficile de la sexualité, c'est vraiment dégueulasse.

Et vous le savez.

Alors il reste une alternative.

Soit nous nous lançons dans l'aventure de la citoyenneté, avec la réflexion et le sérieux et la poésie et l'innovation qu'elle demande, soit nous continuons à nous enfermer un peu plus dans le morcellement imposé par tout pouvoir.

C'est un choix entre la construction et la destruction. Vous savez, en prison nous sommes en cellules, retranchés de toute communication, c'est un monde d'auto-destruction. J'ai compris ainsi que notre cerveau avec ses cavités, était encore très morcelé. A nous de tenter de mieux l'irriguer.

Faisons tomber les murs de tous les lieux d'enfermement.

Lançons des passerelles, des ponts, des transitions.

Sauvegardons nos différences, nos individualités, nos richesses. Et alors l'Autre devient possible et Nous le vivable

Claude Sigala
cellule 55 bloc 1
Prison de la Santé
75774 Paris Cedex 14

Tradition « à la page » (suite de la page 33)

de la « possibilité » des idées et méthodes de vie alternatives. Cela sera je pense le rôle principal de l'anarchisme dans les années 80 et aussi celles qui suivront, si la situation générale ne change pas.

Toujours naturellement, les anarchistes devraient être prêts à saisir chaque occasion de lutte, plus concrètement chaque situation de mécontentement pour faire croître en même temps, et avant tout, le désir de vivre en liberté. En ce sens que, je le répète, devant la toujours plus envahissante présence du marxisme qui est l'idéologie conductrice du nouvel Etat des nouveaux patrons, le rôle de l'anarchisme est réellement insubstituable et nettement différent des autres courants de pensée.

En d'autres termes, même s'il est difficile de le résumer, ce qui me pousse à continuer à faire ce que je fais, ce n'est pas tant la foi mystique ou mythique en l'anarchisme, l'anarchie, la révolution qui viendra demain,

que le désir, mais aussi le plaisir que j'éprouve déjà aujourd'hui, malgré mille difficultés et désillusions à vivre dans le mouvement anarchiste. Si je crois en quelque chose, c'est surtout en la nécessité d'un tissu organisationnel diffus dans le mouvement anarchiste, basé avant tout sur les relations, les rapports entre compagnons, compagnes, où le rapport personnel ne s'épuise pas en lui-même mais est toujours en mouvement dans un intérêt social commun et une commune volonté de changer les choses. Au delà de la réthorique, je crois dans les rapports entre les anarchistes, la nécessité d'étendre ces rapports au niveau local, national et international. Et je crois que cela peut se dérouler et se développer profitablement, seulement dans une effervescence continue d'activités anarchistes de type et de tendances variés, qui continuellement regroupe des individus, des informations, des sensations et les retransmettent aux autres.



LES ANNEES PASSENT